DONBASS — Un tournant dans la guerre?

Courrier international

N° 1643 du 28 avril au 4 mai 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, **Allemagne** 5,70 €, **Andorre** 5,30 €, Canada 7,95 $CAN, **DOM** 5,10 €, **Espagne** 5,40 €, **Grande-Bretagne** 4,70 £, **Grèce** 5,40 €, **Italie** 5,40 €, **Japon** 850 Y, **Maroc** 43 DH, **Pays Bas** 5,40 €, **Portugal** cont. 5,40 €, **Sénégal** 3400 F CFA, **Suisse** 6,80 CHF, **TOM** 850 XPF, **Tunisie** 7,70 DT, **Afrique CFA autres** 3500 F CFA.

RETOUR SUR TERRE

La réélection d'Emmanuel Macron est peut-être une chance pour l'Europe, mais les Français, eux, sont plus divisés que jamais. Comment les réconcilier ? Réactions et analyses de la presse étrangère.



M 03183 - 1643 - F: 4,50 €

Steven Da Costa
Médaillé d'or Tokyo 2020, karaté
Ambassadeur Visa

Partenaire mondial

Choisissez de profiter.

Organisation de dîners à votre domicile, recommandation personnalisée d'événements culturels, gestion de vos déplacements... Comme Steven Da Costa, comptez sur **votre Assistant Visa Platinum** pour prendre soin de vous.

Rendez-vous sur visa.fr/platinum



Voir conditions auprès de votre banque.

VISA

Visa Europe Limited, société de droit anglais, siège situé 1 Sheldon Square, London W2 6TT, GB, immatriculée 5139966, agissant au travers de sa succursale française, située au 83-85 avenue de la Grande Armée 75116 Paris, RCS Paris n° 509 930 699 – Saatchi & Saatchi – Crédit photo : Philippe Miran, Getty Images.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

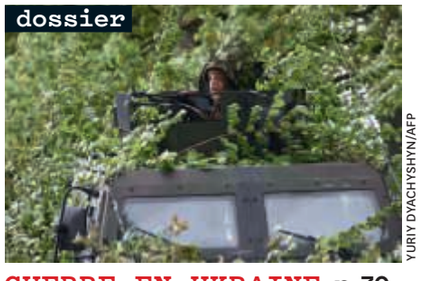
Retour sur Terre

Une chance pour l'Union européenne. Et une inquiétude pour la France, plus divisée que jamais. Depuis dimanche 24 avril, les analyses de la presse étrangère convergent après la réélection d'Emmanuel Macron. *"Il faudrait être sacrément cynique pour ne pas être soulagé,* reconnaît Nadia Pantel, correspondante à Paris du quotidien allemand la **Süddeutsche Zeitung.** *Son échec aurait été une catastrophe pour la France et pour l'Europe."* Sur fond de guerre en Ukraine, le résultat de la présidentielle française était très attendu à l'étranger. *"Les urnes ont accordé cinq années de répit relatif à la liberté et à la démocratie européennes, alors qu'une victoire de Marine Le Pen aurait créé une onde de choc, avec des conséquences bien plus lourdes que le Brexit",* écrit le quotidien espagnol **El Mundo.** Derrière ce satisfecit général, la presse étrangère ne cache pas son scepticisme quant à la marge de manœuvre du président réélu pour les cinq ans à venir. Comment gouverner ? Emmanuel Macron, président honni comme rarement président le fut, peut-il continuer comme avant ? Se réinventer ? Le premier tour de l'élection a montré une France profondément divisée, et c'est à ces divisions qu'il devra s'attaquer. *"Macron s'impose dans une France fracturée",* avance **El Periódico de España.** Dans **Le Temps,** Richard Werly, évoque, lui, *"une performance politique [du président sortant] dans un pays fracturé par les colères et secoué comme beaucoup de démocraties occidentales par un fort vent de dégagisme".* Mais tout est à reconstruire. *"Comment faire pour que la France, un pays fondateur de l'UE et l'un de ses piliers, cesse de jouer tous les cinq ans l'avenir de l'Europe à la roulette russe?"* s'interroge **Politico.** En redonnant de la substance à la vie démocratique, plaide le site à Bruxelles. *"Une Assemblée aussi peu représentative nourrit l'opposition extraparlementaire et des mouvements de contestation réguliers dans la rue. À l'inverse, elle décourage la recherche de consensus entre formations démocratiques et la négociation entre partenaires sociaux."* Il faut donc tout réinventer. Cela passe par l'introduction d'une dose proportionnelle, par *"une transformation des élections législatives, et la création d'une sorte d'assemblée citoyenne chargée d'examiner des questions de société ou d'ordre constitutionnel sur lesquelles le gouvernement doit agir",* avance *Politico* comme autant de pistes pour le président réélu. Saura-t-il s'adapter et entendre les appels à évoluer sur ces questions ? Il le faudra. Comme l'explique la *Süddeutsche Zeitung* : *"Macron a obtenu une seconde chance alors que les résultats du premier tour montrent que sa politique ne convainc même pas un tiers des Français. Il doit son deuxième mandat aux gens de gauche, qui, malgré leur colère à son égard, n'ont pas jeté les valeurs de la République à la poubelle."* C'est tout le paradoxe de ce scrutin. Pour de nombreux titres de la presse étrangère, la présidentielle est une victoire pour Marine Le Pen, tant elle semble parachever sa stratégie de normalisation. Jusqu'à pouvoir prétendre à la victoire en 2027 ? Il y a un risque, explique le quotidien financier flamand **De Tijd,** car le mal est profond et Macron porte une part de responsabilité : *"En cinq ans, la confiance des citoyens est tombée au plus bas. Le président aura toutes les peines du monde à restaurer la confiance. S'il n'y parvient pas, les chances de victoire de l'extrême droite seront encore plus grandes en 2027 que cette année."* Mais, pour l'hebdomadaire britannique conservateur britannique **The Spectator,** c'est au contraire la gauche radicale qui pourrait créer la surprise en 2027. À moins qu'Emmanuel Macron ne donne un coup de barre à gauche dès le début de son quinquennat. Comment se situer entre le poids de l'extrême droite et la dynamique de la France insoumise à gauche ? Comment réconcilier des positions a priori irréconciliables ? C'est toute la question et l'enjeu de la campagne pour les législatives des 12 et 19 juin, le fameux troisième tour vers lequel tous les regards sont désormais tournés. La République en marche peut-elle devenir un grand parti de rassemblement capable d'*"accueillir les transfuges venant de la droite et de la gauche républicaine",* comme le pressent **Die Zeit** ? Rien n'est moins sûr.

En couverture : *Dessin de* **Cristo Salgado,** *Portugal, pour* **Courrier international.**

Sommaire

dossier



YURIY DYACHYSHYN/AFP

GUERRE EN UKRAINE p.30

DONBASS : UN TOURNANT DANS LA GUERRE ?

Face à l'offensive russe dans l'est de l'Ukraine, la presse étrangère s'interroge : Moscou peut-il conquérir le Donbass face à des Ukrainiens formés par l'Otan ? Les Occidentaux pourront-ils éviter d'entrer en guerre ?

360° p.46

Les Wuikinuxv, gardiens en leur pays

Les membres de cette Première Nation de Colombie-Britannique, au Canada, pallient les insuffisances de l'État en matière de protection de l'environnement, raconte **The Narwhal.**

AMÉRIQUE LATINE p.18

Lithium providentiel

Le sous-continent compte les plus grandes réserves de ce minerai. De nombreux pays envisagent de nationaliser les gisements. Une analyse d'**El País México.**

ROYAUME-UNI p.14

L'Irlande du Nord à la veille d'un séisme politique

Le Sinn Féin, le parti proréunification de l'île, pourrait remporter les législatives locales du 5 mai. Une première, relate **The Irish Times.**



PHOTO PAULO NUNES DOS SANTOS "THE NEW YORK TIMES"

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Age Melbourne, quotidien. **Bloomberg Businessweek** New York, hebdomadaire. **The Conversation** (theconversation.com/uk) Londres, en ligne. **ElDiarioAR** (eldiarioar.com) Buenos Aires, en ligne. **Diário de Notícias** Lisbonne, hebdomadaire. **Duanchuanmei** (The Initium) (theinitium.com) Hong Kong, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **The Independent** Londres, quotidien. **The Irish Times Dublin,** quotidien. **Limes** Rome, mensuel. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **Moskovski Komsomolets** Moscou, quotidien. **El Mundo** Madrid, quotidien. **The Narwhal** (thenarwhal.ca) Victoria (Canada), en ligne. **Ta Nea** Athènes, quotidien. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **El País México** (elpais.com/mexico) Mexico, en ligne. **Politico** Bruxelles, hebdomadaire. **Sahelien.com** Bamako, en ligne. **The Spectator** Londres, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Il Venerdì di Repubblica** Rome, hebdomadaire. **The Wall Street Journal** New York, quotidien.

SOMMAIRE

À la une

6. Mission impossible ?

D'un continent à l'autre

14. Royaume-Uni. L'Irlande du Nord à la veille d'un séisme politique
16. États-Unis. Disney n'est plus maître de son royaume
18. Amérique latine. Lithium providentiel
20. Chine. Shanghai s'insurge contre un Covid politique
22. Îles Salomon. Un nouveau pion dans l'escarcelle de Pékin
24. Burkina Faso. Les habitants de Djibo dans l'enfer djihadiste
26. Libye. Benghazi la rebelle, entre chaos et ruines
28. Turquie. Istanbul est devenu "Moscou sur le Bosphore"

Dossier

30. Donbass : un tournant dans la guerre ?

Transversales

40. Économie. Les chaussures moches qui valaient 3 milliards
42. Elon Musk prend le risque de se payer Twitter
44. Environnement. Au Paraguay, la population dans le noir
45. Signaux. Toute l'inflation dans une pizza

360°

46. Écologie. Les Wuikinuxv, gardiens en leur pays
50. Voyage. Embarquer pour le roman des Açores
52. Culture. French The Kid, rappeur bilingue
54. Histoire. Le sud de l'Ukraine, terre hellène

SUR NOTRE SITE

Présidentielle. Les premiers jours du second quinquennat de Macron

Réélu au terme d'un scrutin marqué par une forte abstention, Emmanuel Macron entame une période compliquée avant les législatives de juin. De la démission du gouvernement au choix du Premier ministre, que dit la presse étrangère de ce quinquennat qui commence ?

Guerre en Ukraine. L'offensive sur l'Est

Des combats dans le Donbass au débat sur les livraisons d'armes à Kiev par l'Occident, suivez le conflit à travers les analyses, reportages et témoignages de la presse étrangère.

Podcast. "Six pieds sur Terre" : l'homme qui aimait la mer

Dans ce quatrième épisode de notre série consacrée aux océans, Haïdar El-Ali, infatigable militant et écologiste parmi les plus respectés du continent africain, raconte une vie de luttes, portée par un amour profond des mers.

L'horoscope de Rob Brezsny *Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.*

Télécharger dans l'App Store **Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.**



NOTRE HORS-SÉRIE

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation ? Qu'est-ce qui nous divise ? La France racontée par la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX — Courrier international

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Avril 2022. Commission paritaire nº 0722c82101.
ISSN nº 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com **Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Édition Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 jours dans le monde** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **Europe** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **France** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) **Amériques** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **Asie** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **Moyen-Orient** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **Afrique** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **Transversales** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **Magazine 360°** Marie Béloeil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **Histoire** Mélanie Liffschitz (16 96)

Site Internet Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) **Courrier Expat** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

Traduction Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

Pôle visuel Sophie-Anne Delhomme (responsable), **Web design et animation** Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **Iconographie** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **Maquette** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **Cartographie** Thierry Gauthé (16 70) **Infographie** Catherine Doutey (16 66) **Informatique** Denis Scudeller

Agence courrier Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

Directrice de la fabrication Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **Impression, brochage, routage :** Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro Édouard Aussedat, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Frédéric Dalléas, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Corinne Duqueyroix, Jeanne Fournier, Sophie Laurent-Lefèvre, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Micaela Neustadt, Florent Normand, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

Publicité MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international** David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

Responsable administrative et financière Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) **Droits** Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 0148884551 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des vente** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **Marketing** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 0321130431 Fax** 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid. at 900 Castle Rd Secaucus, NJ07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ. and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC — Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. PEFC 10-31-1282 pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Eutrophisations :** Ptot – 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO22BAO001A

Je m'abonne pour :

☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
☐ **1 AN** (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80~~ €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/ours2022
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com
- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Androïd
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

EDF

Devenons l'énergie qui change tout.

L'HYDROGÈNE : ENCORE UNE MAUVAISE NOUVELLE POUR LE CO_2.

Avec le Plan Hydrogène, EDF aide à l'accélération de la décarbonation des secteurs les plus émetteurs de CO_2.

RCS PARIS 552 081 317

LE PLAN HYDROGÈNE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

EDF produit de l'hydrogène par l'électrolyse de l'eau alimentée par son électricité produite en France à 97% sans émissions directes de CO_2.
Pour en savoir plus : **edf.fr/hydrogene-bas-carbone**

à la une

MISSION IMPOSSIBLE ?



Emmanuel Macron a certes gagné la présidentielle, mais le véritable chantier démarre maintenant, prévient la presse étrangère, qui a suivi l'élection de près. À commencer par un nécessaire examen de conscience après ce scrutin, remporté avec 58,5 % des suffrages exprimés. Il faudra aussi mettre en place une opération de secours pour l'Europe, qui risque de se défaire, souligne *El Mundo*. Mais surtout réconcilier les Français avec la politique en revoyant sérieusement le système présidentiel actuel et les moyens réels pour les citoyens de participer à la vie de la cité, juge de son côté *Politico*.



← *Dessin de* **Christian Adams** *paru dans* **The Evening Standard,** *Londres.*

L'heure de l'examen de conscience

Seule une minorité des électeurs soutient la politique du président. Il devrait se livrer à un peu d'introspection, suggère cette journaliste allemande. Et les Français aussi.

—Süddeutsche Zeitung *Munich*

Il faudrait être sacrément cynique pour ne pas être soulagé. Emmanuel Macron a gagné. Et si c'est une bonne nouvelle, c'est parce que son échec aurait été une catastrophe pour la France et pour l'Europe. Une victoire de Marine Le Pen aurait été un triomphe pour les nationalistes, les racistes et les autocrates mais n'aurait pas servi la majorité de ses électeurs. Quand on vote Le Pen, c'est en général qu'on n'a plus d'espoir. On fait ce choix par frustration, déception ou colère.

On a clairement pu mesurer ce sentiment de ras-le-bol dimanche : il représentait plus de 40 %, un nouveau record pour l'extrême droite française. C'est l'occasion de revenir sur ces derniers mois effarants. Marine Le Pen s'est dirigée vers l'Élysée plus tranquillement que jamais. Et pendant que les médias la suivaient comme une vieille connaissance dont on regarde l'ascension d'un œil intéressé, les électeurs adoptaient un comportement oscillant entre le désintérêt et la bravade – comme si la présence d'une candidate d'extrême droite au second tour faisait partie du folklore politique français, au même titre que le fait d'incendier des voitures ou les grèves des chemins de fer.

De même que Le Pen a été dépolitisée et a pu se présenter comme un rayon de soleil proche du peuple, ses électeurs ont été dédiabolisés. Pendant la campagne, la France n'a cessé de se demander : "Marine Le Pen est-elle vraiment toujours d'extrême droite ?" et non "Comment se fait-il qu'autant de gens n'aient aucun problème à soutenir un programme raciste ?" Quand on parle avec les électeurs de Le Pen, on constate qu'ils savent très bien où mènerait sa victoire. Marine Le Pen au pouvoir, c'est : nous conserverons un État social généreux pour la majorité blanche de la société ; les immigrés, leurs enfants et leurs petits-enfants n'ont qu'à se débrouiller. Ils ont beau vivre et travailler en France depuis des dizaines d'années, s'ils sont musulmans, si leurs parents sont venus du Mali ou d'Algérie, s'ils ne s'appellent pas Jules ou Jeanne, ils devront prouver qu'ils y ont vraiment leur place.

Pendant des semaines et des mois, la campagne a été un combat dans la boue, avec des slogans identitaires d'extrême droite. Et elle a endommagé ce qui fait la France. Le pays accueille les plus grandes communautés juive et musulmane d'Europe. La France est fermement convaincue que la religion, la couleur de la peau, et l'origine n'ont pas d'importance sur son territoire, qu'elle était quasiment prédestinée, en tant que berceau des droits humains, à permettre une coexistence harmonieuse. C'est se surestimer grandement – mais c'est aussi une utopie admirable. Qui s'est un peu concrétisée au moins parce qu'elle a fédéré le pays pendant des décennies. En s'installant dans le succès croissant de Le Pen, la France a perdu des yeux ce qu'elle devait protéger.

Nommer le racisme. Emmanuel Macron ne devra pas, dans les cinq ans à venir, se contenter de se reposer sur la peur qu'une présidence Le Pen inspire à la majorité des Français. Et les gens de gauche ne devront pas se contenter de considérer Macron comme la cause de tous les maux. On devra se demander sérieusement dans les médias, les écoles, les universités – et au comptoir des bistrots, nom d'un chien ! – comment il se fait que le racisme ne soit plus appelé racisme ; et pourquoi on permet à Marine Le Pen de se présenter comme la représentante des déclassés. C'est en effet ainsi qu'elle s'est rendue inattaquable : l'attaquer, c'est attaquer les laissés-pour-compte. Peu importe que cet adoucissement menace massivement des personnes qui n'en font même pas partie parce qu'elles ne correspondent pas à l'image de la France des années 1950 : la société civile a fait preuve d'une inertie remarquable ces dernières semaines.

Macron a obtenu une deuxième chance alors que les résultats du premier tour montrent que sa politique ne convainc même pas un tiers des Français. Il doit son deuxième mandat aux gens de gauche, qui, malgré leur colère à son égard, n'ont pas jeté les valeurs de la république à la poubelle. Il leur doit une politique climatique qui ne consiste pas en de grandes paroles mais en faits. Et il faudra qu'il s'attaque plus nettement que lors de son premier mandat aux racines de l'extrême droite.

Ce qu'on souhaite surtout à la France après ce second tour, c'est que l'opposition, de gauche comme conservatrice, se remette sur pied. Afin que les soirées électorales redeviennent des événements démocratiques et non des films d'horreur, comme ce fut le cas en 2017 et cette année. Car les Français n'avaient pas vraiment d'alternative. Ils avaient le choix entre Macron et la destruction.

—Nadia Pantel
Publié le 24 avril

SOURCE

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich, Allemagne
Quotidien
sueddeutsche.de
Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Sa page 3, qui publie grands reportages et articles de fond, est une institution.

Cinq ans pour sauver l'Europe

Avec la réélection d'Emmanuel Macron, les Vingt-Sept disposent d'une occasion unique, la dernière peut-être, de faire avancer l'UE. Mais le président français ne pourra pas agir seul. Il lui faudra l'appui de Berlin, notamment, pour donner un nouvel élan à l'Union.



← *Dessin de* **Schrank** *paru dans* **Encompass Europe,** *Bruxelles.*

—**El Mundo** *Madrid*

Peu de temps avant le second tour de l'élection présidentielle qui a donné la victoire à Emmanuel Macron, le chancelier allemand Olaf Scholz, le [Premier ministre] portugais António Costa et le [chef du gouvernement espagnol] Pedro Sánchez ont adressé un appel pour le moins inhabituel aux électeurs français. "*Le choix auquel le peuple français est confronté est crucial pour la France et pour chacun d'entre nous en Europe*", écrivaient-ils dans une tribune publiée le 21 avril par le quotidien *Le Monde* [*Courrier international* fait partie du groupe Le Monde]. Ils n'ont cité nommément ni Macron ni Marine Le Pen, se bornant à rappeler qu'il s'agissait d'un choix "*crucial*" entre "*un candidat démocrate, qui croit que la France est plus forte dans une Union européenne puissante et autonome, et une candidate d'extrême droite, qui se range ouvertement du côté de ceux qui attaquent notre liberté et notre démocratie*".

Les urnes ont accordé cinq années de répit relatif à la liberté et à la démocratie européennes, alors qu'une victoire de Marine Le Pen aurait créé une onde de choc, avec des conséquences bien plus lourdes que le Brexit. Dans son programme, la candidate du Rassemblement national (RN) proposait non seulement de rompre l'axe franco-allemand, pierre angulaire de l'UE, mais encore de reconquérir la souveraineté nationale perdue, d'introduire des contrôles aux frontières dans l'espace Schengen et de développer des alliances bilatérales, notamment avec des pays d'Europe de l'Est et de préférence eurosceptiques, tels la Hongrie et la Pologne.

Statu quo. En Allemagne, partenaire européen qui a le plus diabolisé Le Pen dans sa course à l'Élysée, la victoire de Macron au second tour paraissait acquise. La campagne électorale est passée quasiment inaperçue dans les médias [d'outre-Rhin], focalisés sur la guerre en Ukraine et les ajustements auxquels ce conflit a contraint une coalition gouvernementale au pouvoir depuis quatre mois à peine. On en a même oublié combien il est important de pouvoir compter sur une France européiste pour le "*changement d'époque*" annoncé par Scholz et pour affronter la crise ukrainienne. L'amitié franco-allemande est scellée depuis des années et l'arrivée du social-démocrate Olaf Scholz à la chancellerie n'a pas brisé le statu quo hérité d'Angela Merkel. L'inertie du couple franco-allemand a laissé le champ libre aux États-Unis pour orienter la politique extérieure, de sécurité et de défense de l'Europe. L'allié privilégié de Kiev n'est pas à Bruxelles mais à la Maison-Blanche.

Bien que la France assure ce semestre la présidence de l'UE et l'Allemagne celle du G7, l'axe franco-allemand n'a pas rendu le rôle de l'Europe plus convaincant. Le lien privilégié qu'entretenait Angela Merkel avec le président russe Vladimir Poutine est rompu – une rupture justifiée d'un point de vue moral, mais stratégiquement malavisée. L'unité européenne que l'axe franco-allemand était censé renforcer se fissure à l'Est et, au-delà des sanctions et de la fourniture d'armes, la photo évoque davantage un tourisme solidaire à Kiev. L'UE continue de jouer le rôle du gentil, sans la vision stratégique des États-Unis ou de la Chine.

Macron, qui s'est entretenu à de nombreuses reprises au téléphone avec Poutine au début de la guerre, mais ne lui parle plus depuis un mois, a reconsidéré sa stratégie. "*Le jour où il y aura un cessez-le-feu* [...], *si les seuls négociateurs sont le président turc, le président chinois ou d'autres, vous me poserez légitimement la question : l'Europe a donc disparu ?*" a-t-il déclaré [le 22 avril]. Personne ne l'a soutenu.

Souveraineté stratégique. Par sa victoire, Macron garantit une France européiste pendant encore cinq ans, mais ce second mandat sera le dernier et peut-être aussi la dernière chance de l'UE de poursuivre sa croissance. Le paysage politique qu'a dessiné ce scrutin en France se distingue par une percée de l'extrême droite et la disparition des partis traditionnels. Dans ce climat d'incertitude, Scholz devrait prendre des décisions que sa prédécesseur avait différées. Car sans l'appui de Berlin, la vision européiste de Macron pourrait être inapplicable dans cinq ans.

La critique du "*diktat allemand*" était l'une des composantes de la rhétorique de Marine Le Pen, mais aussi de celle du populiste de gauche Jean-Luc Mélenchon et du nationaliste de droite Éric Zemmour. Lors du premier tour de la présidentielle, ils ont réuni à eux trois un peu plus de 50 % des voix. L'euroscepticisme et la tentation de l'isolement sont désormais installés dans l'opinion publique.

Le programme européen de la nouvelle coalition allemande autorise un certain optimisme, en ceci qu'il contient dans ses grandes lignes des convergences avec le fameux discours de Macron à la Sorbonne en 2017 : souplesse budgétaire, souveraineté stratégique et listes transnationales pour les élections au Parlement européen. En Allemagne, personne ne conteste le mariage avec la France, scellé par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. Bien qu'ils n'aient ni les mêmes objectifs ni les mêmes intérêts, les deux pays ont bien tiré parti d'une coopération politique, culturelle et économique qui

À la une



"L'EUROPE RESPIRE"

La nette victoire de Macron permet à l'Europe de respirer, titre le quotidien conservateur **ABC.** "*Macron a gagné, mais il a perdu du terrain*", souligne le journal sur son site. Il précise que le président sortant récolte 58,5 % des votes au second tour de l'élection présidentielle (contre 66,1 % en 2017), et son adversaire, Marine Le Pen, 41,4 %. "*Ce n'est pas une catastrophe. C'est une évolution considérable du vote extrémiste dans la nouvelle France conservatrice,* observe *ABC*, *avec des conséquences prévisibles pour l'ensemble de l'Europe.*"

n'a aucun équivalent en Europe. Il y a à peine trois ans, Paris et Berlin signaient solennellement le traité d'Aix-la-Chapelle, une actualisation du traité de l'Élysée de 1963. Sur le papier, la coopération est assurée. La réussite de sa mise en œuvre ne l'est pas.

Selon Ingmar Nienamm, spécialiste de politique internationale à l'université de Munich, même s'il ne bénéficie pas pour ce second mandat d'un soutien aussi marqué que pour le premier, le président Macron poursuivra sa politique proeuropéenne, mais écoutera à l'avenir moins Berlin, et un peu plus Rome ou Madrid. *"Depuis*

Sur le papier, la coopération franco-allemande est assurée. La réussite de sa mise en œuvre ne l'est pas.

le Brexit, les pays du sud de l'UE disposent d'une majorité décisive au sein de l'Union européenne, et c'est pourquoi Berlin a moins de poids", assure-t-il. Ce glissement des foyers d'influence dans l'UE a trouvé une illustration éloquente avec l'approbation des fonds européens mobilisés en réaction à la crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19. Après le coup porté à l'austérité allemande, il faut s'attendre à ce que l'UE continue de creuser sa dette.

Si l'Allemagne a jalousement cultivé l'axe franco-allemand, les analystes que nous avons interrogés estiment que la guerre en Ukraine ouvrira un nouveau chapitre en Europe et forgera de nouvelles alliances. Que Scholz signe une tribune de soutien à Macron avec ses collègues du Sud et non avec ses homologues des pays "frugaux" du Nord est révélateur, indépendamment du fait que les trois dirigeants sont des sociodémocrates. Il est tout aussi révélateur que, face à une élection française transformée en référendum sur l'Europe, aucun dirigeant d'Europe de l'Est ne se soit précipité pour défendre les principes et les valeurs qui étaient en jeu. Révélateur, encore, que le Royaume-Uni, bien qu'il n'appartienne plus à l'UE, soit le pays européen le plus actif dans la crise ukrainienne et que Le Pen comme Macron regardent vers Londres, l'Italie ou l'Espagne, et non vers Berlin pour renforcer la coopération en matière d'industrie militaire.

—*Carmen Valero*
Publié le 25 avril

SOURCE

EL MUNDO
Madrid, Espagne
Quotidien, 266 290 ex.
elmundo.es
Fondé en 1989, "Le Monde" revendique le modèle du journalisme d'investigation à l'américaine, bien qu'il privilégie parfois le sensationnalisme. Sa ligne éditoriale est conservatrice.

À la une



"LE SOULAGEMENT"

Le quotidien belge **Le Soir** décrit l'émotion qui domine après la victoire d'Emmanuel Macron et surtout la défaite de Marine Le Pen. *"Un immense, un intense soulagement"*, précise l'édito. La victoire de Le Pen aurait été *"une bombe posée sous les valeurs des démocraties, un séisme potentiel pour la construction européenne et une hypothèque majeure sur les grands équilibres géopolitiques"*, estime le titre. Mais *"la plaie est toujours béante"*, prévient le journal, et le président français *"devra garder à l'esprit le gouffre dans lequel son pays était prêt à tomber"*.

Vu d'ailleurs

Royaume-Uni. La continuité

● **Pour The Financial Times,** *"Emmanuel Macron est un mondialiste libéral, et sa victoire est synonyme de continuité pour l'économie et la politique étrangère françaises. Ce résultat est un véritable soulagement pour les différents investisseurs, mais aussi pour l'Union européenne et l'Otan, alliés de Paris concernant la guerre en Ukraine."* **Le journal économique britannique assure qu'***"une victoire de Marine Le Pen aurait au contraire provoqué un séisme géopolitique semblable à ceux qui ont suivi le Brexit et l'élection de Donald Trump".*

Tchéquie. Macron, notre chance

● *"Macron est une chance pour la Tchéquie. Arrêtons donc de pester contre la France"*, **réclame le quotidien économique Hospodarske Noviny. La réélection du président constitue même une occasion sans précédent pour Prague d'approfondir sa coopération avec la France. Avec Macron, Paris a cessé d'***"ignorer les petits pays de [cette] partie de l'Europe"* **et s'efforce d'avoir des relations** *"plus étroites"* **avec la Tchéquie. Il est temps que celle-ci en prenne conscience.**

États-Unis. Un coup porté à Poutine

● **Pour CNN, la réélection du président français – et la défaite de Marine Le Pen – est un coup porté à Poutine, et par conséquent une bonne nouvelle pour les États-Unis.** *"La France de Le Pen aurait cherché une voie vers un accommodement avec la Russie – un pays paria pour une grande partie du monde libre – et se serait retirée de l'Europe. Dans le même temps, elle aurait imposé l'interdiction du foulard pour les femmes ou de la kippa pour les hommes et organisé des référendums pour déresponsabiliser un pouvoir législatif et judiciaire qu'elle n'a jamais réussi à dominer"*, **explique le média américain dans un long article opposant les visions des deux candidats.** *"Pour le moment, cependant, l'Occident a toujours un allié fidèle et loyal avec des aspirations et des principes démocratiques, un allié qui sera un pilier de l'avenir de l'Europe, un allié que la Maison-Blanche trouvera sans aucun doute attrayant, surtout après avoir redouté l'arrivée de Marine Le Pen à l'Élysée. Les États-Unis feraient donc bien de chérir cette victoire"*, **conclut** *CNN.*

Irlande. Un signal d'alarme

● **La victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle française est une bonne nouvelle pour toute l'Union européenne, souffle The Irish Independent –** *"et par extension pour l'Irlande. Mais l'énorme vote pour la candidate d'extrême droite, Marine Le Pen, doit servir de signal d'alarme aux politiciens du monde entier pour améliorer leur capacité d'écoute et renouer avec les citoyens les moins aisés."* **Le quotidien de Dublin redoute cependant les élections législatives de juin, car pour le président** *"le risque est grand qu'il doive dépendre de parlementaires d'extrême gauche ou d'extrême droite pour diriger un gouvernement à Paris. Cela augmente le risque d'une période désordonnée et sans boussole, connue des Français sous le terme de 'cohabitation'."*

Italie. Et maintenant, bon courage !

● *"Sur les scènes européenne et internationale, Macron n'aura pas de difficultés à poursuivre ses projets"*, **prophétise le journal centriste Corriere della Sera. Sur la scène nationale, en revanche, cela s'annonce plus compliqué, au vu de la division du pays, qui risque de** *"se refléter dans les urnes"* **au moment des législatives.** *"On verra si Macron trouvera le courage et l'énergie nécessaires pour reprendre ses réformes et pour parvenir à enraciner dans le paysage politique son mouvement, ce 'modèle Macron' toujours aussi indéchiffrable, sans équivalent dans les démocraties modernes. Certes, arrivée de nulle part, La République en marche a su attirer une bonne partie de la droite gaulliste et de la gauche réformiste, mais seulement provisoirement.* [...] *Dans son ADN, il n'y a pas d'idéologie, juste un projet qui s'adapte aux circonstances."*

Le danger vient de la gauche radicale

La prochaine surprise politique pourrait venir de la gauche, prévient avec une pointe d'inquiétude cet hebdomadaire britannique conservateur. À moins que le président ne revoie sa politique dès le début de ce nouveau quinquennat.

ÉDITO

—The Spectator *Londres*

Bof!* Cette interjection exprime bien le sentiment qu'éprouvent de nombreux Français devant la réélection d'Emmanuel Macron. Le centre tient bon, alors même qu'en dehors de lui tout s'effondre [une référence au poème *Le Second Avènement*, de l'Irlandais William Butler Yeats] – du moins dans la France du XXIe siècle. Un résultat somme toute prévisible. Les commentateurs des grands médias, presque unanimement pour Macron, ont passé les derniers jours à dramatiser ce second tour en faisant valoir que Marine Le Pen représentait une menace importante. Mais il était d'une évidence confondante que Macron allait gagner. Il a 44 ans et il sera certainement encore président en 2027, quand la Constitution (dans son état actuel) l'obligera à céder la place.

L'homme n'est pas aimé. Le taux d'abstention de dimanche devrait atteindre les [28,01 %], soit deux points de plus que lors du second tour de 2017. Sa cote de popularité se situe autour de 41 %, d'après les tout derniers sondages.

Toutefois, il est plus apprécié, et en particulier parmi les personnes âgées, que les partisans du Brexit au Royaume-Uni n'ont tendance à le croire. D'où la victoire impressionnante qu'il vient de remporter. Il respire la confiance en lui et la compétence, même si sa gestion n'a pas toujours été à la hauteur. Des qualités utiles lors d'une élection. Il est arrogant et déplaisant. Mais il n'a pas été suffisamment insupportable pour faire gagner Marine Le Pen.

Le *front républicain** contre l'extrême droite a encore eu le dessus, mais il n'est plus ce qu'il était. Jean-Marie Le Pen n'avait obtenu que 18 % des voix en 2002. Sa fille a rendu son mouvement bien plus attrayant. Mais pas encore assez.

Va-t-elle finir par se hisser vers la victoire en 2027 ? Peut-être. Mais la vraie menace pour 2027 viendra sans doute davantage de la gauche radicale que de la droite. Jean-Luc Mélenchon a largement dépassé les attentes il y a deux semaines en manquant de peu d'accéder au second tour aux dépens de Le Pen : il a récolté près de 22 % des voix et a eu la préférence des 18-24 ans.

Quand on lui a demandé s'il se présenterait de nouveau en 2027, Mélenchon a louvoyé : "*Je peux vous répondre modestement qu'à l'heure et au jour où je vous parle, je ne crois pas à ça. J'ai travaillé avec d'autres et il y a une très belle équipe qui est là et qui est capable de continuer ce combat, de l'emmener jusqu'à la victoire.*"

Mélenchon a tout de même dit qu'il voulait être Premier ministre, estimant qu'il pourrait imposer une cohabitation après avoir remporté la majorité aux législatives, qui débutent le 12 [juin]. Une idée d'une ambition presque absurde, mais on a déjà vu des situations encore plus dingues.

Mélenchon a demandé en creux à ses électeurs il y a deux semaines de se boucher le nez et de voter Macron. Ils n'ont été que 42 % environ à le faire, selon les derniers sondages. Pas moins de 17 % lui ont préféré Le Pen, et 41 % se sont abstenus.

Macron se targue de pressentir le climat politique. Cela lui ressemblerait bien, futé comme il est, après avoir viré à droite à la veille de cette élection, de donner un coup de barre à gauche maintenant qu'il est élu. Idéologiquement, il est sans appartenance : derrière ce thorax velu [allusion à une photo d'Emmanuel Macron la chemise déboutonnée, en fin de campagne], il n'y a rien.

Quant aux conservateurs, après le fiasco de Valérie Pécresse, l'effondrement final d'Éric Zemmour et les défaites répétées de Marine Le Pen, leur espoir est de voir naître une nouvelle union des droites, triomphante. D'ici là, *c'est Macron*. Bof!**

—Freddy Gray
Publié le 25 avril

* En français dans le texte.

SOURCE

THE SPECTATOR
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 101 554 ex.
spectator.co.uk

"Le Spectateur" est une institution de la presse britannique. Fondé en 1828 et réputé pour ses analyses et son ton incisif, ce journal de référence des intellectuels et des dirigeants conservateurs appartient depuis 1989 au même groupe que *The Daily Telegraph*.



→ *Dessin de* **Côté** *paru dans* **Le Soleil,** *Québec.*

Revue de presse

L'extrême droite a gagné malgré tout

Pour la presse étrangère, ce scrutin est une victoire pour Marine Le Pen tant il avalise sa stratégie de normalisation.

À la une



LA DIVISION
"Macron l'emporte sur Le Pen, mais aujourd'hui la France est divisée". C'est le titre du quotidien italien de gauche **Il Fatto Quotidiano**, qui évoque la forte abstention et rappelle que l'extrême droite n'a jamais été aussi forte dans l'Hexagone.

Peu après l'annonce de sa défaite, Marine Le Pen ne s'y trompait pas : "*Les idées que nous représentons arrivent à des sommets un soir de second tour d'élection présidentielle.*" Peu avant les résultats, de nombreux journaux étrangers s'accordaient déjà sur un point : la candidate du Rassemblement national (RN) et l'extrême droite sortent gagnantes de la campagne.

"*Elle est plus que jamais normalisée. Tant et si bien que nombreux sont ceux qui hésitent à appeler un chat un chat ; et l'extrême droite, l'extrême droite*", écrit le quotidien de Montréal **La Presse.** Selon David Morin, professeur à l'université de Sherbrooke, Marine Le Pen a favorisé l'émergence d'une "*nouvelle extrême droite*" par sa refonte du parti, dont elle a changé le nom et le "*vocabulaire*". Cette tactique a attiré de nouveaux militants, au profil bien éloigné du "*skinhead*".

"*C'est de jeunes cadres dynamiques. C'est des petits artisans. C'est des médias alternatifs et des gens parfois aussi instruits qui ont justement essayé de rebâtir l'extrême droite de manière plus politiquement correcte. Ils l'ont fait en essayant, par exemple, de remplacer des termes comme 'race' par des termes comme 'culture'.*"



Au terme d'un reportage en Bourgogne-Franche-Comté juste avant le second tour, une journaliste du **New York Times** suggère que la leader du RN a réussi à se présenter comme la *"protectrice des zones rurales et de la classe ouvrière"* en mettant l'accent sur les problématiques du pouvoir d'achat ou de la protection sociale. *"Elle a également lissé son image en se confiant sur son quotidien de mère célibataire. Elle s'appuie désormais sur un savant mélange de propos durs sur l'immigration et de photos de ses chats sur les réseaux sociaux."*

El Confidencial a également pris le pouls d'une petite ville : Tergnier, dans les Hauts-de-France. La description de cette localité fait la part belle au chômage et à la désindustrialisation qui frappent les 13 500 habitants qui ont largement voté pour Marine Le Pen au premier tour. Surtout, la détestation d'Emmanuel Macron y atteint des sommets : *"Une tendance globale qui montre que, loin d'en finir avec le fléau de l'extrême droite, la victoire de Macron va probablement lui donner encore un nouvel élan, dans un effet boule de neige."*

Un sentiment partagé par le quotidien financier flamand **De Tijd :** *"En cinq années de présidence Macron, la confiance des citoyens dans la politique classique est tombée au plus bas. Le président aura toutes les peines du monde à restaurer la confiance. S'il n'y parvient pas, les chances de victoire de l'extrême droite seront encore plus grandes en 2027 que cette année."*

Marine Le Pen se présente plus que jamais comme la principale opposante au chef de l'État réélu. Son positionnement habile a fini d'enterrer les partis traditionnels, juge le *New York Times : "Marine Le Pen a réussi à renforcer son assise électorale en mêlant positions d'extrême droite sur l'immigration et défense des dépenses publiques et de la protection sociale, des idées orientées plus à gauche. Son message trouve un écho même chez les plus jeunes."*

—*Courrier international*

À la une



JUPITER 2 ET L'AFRIQUE

"Brûler les scories de la fantomatique Françafrique", titre **Aujourd'hui au Faso**. Pour le quotidien burkinabé, le Sahel *"n'a pas à attendre un chamboulement ou grand-chose, dans la trajectoire de la gestion sécuritaire, qu'elle partagera sous Jupiter 2"*. Ce dernier aura *"à clarifier certains dossiers pendants avec ce Sahel"*, à commencer *"par la politique africaine de la France, qui n'a plus rien à voir avec le 'ni-ni' de jadis, mais* 'qui n'existe pas', *selon Macron, alors qu'elle existe bel et bien et devrait être clarifiée."*

Vu d'ailleurs

Algérie. Sans surprise

● **Pour L'Expression,** *"sans surprise"*, **le président sortant est reconduit à l'Élysée pour un second quinquennat** *"qui risque, cependant, d'être plus agité que le précédent". "Certains pourraient être toujours tentés de manifester leur mécontentement dans la rue, où risquent de converger, sur fond d'inflation galopante, tous les insatisfaits du scrutin présidentiel, sur les braises encore chaudes de la crise des 'gilets jaunes'."* **Rendez-vous les 12 et 19 juin pour les législatives.** *"Un troisième tour dont tout indique qu'il va signifier un autre tournant."* **Le quotidien algérien revient dans un autre article sur l'avenir des relations franco-algériennes :** *"Les sujets de discorde se comptent à la pelle : projet de déchéance de la nationalité française, débat sur l'identité nationale, laïcité, port du voile, immigration choisie, statut des étudiants, expulsions massives des candidats à l'immigration…"* **Elles auront donc besoin** *"de passerelles pour s'inscrire dans une aire géographique qu'elles ont en partage".*

Liban. Le roi est nu

● **La tâche qui attend le président réélu est colossale, résume L'Orient-Le Jour. Il devra empêcher une France devenue quasiment ingouvernable de se déliter.** *"Comment gouverner en effet un pays où plus d'un électeur sur deux fait désormais le choix de la radicalité, qu'elle soit de droite ou de gauche ? Comment réunir toutes ces France, celle des quartiers périphériques, celle des banlieues, celle des villes mondialisées, celle des territoires oubliés, elles-mêmes divisées en leur sein, qui ne parlent plus la même langue et qui donnent presque le sentiment d'évoluer dans des univers parallèles ?"*

Espagne. Macron évite la guillotine

● **Le** *"président des riches"* **n'a pas été** *"guillotiné"*, **constatait le quotidien catalan La Vanguardia le soir du 24 avril, se remémorant** *"l'image de la guillotine"* **et** *"un montage photo de Macron en roi exécuté"*, **tel Louis XVI, brandis lors de manifestations durant le premier mandat du président. Comme rarement dans l'histoire de la Ve République, la figure du Marcheur a suscité** *"un rejet profond et sans précédent, pour ne pas dire une haine".*

Russie. La fin de la Ve République ?

● *"Emmanuel Macron sera-t-il le dernier président de la Ve République ?"* **réfléchit, sur le site conservateur Vzgliad, le géopolitologue russe de renom Timofeï Bordatchev, directeur du Centre des études européennes et internationales de l'École des hautes études en économie. Dans un article très pessimiste sur la décomposition de l'ordre mondial, il estime que la Constitution française** *"ne pourra pas durer éternellement"* **et qu'il est** *"tout à fait possible qu'elle s'achève avec Macron". "Impossible de savoir ce qui la remplacera, compte tenu de l'ampleur des problèmes accumulés* [*en France*] *ces dernières décennies,* **note l'expert.** *Les problèmes auxquels se heurte la France et auxquels Macron n'a pas trouvé de solutions en cinq ans pourraient conduire à une explosion sociopolitique, après quoi surgira une tout autre république."*

Chine. Une révolution se prépare

● *"Pour empêcher Marine Le Pen de gagner, l'Union européenne et les médias occidentaux auraient bien voulu voter à la place des Français"*, **observe, un brin moqueur, Wang Yiwei dans le journal nationaliste Huanqiu Shibao. Les conséquences géopolitiques pouvaient être importantes pour l'Europe et le monde bien au-delà de l'Hexagone, note le vice-président de l'Institut de la pensée de Xi Jinping à l'université Renmin de Chine. Mais pour le chercheur, ce n'est pas fini. Il existe en France** *"une profonde tradition révolutionnaire"*, **affirme-t-il, où les habitants sont naturellement mécontents à l'égard du statu quo et ont des tendances politiques antiélitistes. Analysant les scores respectifs des partis traditionnels (moins de 7 % au total pour Les Républicains et le Parti socialiste) et de l'extrême droite, qui a obtenu plus de 30 % des voix au premier tour, il conclut :** *"Tôt ou tard, une révolution éclatera en France, c'est une question de temps."*



Comment **réparer la politique française ?**

Pour éviter que les Français ne mettent en péril le destin européen tous les cinq ans et les réconcilier avec la vie publique, il faut leur proposer un vrai choix politique par une réforme institutionnelle.

—Politico *Bruxelles*

Emmanuel Macron a beau avoir été réélu dimanche, les forces nationalistes eurosceptiques ont fait une sacrée frayeur à l'Europe – et surtout elles continuent de frapper à la porte de l'Élysée. Une candidate populiste d'extrême droite vient de faire un score jamais vu. Et rien ne permet de penser que ces chiffres ne seront pas plus élevés la prochaine fois.

Avant que l'Union européenne ne pousse un soupir de soulagement et ne retourne à ses occupations, elle doit prendre le temps de la réflexion : comment faire pour que la France, un pays fondateur de l'UE et l'un de ses piliers, cesse de jouer tous les cinq ans l'avenir de l'Europe à la roulette russe ?

Maintenant que se sont effondrés les deux partis (les héritiers du gaullisme au centre droit et les socialistes au centre gauche) qui dominaient la vie politique depuis 1958 et le début de la Vᵉ République, la France se retrouve de facto avec, d'un côté, un bloc centriste proeuropéen mal défini et, de l'autre, des forces diffuses mais explosives vouées au protectionnisme et au nationalisme, opposées à la mondialisation, à l'UE et à l'immigration.

Proportionnelle instituée. En démocratie, la vie politique oscille assez naturellement entre deux grands bords politiques. La démocratie française, aujourd'hui, se trouve vidée de sa substance. La faute en revient notamment aux pouvoirs excessifs confiés au président élu, qui réduisent le Parlement à une chambre d'enregistrement dès lors que le parti présidentiel a la majorité à l'Assemblée nationale.

Le passage au quinquennat, décidé par Jacques Chirac en 2001 pour synchroniser les cycles électoraux et faire en sorte que les députés soient désignés durant l'état de grâce du nouveau président, est venu encore accroître la mainmise présidentielle, alimentant du même coup le désintérêt des électeurs.

"Voter, à quoi bon ?" se demandent de plus en plus de Français, à commencer par les jeunes, qui à l'isoloir préfèrent l'action politique au sein d'associations ou de collectifs, voire, pour les plus radicaux, la violence.

Comme l'analysait dans un entretien le spécialiste de l'extrême droite Jean-Yves Camus, ce changement du rythme électoral a joué un rôle décisif dans la décomposition du paysage politique.

L'Assemblée nationale étant composée d'élus désignés par circonscription à un scrutin majoritaire à deux tours, des pans entiers de la population française y sont, les sondages le montrent, très sous-représentés. Pour passer le premier tour, un candidat doit avoir été choisi par au minimum 12,5 % des inscrits – une barre placée bien haut en cas de forte abstention. C'est pourquoi le Rassemblement national de Marine Le Pen n'a que 8 sièges sur les 577 de l'Assemblée sortante, La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon seulement 17, alors que les Verts en ont 16.

Une Assemblée aussi peu représentative nourrit de fait l'opposition extraparlementaire et des mouvements de contestation réguliers dans la rue. À l'inverse, elle décourage la recherche de consensus entre formations démocratiques et la négociation entre partenaires sociaux, qui sont pourtant deux piliers de la vie politique dans nombre de pays offrant une représentation à la proportionnelle, partielle ou complète. En Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique ou au

À la une


THE TIMES
Macron vows to reunite France after election win

UNE PROMESSE
"Macron promet de rassembler la France", salue le quotidien **The Times**, alors que *"le mouvement nationaliste anti-immigration fondé par Jean-Marie Le Pen a atteint son plus haut niveau historique"*.

Danemark, aucun parti ne peut former un gouvernement sans négocier des compromis.

Ajoutez à cela le fait que Macron a pour beaucoup l'image d'un technocrate arrogant qui méprise les Français ordinaires (image qui n'a pas été redorée par l'attitude du sortant durant son unique débat télévisé face à Marine Le Pen), et vous avez là tous les ingrédients d'une nouvelle explosion sociale, à l'image du mouvement des "gilets jaunes", déclenché en 2018 par une hausse des prix des carburants.

Marine Le Pen a ainsi pu présenter le second tour comme un duel *"Macron contre le peuple"*. Au temps des réseaux sociaux, la déconnexion en France entre les dirigeants élus et les citoyens ordinaires devient plus criante encore – et l'attachement renouvelé de Macron au décorum d'une présidence quasi monarchique (commémorations à gogo, sommets au château de Versailles) anéantit ses efforts sporadiques pour *"parler aux jeunes"* via des vidéos avec des youtubeurs en vogue.

Législatives décalées. La campagne a été marquée par une nouvelle forme, encore plus virulente, de nationalisme anti-islam, anti-immigration, anti-UE et anti-Otan, incarnée par l'essayiste d'extrême droite Éric Zemmour. S'il n'a obtenu que 7,1 % des voix au premier tour, il culminait à un moment donné à 18 % d'intentions de vote dans les sondages, au coude-à-coude avec Marine Le Pen.

Zemmour a servi de bouclier à la candidate du RN, qui a semblé modérée et douce au regard du polémiste, et ce malgré un programme prévoyant l'instauration d'une *"priorité nationale"* pour l'accès au logement, aux aides sociales et à l'emploi, l'interdiction du port du voile dans l'espace public et l'inscription dans la Constitution de la primauté du droit français sur le droit européen.

L'une des solutions, pour orienter les ardeurs politiques des Français vers un débat plus constructif, serait de transformer le fonctionnement des élections législatives. Durant son premier mandat, Emmanuel Macron avait promis d'instaurer une part de proportionnelle dans le scrutin – sans toutefois préciser dans quelle mesure – mais il avait abandonné cette idée face à l'opposition du Sénat, qui bloquait sa proposition de réforme constitutionnelle. Pourtant, le président aurait pu imposer une refonte des règles du scrutin avec une simple majorité parlementaire, sans modifier la Constitution.

Les législatives pourraient également être décalées et se tenir avant l'élection présidentielle, ce qui favoriserait une plus grande diversité dans la représentation des idées et un meilleur partage des pouvoirs entre l'exécutif et le Parlement.

Troisième possibilité : créer une sorte d'assemblée citoyenne chargée d'examiner des questions de société ou d'ordre constitutionnel sur lesquelles le gouvernement doit agir. Depuis 2016, l'Irlande dispose d'un organe de ce type, composé de citoyens bénévoles tirés au sort pour former un échantillon représentatif de la population. Emmanuel Macron s'était inspiré de cette méthode [en créant la Convention citoyenne pour le climat], chargée de faire des propositions pour lutter contre le changement climatique. Mais il n'a appliqué que quelques-unes des recommandations de la convention, réduisant à néant l'intérêt du processus.

Alors quelle est l'ampleur du risque populiste en 2027 si aucune réforme de ce type n'est appliquée et si la France reste un pays centralisé, à l'organisation verticale et dirigé par un technocrate ? Difficile à dire.

[L'ancien Premier ministre britannique] Harold Wilson aurait un jour déclaré qu'une semaine pouvait paraître longue en politique. À ce compte-là, cinq ans s'apparentent à une éternité. Nul ne saurait prédire qui pilotera la gauche radicale et l'extrême droite à ce moment-là. Jean-Luc Mélenchon a déjà 70 ans et Marine Le Pen trois défaites à son compteur.

L'avenir de la France dépendra aussi en partie de la capacité des gaullistes et des socialistes à surmonter les législatives du mois de juin et à reconstruire le clivage gauche-droite par la suite. Ou de l'aptitude des partis qui les remplaceront en cas d'échec, s'ils finissent anéantis – et sans doute ruinés – par la perte de leurs sièges à l'Assemblée.

Dans cinq ans, un candidat plus compétent que Marine Le Pen pourrait réussir à surfer suffisamment sur la vague de colère populaire à l'encontre des élites pour s'installer à l'Élysée – à condition de tirer parti du vote protestataire, qui, au premier tour, culminait à 57 % des suffrages, gauche et droite confondues. Un tel résultat plongerait l'UE dans une crise existentielle.

Jean-Yves Camus doute toutefois qu'un candidat populiste soit un jour en mesure de rassembler les mécontents de gauche et de droite pour remporter l'élection. Pour lui, le fossé sociologique est trop grand, et certains thèmes centraux, en particulier l'immigration, rendent illusoire toute volonté de fédérer les extrêmes.

La victoire du populisme anti-européen n'est pas une fatalité. Mais la France doit trouver une façon d'offrir davantage de choix politique à ses citoyens. Ça ne peut pas durer ainsi, il va falloir faire quelque chose.

—Paul Taylor
Publié le 24 avril

← *Dessin de* **Sondron** *paru dans* **L'Avenir,** *Namur.*

À la une



UNE FRANCE FRACTURÉE

"Macron vainc dans une France fracturée", juge **El Periódico de España.** Tandis que le candidat de La République en marche va entamer un second mandat à l'Élysée, le quotidien de centre gauche indique sur son site que l'extrême droite française a obtenu *"le meilleur résultat de son histoire"* lors d'une élection présidentielle, avec 41,4 % des voix. *"Le résultat de Macron sauve la France d'une rupture avec les valeurs et la tradition républicaines, qui aurait été effective si [Marine] Le Pen, la leader du Rassemblement national (RN), avait gagné."*

Vu d'ailleurs

Pays-Bas. Le macronisme est mort

● **Le politologue Cas Mudde souligne sur Twitter que la victoire d'Emmanuel Macron est aujourd'hui *"beaucoup plus un vote anti-Le Pen"* qu'en 2017, lorsqu'il avait été élu *"sur un message positif qui avait convaincu beaucoup de Français (et d'Européens)"*. Autre enseignement, selon le politologue : *"Le macronisme, s'il a jamais existé, est quasiment mort, sans élan."* Macron ne pouvant briguer un troisième mandat en 2027, *"il est crucial qu'un leader libéral-démocrate émerge pour la France, soit d'En marche soit en dehors des partis, deux options hautement improbables"* aujourd'hui.**

Allemagne. Vers un grand parti du centre ?

● **Pour permettre à Emmanuel Macron d'obtenir une nouvelle majorité parlementaire, la République en marche va-t-elle évoluer en un parti de grand rassemblement ? Selon Die Zeit, les macronistes imaginent *"une refonte plus ou moins en profondeur de leur parti. Et s'ils n'aiment pas parler de parti unique, c'est pourtant exactement de cela qu'il s'agirait."* À savoir, d'une formation censée accueillir les transfuges venant de la droite et de la gauche républicaines et ayant comme ancêtre l'UMP fondée après la victoire de Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen en 2002. D'après l'hebdomadaire, elle pourrait permettre aussi de trouver un successeur à Macron, qui ne pourra plus candidater en 2027. Mais *"l'idée d'un parti unique amarré au centre de l'échiquier politique n'est pas sans risque : la seule solution, pour s'en défaire, serait alors de se tourner vers les extrêmes. Dans cette optique, l'extrême droite prévoit de se réorganiser une fois les législatives passées."***



d'un continent à l'autre.
europe

Amériques..... 16
Asie 20
Afrique..... 24
Moyen-Orient... 28

Royaume-Uni. L'Irlande du Nord à la veille d'un séisme politique

Les législatives locales du 5 mai pourraient déboucher sur une victoire du Sinn Féin, parti proréunification de l'île. Une première dans l'histoire de la région.



↙ **Sur le poteau : "Non à la frontière en mer d'Irlande". Au second plan, une fresque représentant Guillaume d'Orange, conquérant protestant de l'Irlande en 1690.** *Photo Paulo Nunes dos Santos/The New York Times*

—The Irish Times *(extraits) Dublin*

A l'approche des élections législatives locales, qui se tiendront le 5 mai prochain, le Sinn Féin et le DUP [Parti unioniste démocrate] s'accordent au moins sur un point. On n'avait plus connu de scrutin aussi important depuis des décennies, a déclaré Michelle O'Neill, la vice-présidente du Sinn Féin, lors du lancement officiel de la campagne du parti, à Belfast. Un avis partagé par Jeffrey Donaldson, le chef du DUP : *"C'est l'élection la plus importante de ces dernières années, et elle déterminera l'orientation de l'Irlande du Nord pour celles à venir"*, a-t-il affirmé depuis une estrade aménagée à l'arrière d'un camion, à l'occasion d'une manifestation contre le protocole nord-irlandais dans le comté d'Antrim.

Les plus cyniques diront qu'en Irlande du Nord la plupart des scrutins sont présentés ainsi. Mais cette fois-ci, c'est indéniable, l'enjeu est considérable. Cette élection pourrait marquer un tournant dans l'histoire de la région.

Coup d'accélérateur. Si les sondeurs ont vu juste, le Sinn Féin [ancienne branche politique de l'IRA] est sur le point de devenir majoritaire à Stormont, l'Assemblée locale, ce qui lui permettrait de prendre la tête du gouvernement décentralisé, une première en Irlande du Nord pour un parti nationaliste [*voir glossaire*]. *"C'est la première fois que le Sinn Féin a une véritable chance de finir sur la première marche du podium, et les unionistes commencent à trembler"*, analyse Jon Tonge, qui enseigne la politique à l'université de Liverpool.

Certes, le Sinn Féin devra cohabiter avec ses adversaires, certes, un Premier ministre nationaliste ne peut gouverner sans un vice-Premier ministre unioniste – et vice-versa –, mais qu'importe. La portée symbolique d'une telle victoire suffirait à ébranler les fondations d'un mouvement unioniste déjà chancelant, tout en donnant un puissant coup d'accélérateur aux ambitions du Sinn Féin, qui pourrait ainsi espérer prendre la tête du gouvernement de part et d'autre de la frontière et, à terme, réunifier l'île.

Jeffrey Donaldson met donc en garde ses électeurs : si le Sinn Féin venait à prendre la tête du gouvernement en république d'Irlande et en Irlande du Nord comme le laissent présager les sondages, alors *"Michelle O'Neill et Mary Lou McDonald [la présidente du parti] sillonneront Londres, Bruxelles et Washington pour tenter d'imposer leur programme radical tourné vers la réunification"*. *"Jeffrey Donaldson a clairement fait comprendre aux électeurs que, pour éviter un référendum sur la réunification, ils devaient faire barrage au Sinn Féin*, résume Jon Tonge. *L'enjeu est considérable pour le protocole nord-irlandais et pour l'avenir constitutionnel de la région."*

En l'état actuel des choses, il paraît peu probable qu'une Assemblée soit formée à l'issue de l'élection. Donaldson a précisé que son parti ne retournerait pas dans l'exécutif tant que les aspects du protocole nord-irlandais qui restent en suspens n'auront pas été réglés. Il a par ailleurs refusé à plusieurs reprises de confirmer que le DUP nommerait un vice-Premier ministre si le Sinn Féin prenait la tête du gouvernement. Si les unionistes refusent la cohabitation imposée par l'accord du Vendredi saint qui avait mis fin au Troubles, en 1998, des négociations débuteront, avec une première échéance dans six mois. Cela ne ferait que repousser le problème. Où cela mènerait-il les

Glossaire

Unionistes et loyalistes : le terme "unionistes" désigne les partisans, majoritairement issus de la communauté protestante, du mouvement politique promouvant le maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni. Le loyalisme est un courant radical de l'unionisme, souvent associé à la violence et aux groupes paramilitaires.

Nationalistes et républicains : les nationalistes, principalement catholiques, souhaitent la réunification de l'Irlande. Les républicains militent pour la même finalité, mais de manière plus virulente, avec un potentiel recours à la force.

Nord-Irlandais, qui, à en croire les sondages, accordent davantage d'importance à la santé et à l'éducation qu'au protocole nord-irlandais et au référendum sur la réunification ?

D'après le dernier sondage sur le sujet, seuls 30 % des électeurs d'Irlande du Nord voteraient en faveur de la réunification si le référendum se tenait demain. Pour ce qui est du protocole nord-irlandais, plus de 70 % des unionistes estiment que les partis représentés au gouvernement devraient travailler conjointement pour obtenir des assouplissements de la part de l'UE. Mais

En l'état des choses, il paraît peu probable qu'une Assemblée soit formée à l'issue de l'élection.

en Irlande du Nord, les partis ont beau centrer leur campagne sur des thèmes du quotidien, les débats ont invariablement tendance à se cristalliser autour des questions constitutionnelles, en particulier en période de tension.

Et c'est le cas aujourd'hui. Depuis les dernières élections, il y a cinq ans, le Brexit s'est concrétisé, amenant dans son sillage le protocole nord-irlandais, auquel s'opposent les unionistes et les loyalistes. Cette situation creuse les divisions existant au sein du mouvement unioniste, mais aussi entre celui-ci et les partis hostiles au Brexit. Les réformes constitutionnelles sont alors devenues un sujet de premier plan.

L'opposition des loyalistes à cet accord est montée d'un cran fin mars, avec un détournement de véhicule et une fausse alerte à la bombe lors d'un rassemblement commémorant la réconciliation, durant lequel le ministre des Affaires étrangères de la république d'Irlande, Simon Coveney, devait prononcer un discours.

Le climat de tension qui règne dans cette campagne montre bien l'ampleur de l'enjeu. Des affiches ont été brûlées, une candidate nationaliste s'est fait agresser en poursuivant deux jeunes qui décrochaient ses affiches, et des militants ont lancé une brique sur la fenêtre du bureau [d'un dirigeant unioniste] qui avait annoncé que son parti ne participerait pas aux manifestations antiprotocole. Au cours de l'un de ces rassemblements, des manifestants ont d'ailleurs brandi une affiche de campagne à son effigie, un nœud coulant dessiné autour du cou.

À l'approche des élections, les appels à la loyauté des électeurs des partis traditionnels vont se renforcer. Le DUP se présente comme le seul parti qui peut sauver l'union, éviter un Premier ministre issu du Sinn Féin et un référendum sur la réunification. À l'inverse, le refus du DUP de dire qu'il nommera un vice-Premier ministre en cas de Premier ministre Sinn Féin attise les soupçons de deux poids, deux mesures et pourrait profiter aux nationalistes.

Dans les sondages, le Sinn Féin caracole en tête avec 27 % des intentions de vote devant le DUP, à 20 %. Le DUP conteste évidemment ces chiffres, au motif que les sondages se sont trompés par le passé. Néanmoins le nombre réduit de candidats du parti unioniste – 30 seulement – est la preuve de son réalisme. Le Sinn Féin en présente 34, un nombre sans précédent, et il vise l'obtention de 27 sièges, voire plus [l'Assemblée en compte 90].

Dans le même temps, le Parti de l'alliance est désormais solidement installé comme troisième parti d'Irlande du Nord. Sa percée est sans doute la tendance la plus marquante du paysage politique depuis 2017 ; à l'époque il avait engrangé 9 % des voix et remporté huit sièges, mais lors des trois élections successives de 2019 (les européennes, les élections locales et les législatives de Westminster), il a presque doublé son score. Pour cette élection, ce parti ni nationaliste ni unioniste a toutes les raisons d'être confiant, reste à savoir si ses résultats dépasseront les attentes. Le scénario idéal serait d'obtenir suffisamment de députés pour ouvrir un débat sur une refonte des structures du gouvernement.

Plutôt qu'un système binaire fondé sur un équilibre entre le plus grand parti unioniste et le plus grand parti nationaliste, une forte poussée du Parti de l'alliance serait un argument de plus en faveur d'une refonte du système en place, plus représentatif des électeurs qui votent pour des partis désignés comme "autres". D'après les sondages, 50 % des sondés souhaitent que les députés n'aient plus à se désigner comme nationaliste, unioniste ou autre.

La possibilité que Stormont soit encore confronté à une période d'immobilisme post-électorale ne fait que motiver ce désir de changement. Si, dans ce même sondage, il y a une nette préférence pour les partis qui acceptent le résultat de l'élection et forment un exécutif, les chiffres montrent également un soutien des sondés pour d'autres options. Deux tiers des sondés disent que leur préférence va à une administration directe [de Westminster] (sous différentes conditions) si une Assemblée n'est pas formée ; et ils sont peu nombreux à plébisciter des négociations à rallonge. *"Je pense que c'est la pire crise des institutions depuis la période qui a suivi l'accord du Vendredi saint de 1998,* explique Jon Tonge. *Au sein de l'unionisme, le partage du pouvoir ne fait plus recette, il s'agit davantage de menacer de faire s'effondrer les institutions en cas de poursuite du protocole nord-irlandais."*

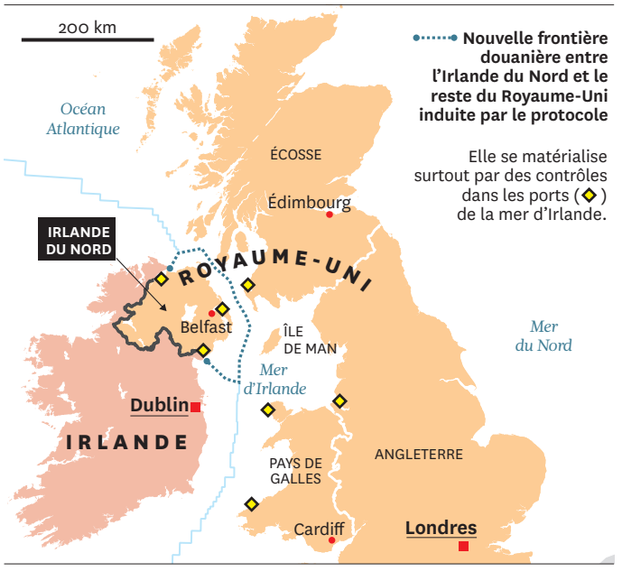
Dans son ouvrage "Purgatoire politique" [non traduit], le journaliste Brian Rowan écrivait en 2020 que *"c'est vraiment la dernière chance de Stormont. Si c'est encore un échec, l'Assemblée ne s'en relèvera pas."* Alors que l'Irlande du Nord se prépare à aller aux urnes, il prédit qu'une *"crise"* se prépare après les élections.

Grand débat. *"Le prochain débat ne sera pas de revenir sur l'accord du Vendredi saint, il ira bien au-delà. En cas de victoire du Sinn Féin, et donc avec un Premier ministre qui sera issu du Sinn Féin, les unionistes réussiront-ils à nommer un vice-Premier ministre ? Je ne le crois pas, et on approche donc un peu du début de la fin, et d'un grand débat sur la pertinence de Stormont. Si l'Assemblée est bloquée, les unionistes prédiront peut-être le retour de l'administration directe [depuis Westminster], mais il y aura d'autres voix pour dire que c'est la question d'une nouvelle Irlande qui se pose."*

Depuis l'accord du Vendredi saint, le partage du pouvoir à Stormont est un compromis ; et il est de plus en plus en plus difficile d'affirmer que ce compromis fonctionne. Il n'est donc pas surprenant que, dans certains lieux, le débat aille bien plus loin – et que soit évoqué soit une administration directe, soit une forme d'autorité conjointe, ou alors la réunification de l'Irlande ou de nouvelles dispositions constitutionnelles sur l'île.

À bien des égards, cette élection pourrait vraiment être la plus importante de ces dernières décennies.

—Freya McClements
Publié le 16 avril



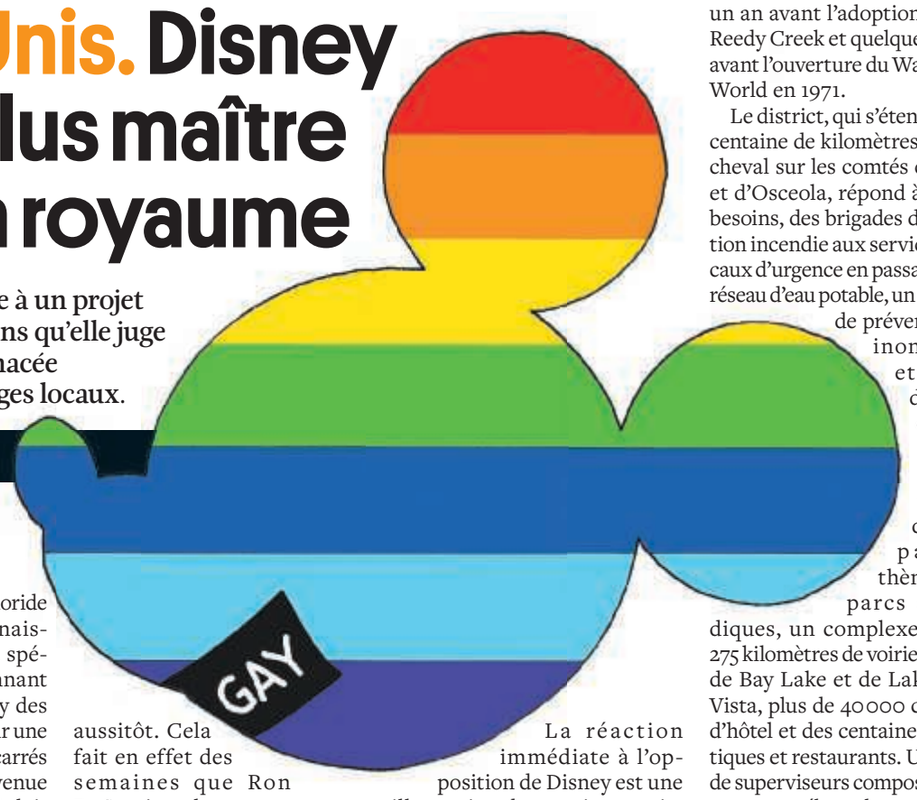
Un protocole explosif

●●● *"Non à la frontière en mer d'Irlande."* Dans les quartiers unionistes de Belfast, les messages hostiles au protocole nord-irlandais se multiplient depuis la mise en œuvre du Brexit, début 2021. Dix-huit mois, bientôt, que ce volet de l'accord de divorce entre Bruxelles et Londres suscite des crispations. Et même des violences, comme lors du week-end pascal, l'an dernier. *"Ce protocole a été imaginé pour maintenir une frontière ouverte"* entre la république d'Irlande, membre de l'Union européenne, et l'Irlande du Nord, partie intégrante du Royaume-Uni, explique la **BBC.** L'objectif : éviter de réveiller les fantômes des Troubles, conflit sanglant de 1968 à 1998 entre paramilitaires nationalistes et autorités britanniques. Mais les garanties accordées aux partisans de la réunification ont provoqué le courroux des unionistes. Concrètement, en vertu de l'accord, l'Irlande du Nord continue de suivre les règles du marché unique européen pour les biens. La frontière a donc été déplacée en mer d'Irlande : les marchandises expédiées depuis la Grande-Bretagne sont soumises à des contrôles dès leur arrivée en Irlande du Nord. Résultat : une barrière douanière scinde désormais le Royaume-Uni en deux, déplorent les unionistes, et fragiliserait au passage la place des Nord-Irlandais au sein du pays. *"En signant ce texte, Boris Johnson a trahi l'Irlande du Nord"*, dénonçait le 18 avril le **News Letter** de Belfast dans un éditorial. Depuis plusieurs mois, Londres et Bruxelles tentent de trouver une solution pérenne. Sans succès. Quand les Britanniques réclament une révision en profondeur de l'accord et la fin des contrôles, les Européens proposent des modifications à la marge, comme la réduction des contraintes administratives.

amériques

États-Unis. Disney n'est plus maître de son royaume

L'entreprise, opposée à un projet de loi des Républicains qu'elle juge homophobe, est menacée de perdre ses privilèges locaux.



↙ *Dessin de* **Bill Day,** *États-Unis.*

—Los Angeles Times
(*extraits*) *Los Angeles*

Une loi de l'État de Floride de 1967 a donné naissance au "district spécial" de Reedy Creek, donnant à la Walt Disney Company des pouvoirs extraordinaires sur une étendue de 110 kilomètres carrés située près d'Orlando, devenue depuis le siège d'un parc de loisirs tentaculaire.

Cette loi confère à Disney un large éventail de capacités légales, dont celle d'émettre des obligations et de gérer ses propres services collectifs et de secours, comme la protection incendie. C'est en partie cette loi qui a convaincu Disney de venir s'installer en Floride et lui a permis d'y prospérer au point de devenir le premier employeur de l'État, avec près de 80 000 employés.

Mais aujourd'hui, ce statut dérogatoire est menacé à l'heure où le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, et les parlementaires conservateurs de l'État livrent une guerre culturelle acharnée à Disney depuis que le géant du loisir s'est opposé à une législation qu'il juge homophobe.

Le 20 avril, le Sénat de Floride a voté un projet de loi qui dissoudrait tout *"district spécial indépendant"* créé avant 1968, Reedy Creek compris. Comme le souligne le député républicain Randy Fine, *"Disney est notre invité en Floride. Aujourd'hui, nous sommes venus le lui rappeler."*

Le projet de loi doit maintenant passer devant la Chambre des représentants de l'État, où il devrait être adopté et promulgué aussitôt. Cela fait en effet des semaines que Ron DeSantis et les conservateurs tirent à boulets rouges sur Disney en raison de son opposition à la loi baptisée Parental Rights in Education ["droits parentaux sur l'enseignement"] promulguée le 28 mars.

Apprentissage scolaire visé. Disney estime que son *"objectif, en tant qu'entreprise, est de faire abroger cette loi par la voie parlementaire ou de l'annuler devant les tribunaux"*. Le groupe a fait également savoir qu'il *"suspendait"* temporairement tous ses dons aux partis politiques dans l'État.

Le grand patron de Disney, Bob Chapek, a fait connaître son hostilité à la loi surnommée par ses opposants "Don't Say Gay" ["ne prononcez pas le mot 'gay'"] après une levée de boucliers de ses employés.

Cette loi interdit d'évoquer en classe l'orientation sexuelle ou l'identité de genre entre la maternelle et l'équivalent du CE2, *"ou d'une manière qui n'est pas adaptée à l'âge ou au stade de développement des élèves, conformément aux normes en vigueur dans l'État"*. Pour les militants LGBTQ, le texte est homophobe et constitue une atteinte à la jeunesse queer.

La réaction immédiate à l'opposition de Disney est une illustration des tensions croissantes entre la position ostensiblement progressiste du groupe sur les questions de société et les conservateurs de Floride, notamment le gouverneur Ron DeSantis, pressenti pour se lancer dans la course à la présidentielle en 2024.

Les modalités de la dissolution du district spécial de Reedy Creek restent cependant floues, de même que les répercussions sur Disney et sur les comtés où le groupe est présent.

Quand les frères Walt et Roy Disney ont voulu créer un parc de loisirs sur la côte Est, ils ont mis à profit les enseignements du Disneyland d'Anaheim [en Californie], qui avait ouvert ses portes en 1955. Les réglementations locales leur avaient donné du fil à retordre. Disney cherchait un moyen d'assouvir ses ambitions en faisant l'économie de toute cette bureaucratie. L'idée de départ de son Epcot [un prototype expérimental de ville du futur] était d'ailleurs de créer une ville à part, ayant son propre fonctionnement.

C'est comme ça que l'entreprise s'est rapprochée de parlementaires de Floride pour créer le district spécial de Reedy Creek. Walt Disney est mort en 1966, un an avant l'adoption de la loi Reedy Creek et quelques années avant l'ouverture du Walt Disney World en 1971.

Le district, qui s'étend sur une centaine de kilomètres carrés, à cheval sur les comtés d'Orange et d'Osceola, répond à tous les besoins, des brigades de protection incendie aux services médicaux d'urgence en passant par un réseau d'eau potable, un dispositif de prévention des inondations et la production d'électricité. Le site comprend quatre parcs à thème, deux parcs aquatiques, un complexe sportif, 275 kilomètres de voirie, les villes de Bay Lake et de Lake Buena Vista, plus de 40 000 chambres d'hôtel et des centaines de boutiques et restaurants. Un comité de superviseurs composé de cinq personnes, élu par les propriétaires fonciers, administre le district.

Sa création a permis à Disney de faire de tous ces pâturages et zones humides inhabités un haut lieu du tourisme.

Les pouvoirs accordés étaient vastes et donnaient les coudées franches à Disney, notamment en matière de construction, comme en témoigne le château de Cendrillon, qui culmine à 55 mètres de haut. La charte du district laissait même la possibilité à Disney de construire son propre aéroport ou sa propre centrale nucléaire si l'envie lui en prenait. Pour l'historien Richard Foglesong, *"ils savaient qu'ils avaient là une occasion unique d'obtenir tous ces pouvoirs, parce que la Floride avait plus besoin de Disney que Disney n'avait besoin de la Floride"*.

Disney finance de nombreux services municipaux et le bureau du shérif du comté d'Orange.

Si le Parlement de Floride avance ses pions rapidement, la fin du district spécial de Reedy Creek prendra néanmoins du temps. Sa suppression serait effective le 1er juin 2023, ce qui donne à Disney et à l'État de Floride près d'un an pour régler leurs problèmes.

Certains parlementaires estiment qu'une telle décision, si elle entre en vigueur, aurait de lourdes répercussions financières pour les comtés concernés. Disney finance en effet dans le district de Reedy Creek des services qui seraient normalement financés par les municipalités et prélève pour ce faire des taxes foncières. Pour ce qui concerne le maintien de l'ordre, Disney paie le bureau du shérif du comté d'Orange. En cas de suppression du district, ces responsabilités pourraient échoir aux municipalités locales et donc au contribuable.

Maousse régime spécial. Les conséquences pour Disney sont difficiles à évaluer. Si le groupe assure lui-même le financement de ses services au sein du district, il a aussi quelques avantages. Il peut émettre des obligations municipales, assorties de taux d'intérêt moins élevés que pour les crédits aux entreprises. Mais le principal avantage dont Disney bénéficie, et ce depuis des décennies, c'est la souplesse que ce régime spécial lui confère.

Disney va sans doute répliquer. Si le groupe peut menacer de ne plus produire les films de la franchise Marvel dans l'État de Géorgie, il ne peut pas en revanche prendre son parc Disney sous le bras et s'installer dans un État plus hospitalier.

Le groupe avait fait savoir qu'il allait délocaliser quelque 2 000 emplois, notamment ceux des concepteurs des attractions des parcs, appelés les *imagineers* [contraction des mots "imaginaire" et "ingénieur"], vers la Floride centrale – une décision sur laquelle il pourrait revenir. À quoi il faut ajouter les contributions financières que Disney a accordées aux élus locaux, soit près de 50 millions de dollars [46 millions d'euros] entre 1996 et 2021.

Autant de moyens de pression dans la musette du groupe. Reste à savoir si ce sera suffisant pour arrêter un mouvement politique qui entend punir Disney, accusé d'être un groupe *woke*.

—Ryan Faughnder
Publié le 20 avril

CAGLE CARTOONS

Content d’être chez Orange

quand j’ai au bout du fil des spécialistes du sans fil.

Avec le service Wifi Sérénité de l’offre Livebox Max Fibre

nos spécialistes Wifi sont à votre service pour optimiser l’efficacité de votre connexion pour un Wifi performant partout chez vous, et vous proposent si besoin, jusqu’à 3 Répéteurs Wifi 6.

Offre soumise à conditions en France métropolitaine. Services sous réserve d’éligibilité et avec équipements Wifi compatibles. Le nombre de répéteurs dépend de la taille du logement. Détails et tarifs sur orange.fr

Spécialistes : accompagnement téléphonique sur rendez-vous sur orange.fr selon disponibilité ou via appel au Service Client du lundi au samedi de 8 h à 20 h. Le temps d’attente avant la mise en relation avec un conseiller est gratuit depuis les réseaux Orange. Le service est gratuit et l’appel est au prix d’une communication normale selon l’offre détenue, ou décompté du forfait mobile.
Répéteurs : dans la limite d’un par demande chaque 72 h sur orange.fr

orange™

↓ *Dessin de* **Vazquez** *paru dans* **El País,** *Madrid.*



Amérique latine. Lithium providentiel

Mexique, Argentine, Pérou et surtout Bolivie : le sous-continent compte, de loin, les plus grandes réserves de ce minerai très convoité. De nombreux pays envisagent aujourd'hui de nationaliser les gisements plutôt que d'en laisser les profits aux multinationales.

—El País México *(extraits) Mexico*

Les perspectives économiques de l'Amérique latine ne sont pas particulièrement prometteuses. Même avant la pandémie de Covid-19, la région montrait des signes d'essoufflement, et les organismes multilatéraux et les analystes constataient que les pays devraient revoir leur politique s'ils souhaitaient promouvoir le développement.

Dans ce contexte, le lithium représente une occasion en or. Ce métal, un excellent conducteur électrique, est indispensable à la fabrication des batteries qui permettront de réduire la dépendance mondiale envers les combustibles fossiles et d'opérer une transition vers des énergies renouvelables plus propres. C'est en Bolivie que l'on trouve les plus importantes réserves de la planète. Le "triangle du lithium" qu'elle forme avec l'Argentine et le Chili abrite 63 % des réserves mondiales de lithium. Et on trouve presque 3 millions de tonnes supplémentaires au Pérou et au Mexique. En Amérique latine, c'est donc le lithium qui attise aujourd'hui la convoitise des grands capitaux.

La transition énergétique a surpris ces pays dans un moment de ferveur nationaliste. Au cours des derniers mois, des efforts ont été faits pour confier le contrôle de la production aux États, comme le souhaitent une bonne partie des citoyens. Nombreux aussi sont ceux qui s'opposent à l'exploitation du minerai pour des raisons environnementales. On appelle le lithium l'"or blanc" en raison de sa valeur sur le marché et de sa couleur blanc argenté. En anglais, on parle plutôt de "*white oil*" ("pétrole blanc").

Ressource clé. Bien que subtile, la différence n'est pas anodine. Pour les Latino-Américains, le lithium est un métal précieux, au même titre que l'or et l'argent, exploités sur le continent depuis l'époque coloniale. Pour les étrangers, dans la culture anglo-saxonne, c'est un maillon dans la chaîne de valeur, une ressource naturelle destinée à être transformée.

En 2021, le prix du lithium sur le marché international a augmenté d'environ 80 %. Il y a à peine quatre ans, une étude avait conclu que les véhicules électriques représenteraient plus de la moitié des ventes de voitures dans les pays développés en 2040. Or, selon une analyse publiée en novembre 2021 par la firme KPMG, ce palier sera franchi dix ans plus tôt que prévu. En d'autres termes, on s'attend maintenant à ce que, d'ici à 2030, ces véhicules représentent 52 % des nouvelles ventes. Plus de 1 100 cadres dirigeants de l'industrie automobile originaires de 31 pays pensent que le secteur connaîtra une "*transformation radicale*" dans les cinq à dix prochaines années.

Le monde évolue rapidement dans cette direction et on sent qu'il est urgent de produire du lithium, comme si on craignait un retournement de la conjoncture. Au Chili, ce sont des investisseurs privés qui, depuis des années, extraient et transforment le minerai en vue de son exportation. Le gouvernement [de droite] de Sebastián Piñera [qui a terminé son mandat le 11 mars] a annoncé [en janvier] qu'il avait attribué à deux sociétés, l'une chinoise et l'autre chilienne, deux lots leur permettant d'exploiter 80 000 tonnes de lithium.

Les pays du Sud ont approvisionné le monde en matières premières sans que leurs populations en bénéficient.

L'annonce a provoqué un tollé, car son successeur, Gabriel Boric [de gauche], avait été élu [en décembre] sur la promesse de créer une "*société nationale du lithium*" et d'instaurer une "*nouvelle gouvernance*" des déserts de sel qui abritent les précieuses réserves : "*Le lithium est le minerai de l'avenir.* [...] *Le Chili ne peut pas commettre à nouveau l'erreur historique de privatiser les ressources, c'est pour cela que nous créerons l'Entreprise nationale du lithium.*"

Une cour d'appel a suspendu l'attribution des contrats et l'incertitude règne sur la suite des événements. Le 1er février, le Chili a entrepris des démarches en vue de nationaliser certains des plus grands gisements de cuivre et de lithium du monde. Le Congrès a approuvé en première instance une proposition visant à donner le contrôle à l'État.

Andrés Manuel López Obrador, le président du Mexique, un pays dont les réserves pourraient être supérieures au chiffre de 1,7 million de tonnes avancé par le Service géologique des États-Unis, envisage aussi de s'engager dans cette voie. Dans le cadre d'un projet de loi visant à réformer le secteur de l'énergie, le chef de l'État propose de nationaliser le lithium et de créer une institution étatique chargée d'en assurer la transformation. Le Mexique n'a attribué qu'un seul contrat à une entreprise chinoise, qui, à ce jour, n'a pas extrait un seul gramme de carbonate de lithium. Selon certains experts, toutefois, le gouvernement n'a pas les moyens de créer une telle société d'État. Le Mexique est donc lui aussi, d'une certaine façon, dans l'impasse.

Selon les informations transmises aux médias nationaux par un membre du Congrès et allié du président, le gouvernement péruvien de Pedro Castillo cherche à modifier le contrat qu'il a conclu avec la société canadienne American Lithium Corp. L'État souhaite que les entreprises

péruviennes ne fassent pas qu'extraire le lithium, mais qu'elles investissent aussi dans la création d'usines capables d'en faire un produit ayant une valeur ajoutée, l'objectif étant de générer plus d'emplois mieux rémunérés.

L'Argentine est, dans une certaine mesure, l'exception. Ce sont les provinces qui détiennent les droits d'exploration, et le gouvernement du président [péroniste, de gauche] Alberto Fernández, s'est efforcé de mettre en valeur les réserves du pays au niveau mondial. En 2020, il s'est donné pour objectif d'augmenter de 700 % la production annuelle de carbonate de lithium de façon à atteindre 230 000 tonnes à la fin de cette année. Pour y parvenir, il faudra plus de 1 milliard de dollars [880 millions d'euros] d'investissements privés. À l'occasion d'une [récente] visite en Chine du président argentin, des représentants de son gouvernement ont dit que leur pays était en train de négocier avec l'État chinois de nouveaux investissements qui permettraient notamment de financer la construction d'une usine de batteries.

Alors que l'Argentine se précipite, la Bolivie prend son temps. Vu l'abondance de ses réserves, c'est le pays qui suscite le plus d'enthousiasme de la part des investisseurs. Mais le précieux minerai génère déjà des conflits. En 2019, le président [de gauche] Evo Morales a annoncé que l'entreprise allemande ACI Systems investirait près de 1,3 milliard de dollars [1,15 milliard d'euros] pour exploiter une grande partie des réserves nationales de lithium. Quelques semaines plus tard, les négociations ont été paralysées par une forte crise politique, et le chef de l'État a été contraint de fuir le pays.

En juillet 2020, un utilisateur de Twitter a écrit que les *"États-Unis avaient organisé un coup d'État en Bolivie"* pour qu'Elon Musk, le milliardaire à la tête de Tesla, chef de file mondial de l'industrie des véhicules électriques, puisse avoir accès aux réserves nationales de lithium. Elon Musk a ainsi fourni à Evo Morales l'élément dont il avait besoin pour associer sa démission forcée à la lutte de pouvoir engagée pour le contrôle des réserves de lithium. L'an dernier, à l'occasion d'une visite au Mexique, l'ancien président avait déclaré que le minerai devait être géré par les États et non par le secteur privé : *"On a décidé d'industrialiser l'exploitation du lithium en tant qu'État. On a fait appel à des experts. Et on s'est lancés. C'est là qu'est survenu le coup d'État. Il y a des membres du Congrès américain qui croient qu'il a été motivé par le lithium."* Dans la même conférence de presse, il a formulé des accusations contre Tesla.

En novembre 2020, Luis Arce, un allié d'Evo Morales, est devenu président de la Bolivie. La trajectoire qu'il a choisi d'emprunter s'écarte de celle de son prédécesseur. Il a ainsi organisé une sorte de foire pour attirer des entreprises nationales et étrangères souhaitant investir. Puis il a autorisé huit d'entre elles, originaires d'Argentine, de Chine, des États-Unis et de Russie, à réaliser des essais pilotes de la technologie d'extraction. Un groupe technique affilié à la société d'État Yacimientos de Litio Bolivianos devrait [prochainement] publier ses recommandations concernant les entreprises auxquelles les contrats devraient être attribués.

Selon Diego von Vacano, professeur à l'université A & M du Texas et conseiller informel du gouvernement de Luis Arce, les critères examinés comprennent le pourcentage de récupération du minerai et les répercussions sur l'environnement. L'extraction du lithium à partir de saumures pratiquée en Bolivie est moins dommageable pour l'environnement que celle qui se fait à partir de sédiments solides, comme au Mexique. Cela dit, toutes les formes d'exploitation minière ont des répercussions sur l'écosystème. *"La Bolivie ne veut pas reproduire les erreurs qui ont été commises par le passé, par exemple au Chili"*, confie l'expert.

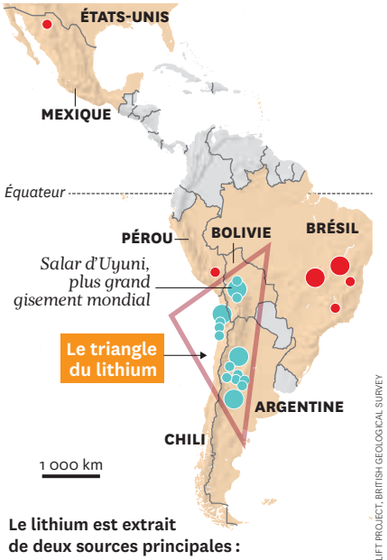
"Tout au long de l'histoire du colonialisme, on avait tendance, dans la littérature, à décrire les gisements comme des paysages morts ou déserts, des lieux qui n'abritent aucune vie. On les présentait comme des terra nullius, *une locution latine qui signifie 'terre n'appartenant à personne'"*, explique Thea Riofrancos, professeure associée de sciences politiques au Providence College, dans l'État américain du Rhode Island. *"C'est pourtant faux"*, ajoute-t-elle. La jeune femme se rappelle la première fois qu'elle a visité les réserves chiliennes, en 2019 : *"Le désert m'a fait une impression très forte à plusieurs égards. C'est une immense étendue blanc gris qui court jusqu'à l'horizon et semble n'avoir aucune limite. Et puis il y a les flamants. Et quand on a de la chance, on peut aussi y voir de magnifiques oiseaux de proie."*

Création d'un cartel. D'après la chercheuse, les pays du Sud ont de tout temps approvisionné le reste du monde en matières premières sans que leurs populations en tirent de réels avantages : *"Le cas de la Bolivie est particulièrement tragique : il suffit de penser aux mines [d'or et d'argent] de Potosí [exploitées depuis l'époque de la colonisation]. Le pays a fourni au monde toutes sortes de minerais, de l'argent à l'étain, mais aussi du gaz naturel et des denrées agricoles. Et aujourd'hui, c'est le lithium qui est le produit vedette."* Cela explique peut-être pourquoi le gouvernement de Luis Arce fait preuve de discrétion quant à l'état d'avancement du programme pilote. Le ministère des Hydrocarbures et de l'Énergie bolivien n'a pas répondu aux demandes d'information d'*El País* concernant le potentiel estimé de l'industrie pour ce qui est du produit intérieur brut. Les bénéfices varient en fonction des fluctuations du prix sur les marchés internationaux, et c'est pourquoi l'Argentine et la Bolivie envisagent la possibilité de créer une sorte de cartel du lithium sur le modèle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui impose à ses membres des quotas de production de façon à éviter l'effondrement des cours du pétrole.

"C'est une course contre la montre", conclut Diego von Vacano. L'expert affirme qu'*"il est urgent d'accélérer les choses"* si l'on veut éviter que les investisseurs se tournent vers d'autres pays. Il ajoute que les profits pourraient être investis de façon à distribuer les bénéfices aux citoyens, comme c'est le cas en Norvège ou au Qatar : *"Ça peut être très positif. On peut créer un régime de redevances qui bénéficie notamment aux régions de Potosí et d'Uyuni, mais aussi au reste du pays. Cet argent peut être utilisé pour financer l'éducation ou la santé. Le pays pourrait ainsi connaître une transformation radicale."*

—Isabella Cota
Publié le 8 février

Le triangle du lithium : 63 % des réserves mondiales



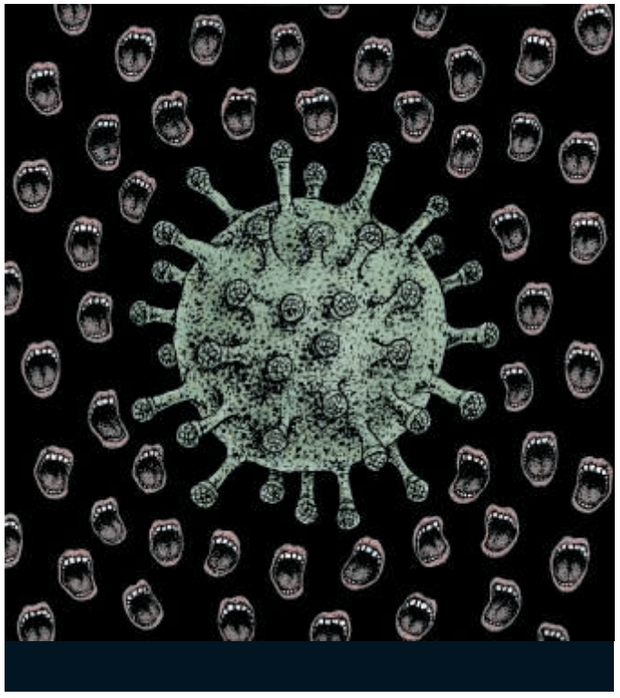
SOURCES : THE LIFT PROJECT, BRITISH GEOLOGICAL SURVEY



asie

Chine. Shanghai s'insurge contre un Covid politique

Sur les réseaux sociaux, des vidéos dénoncent la violence de la politique du "zéro Covid". Experts et habitants y critiquent les méthodes de Pékin.



↙ *Dessin de* **Vlahovic,** *Serbie.*

—Duanchuanmei (The Initium) *(extraits) Hong Kong*

S'il a été décidé de confiner Shanghai, plutôt que de poursuivre sa "politique ciblée de prévention de l'épidémie", c'est parce que le gouvernement central a haussé le ton. Le 22 mars, l'équipe d'inspection et de supervision dépêchée à Shanghai par le gouvernement s'est entretenue avec Li Qiang, secrétaire du parti de la ville. Selon le compte rendu de cette réunion, les experts envoyés par Pékin ont fait valoir la nécessité d'appliquer la politique "zéro Covid", Li déclarant pour sa part que les autorités de la ville allaient *"colmater les fuites et éliminer tous les facteurs de risque"*.

Le 2 avril, la vice-Première ministre, Sun Chunlan, a quitté le Jilin [province du Nord-Est également frappée par une vague épidémique et un confinement] pour Shanghai, où elle a souligné à son tour la nécessité d'appliquer sans réserve la politique "zéro Covid" et *"l'obligation, dès que nécessaire, de se faire tester, hospitaliser, confiner ou soigner"*. Le lendemain, elle a ajouté qu'il fallait *"tout faire pour gagner cette guerre difficile contre le Covid-19"* et *"briser les chaînes de transmission de l'épidémie au plus vite"*.

Tandis que le gouvernement central réaffirmait ainsi sa détermination, des voix discordantes sonnaient l'alarme au sein même de l'administration. Le 2 avril, un enregistrement donné comme celui d'une *"conversation entre un habitant de Shanghai et le Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies (CCDC)"* a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux. On y entend une experte du CCDC déclarer avoir préconisé à plusieurs reprises l'isolement à domicile des patients asymptomatiques ou ne présentant que des symptômes légers, puis déplorer que *"personne n'écoute l'avis des spécialistes. Le Covid est devenu une maladie politique. On a engagé des ressources humaines et matérielles démesurées pour un virus pas plus sérieux qu'une grippe."* Elle ajoutait : *"Les dommages collatéraux sont désormais bien plus graves que l'épidémie elle-même."* Cette conversation a été mise en ligne avec l'accord de l'experte.

Le 1er avril, le site de l'hebdomadaire *Caixin* a révélé que les habitants d'une résidence du district de Pudong avaient adressé une lettre collective aux autorités pour demander que les résidents testés positifs mais sans symptômes graves soient confinés chez eux. Alors que cette lettre provoquait de vives discussions sur les réseaux, le soir même, les résidents testés positifs étaient informés par le CCDC qu'ils seraient tous évacués vers des lieux de confinement. *"On a beau avoir tous cosigné cette lettre, en déchargeant autrui de toute responsabilité, ça n'a servi à rien. C'est la politique qui prime."* Ce reportage de *Caixin* a depuis été censuré.

À la date du 6 avril, les autorités de Shanghai faisaient état de plus de 90 000 cas positifs cumulés, la plupart asymptomatiques. Aucun cas grave n'avait été signalé [les derniers chiffres indiquent qu'entre le 28 mars et le 21 avril on dénombrait 430 000 cas majoritairement asymptomatiques et, au 24 avril, un total officiel de 138 morts]. Dans le même temps, le confinement de la ville a provoqué de nombreux drames, dont la mort de personnes souffrant d'asthme ou nécessitant une hémodialyse n'ayant pu être secourues à temps. Dans la population, une petite musique commence à monter : de manière tout à fait nouvelle, ceux qui sont opposés au confinement, en faveur d'un assouplissement des mesures ou désireux d'être confinés chez eux en cas de symptômes bénins font entendre leur voix.

Vitalité étouffée. Yuan Dashi, professeur de collège dans le quartier de Putuo, affirme que la plupart des gens qu'il côtoie préféreraient opter pour la politique du "vivre avec". Seule une minorité défendrait encore le "zéro Covid", invoquant le nombre de morts aux États-Unis et à Hong Kong [au taux de décès dû au Covid le plus fort du monde] pour démontrer que vivre avec le virus impliquerait un prix trop élevé à payer. Mais pour Yuan, *"on paie chaque jour le prix de la politique 'zéro Covid' : l'économie en pâtit tout comme les patients atteints d'autres maladies ou les enfants ne pouvant plus sortir de chez eux, dont la santé psychologique est fragilisée. Ces effets-là ne sont pas évalués."* Yuan Dashi vit à Shanghai depuis plus de quarante ans et, selon lui, c'est une ville qui a toujours été à l'avant-garde des réformes en Chine. Mais il estime que, cette fois-ci, le tournant pris par les mesures anti-Covid reflète plus un esprit de fermeture, qui étouffe peu à peu la vitalité de Shanghai.

Cela dit, l'avis de Yuan ne reflète qu'une partie de celui du secteur de l'éducation. Li Huanlong, directeur adjoint du CCDC du district de Fuyang, à Hangzhou, dans la province du Zhejiang, relève que Shanghai fait partie d'une infime minorité de villes ayant réussi jusque-là à combiner prévention, développement économique et limitation des effets négatifs de l'épidémie. Les "mesures ciblées de prévention" ayant perdu en efficacité, il soutient les efforts de Shanghai pour *"tout donner afin de repousser cette vague"* avant de revenir aux mesures ciblées. Ce point de vue, proche de celui affirmant que Shanghai devrait ses problèmes à un confinement trop tardif, a aussi ses partisans. → 22

Censure. Les morts de Shanghai

●●● Chaque jour, sur **WeChat,** des internautes chinois jouent avec la censure comme le chat avec la souris. Ils dénombrent les *"morts de Shanghai"*. Une information que les autorités refusent de laisser circuler. Aussi, à peine la publication est-elle retirée que d'autres internautes la reprennent. L'article qui circule ne fait rien d'autre que citer des décès dus à d'autres causes que le Covid-19, telles que l'accès tardif aux soins médicaux depuis le confinement de Shanghai, le suicide du directeur du centre de l'information de la commission de la santé du district de Hongkou, ou encore la mort d'un jeune père qui attendait son test PCR. L'article reçoit un soutien impressionnant des lecteurs. Un commentaire spécifiant que *"si cet article est supprimé, le censeur mourra comme un chien"* a reçu plus de 620 000 likes.

20

MILLIONS DE VUES

C'est le score enregistré par un article du blog Madame Maya sur le réseau social **WeChat,** avant qu'il ne soit censuré, le 14 avril. Ce qui fait de lui *"l'article probablement le plus lu dans l'histoire de WeChat"*, souligne le site sino-américain **China Digital Times,** avant de préciser que *"l'article original a été rétabli, pour des raisons inconnues"*. Le sujet du post : *"La patience des habitants de Shanghai a atteint ses limites !"* Son auteur déplore l'avalanche de tests PCR, la paralysie du système médical, le manque de nourriture… *"Puisque notre objectif principal dans la lutte contre l'épidémie est de protéger les personnes âgées, quelles sont les causes de la situation actuelle de ces personnes qui n'ont pas de quoi se nourrir, sont privées de soins médicaux et doivent même mettre fin à leurs jours ?"* se demande l'auteur, qui ajoute : *"Les gens testés positifs sont-ils coupables ?"*

SOJADE,

20 ans d'engagement au service de la filière bio et d'expertise du soja bio 100% français

Fleuron de l'entreprise agro-alimentaire Olga (ex Triballat Noyal), Sojade fête cette année son vingtième anniversaire. Depuis 20 ans, la marque végétalise la vie des Français avec ses produits à base de soja origine France, bio et sans OGM. Avec près de quarante recettes disponibles, elle propose une offre gourmande et diversifiée, dans le respect de ses valeurs et de ses engagements en faveur de la naturalité, de la biodiversité, des savoir-faire et de la responsabilité sociétale d'entreprise (RSE).



© wa0h

SOJADE, 20 ANS D'EXPERTISE DANS LE SOJA FRANÇAIS SANS OGM

Petite laiterie bretonne à l'origine, l'entreprise Olga (ex Triballat Noyal) n'a cessé d'innover et de se diversifier durant la seconde moitié du XXe siècle. Outre sa participation à l'élaboration du premier label bio français, la société s'est distinguée en concevant, dès les années 1980, un premier dessert à base de soja. L'idée d'associer ces produits végétaux à l'agriculture biologique chemine jusqu'en 2002, date de la naissance de Sojade. Depuis lors, cette marque concentre son action sur le bien-être, le respect du vivant, le développement de la culture du soja, la transition agricole et alimentaire... Tout en s'efforçant de rendre le « végétal » accessible à tous.

Chanvre, amande, avoine, riz... Au cours de ses vingt ans d'existence, Sojade a exploré différents végétaux, mais elle se consacre aujourd'hui en exclusivité à son cœur d'expertise : le soja ! Précieuse, la graine de cette plante fournit l'un des meilleurs taux de protéines de l'alimentation végétale, tout en favorisant le goût et la production locale. Sojade a en effet développé sa propre filière de production de soja français bio et sans OGM et collabore main dans la main depuis plus de 10 ans avec la majorité de ses partenaires.

20 ANS DE RECETTES ORIGINALES TOUJOURS PLUS GOURMANDES

Cette graine de soja à excellente valeur nutritionnelle constitue la base des recettes gourmandes développées par Sojade. Les desserts en préservent l'essence : la gamme Nature se décline version 100 % soja pour les afficionados de la première heure ou agrémentée de coco équitable pour varier les plaisirs. Sojade c'est aussi une farandole de desserts aux fruits, à la grecque ... et même sans sucres ajoutés ! Tous les goûts sont permis avec les produits Sojade ! Dans un souci d'amélioration continue et pour répondre au plus près aux attentes de ses consommateurs, Sojade a récemment retravaillé l'intégralité de ses recettes aux fruits afin d'aller vers encore plus de simplicité, d'authenticité et de gourmandise : des listes d'ingrédients encore plus courtes pour ne garder que l'essentiel, des textures et goûts préservés et moins de sucre partout où cela n'enlève en rien le plaisir ! Et pour les adeptes de recettes « Sans Sucres Ajoutés », la marque propose désormais 3 références. Une variété de l'offre qui permet à Sojade de couvrir les différents moments de consommation, du petit-déjeuner au dessert, en passant par le goûter.



© Andréa Montano

20 ANS D'ENGAGEMENT

Engagée depuis trois décennies dans l'agriculture biologique, l'entreprise Olga (ex Triballat Noyal) accompagne la marque Sojade dans la poursuite de ses engagements. En plus de recettes qui valorisent la naturalité, toute la chaîne de production de la gamme Sojade œuvre pour la biodiversité et la culture des savoir-faire agricoles. Cela s'illustre par l'utilisation de végétaux cultivés sur le sol français, bio et sans OGM. La marque s'est par ailleurs vu décerner très récemment la distinction Demeter pour l'un de ses produits. Cette distinction valorise la culture en biodynamie, encore assez peu connue en France. Celle-ci va encore plus loin que l'agriculture biologique grâce à la prise en compte de l'Environnement dans sa globalité. Forte de partenariats noués depuis plus de 10 ans, Sojade accompagne ses producteurs dans la conversion vers ce type de nouvelles méthodes de culture régénérative et positive. Sojade veille également de près à son empreinte carbone et réduit le poids de ses emballages et suremballages : elle a notamment osé retirer les couvercles plastiques de ses pots 400g et de nombreux chantiers sont en cours pour faire évoluer ses emballages en utilisant des matières plus vertueuses, à faible impact environnemental. Par ailleurs, 40 % de l'énergie de son site de production provient de l'électricité renouvelable (éolienne, panneaux photovoltaïques, biomasse), site sur lequel a été implantée une solution d'éco-pâturage : des moutons assurent la tonte des espaces verts ! Les transporteurs qui œuvrent pour Sojade privilégient en outre le biocarburant pour assurer la logistique.

Autant d'actions concrètes qui soulignent l'engagement et l'expertise de la marque qui accompagne au quotidien ses consommateurs vers une alimentation toujours plus saine et respectueuse du vivant depuis 20 ans.

20← Les éclats de cette lutte entre les concepts du "vivre avec" et du "zéro Covid" ont rejailli très concrètement sur Zhang Wenhong, directeur du service des maladies infectieuses à l'hôpital Huashan et responsable du groupe d'experts chargé du traitement médical du Covid-19 à Shanghai. Connu pour son franc-parler et son ouverture d'esprit, il avait déclaré en juin 2021 que *"le virus du Covid-19 allait certainement demeurer longtemps sur la planète"* et qu'*"il semblait dès lors nécessaire que l'humanité apprenne à vivre avec"*, s'attirant les éloges d'une partie de l'opinion, mais aussi de très vives critiques.

Menace de mort. Après la conférence de presse du 25 mars sur l'épidémie à Shanghai, Zhang n'est plus apparu en public durant une semaine, si bien que beaucoup l'ont cru destitué [il est réapparu dans les médias à la fin avril pour faire part de difficultés dans les soins apportés aux cas graves]. Puis, une fois Shanghai confiné, de nombreux internautes se sont mis à l'attaquer, postant des commentaires acerbes sur son compte Weibo, le qualifiant avec mépris de *"célébrité médicale du Net"*. Un de ces messages disait : *"Si, de Shanghai, le virus se répand dans toute la Chine, tu devras expier [tes propos] par ta mort."*

Dans un post du 3 avril, Ren Yi, un écrivain et commentateur politique, écrivait : *"La lutte contre l'épidémie a toujours été une question éminemment politique. Le 'zéro Covid' est une position politique infranchissable."* Cet article a par la suite été effacé d'Internet, et les controverses politique et scientifique sur la lutte contre l'épidémie n'ont plus d'espace où se développer.

—*Fu Jian*
Publié le 7 avril

Dernière minute

AU TOUR DE PÉKIN ?

Le nombre de cas est en augmentation dans la capitale chinoise, et les Pékinois redoutent désormais que des mesures semblables ne s'appliquent dans leur ville, qui abrite près de 22 millions d'habitants.

ÎLES SALOMON

Un nouveau pion dans l'escarcelle de Pékin

La Chine a officialisé un accord de sécurité conclu avec les îles Salomon, nation voisine de l'Australie. Un revers sans précédent pour Canberra.



↙ *"De l'ingérence chinoise dans la vie politique australienne".* *Dessin de* **Danziger** *paru dans* **The Rutland Herald,** *États-Unis.*

—The Age *(extraits)*
Melbourne

Le 25 avril, les dirigeants australiens rendront un hommage solennel à leurs compatriotes disparus pendant les guerres, lors de l'Anzac Day [une journée très importante, consacrée aux soldats néo-zélandais et australiens tombés au front pendant la Première Guerre mondiale, notamment pendant les batailles de Gallipoli (1915) et Villers-Bretonneux (1918)]. Ce jour-là, au lieu d'incliner respectueusement la tête, ils devraient baisser le regard de honte.

Des Australiens se sont battus et sont morts pour empêcher qu'une puissance hostile n'installe une base dans les îles Salomon pendant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, nous apprenons qu'une puissance hostile a créé les conditions politiques permettant que des patrouilles militaires, voire une base, soient instaurées dans cet archipel. La Chine a pris de court l'Australie et a fait un bond de 4000 kilomètres à partir de sa base militaire la plus proche, sans le moindre tir. La Chine a tout simplement signé un accord avec le Premier ministre des Salomon, Manasseh Sogovare.

"Le fait que la Chine soit la première à annoncer l'accord confirme que nous vivons en effet un jour historique dans la néocolonisation du Pacifique, affirme Rory Medcalf, directeur du National Security College à l'Université nationale australienne. *En l'occurrence, c'est un échec stratégique au plus haut niveau de l'État. Si nous sommes incapables d'agir sur les relations avec un petit pays voisin où nous favorisons la stabilité depuis des décennies, c'est à se demander où nous saurons le faire."*

Échec diplomatique. L'ancien Premier ministre Malcolm Turnbull, qui avait réussi à négocier avec Manasseh Sogovare et d'autres dirigeants du Pacifique afin de contrer l'influence chinoise dans la région, s'est dit très déçu par l'accord : *"Il est vu par beaucoup, notamment parmi nos alliés, comme un échec en matière de politique étrangère australienne."*

D'ailleurs, une délégation américaine de haut niveau menée par le responsable de l'Indo-Pacifique pour la Maison-Blanche, Kurt Campbell, est en route vers la région Pacifique [il est arrivé le 22 avril aux îles Salomon] en vue de protéger les intérêts des États-Unis et de relancer la solidarité régionale, ce qui révèle toute la méfiance que suscite le gouvernement de Scott Morrison.

Dans l'archipel des Salomon, qui compte 900 îles, Guadalcanal est la plus grande et représente un enjeu vital pour l'Australie sur la route vers les États-Unis. C'est pour cette raison que le Japon voulait mettre la main sur ces îles dans les années 1940, que les États-Unis, l'Australie et d'autres alliés ont mené de grandes batailles pour l'en éjecter et que le Parti communiste chinois veut les contrôler aujourd'hui.

Peter Dean, spécialiste de l'histoire militaire, souligne que le Pacifique sud *"a toujours été une région prioritaire pour l'Australie, depuis le XIXe siècle"*. Il ne conteste pas la défense avancée par le Premier ministre, Scott Morrison, selon lequel les îles Salomon sont une nation souveraine, mais il ajoute : *"La question est de savoir si nous avons mis en œuvre tous les moyens disponibles. Ce n'est pas l'impression que ça donne."*

Morrison a été interrogé par un journaliste le 20 avril : *"Le jour où Zed Seselja [ministre australien chargé du Pacifique] se rendait aux îles Salomon, Marise Payne [la ministre des Affaires étrangères] organisait de son côté un gala de bienfaisance privé,* a déclaré Andrew Clennell, de Sky News. *Est-ce vraiment la meilleure chose que puisse faire de son temps la ministre des Affaires étrangères, par opposition à un déplacement aux Salomon?"* Morrison n'a pas répondu à la question.

Penny Wong, du Parti travailliste australien, a de son côté évoqué *"le plus grand échec de la politique étrangère australienne dans le Pacifique depuis soixante-dix ans"*. Sévère? Non. C'est une déclaration qui reflète le consensus chez les spécialistes du dossier.

L'offensive du Japon pour prendre la Papouasie-Nouvelle-Guinée pendant la Seconde Guerre mondiale faisait partie intégrante de sa campagne pour prendre l'île de Guadalcanal. Environ 2 000 Australiens sont morts dans les combats contre les Japonais en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Quand les Japonais ont attaqué le HMAS *Canberra* pendant la bataille de Guadalcanal [d'août 1942 à février 1943], 84 Australiens sont morts ; il reste à ce jour le plus grand navire de guerre australien perdu en temps de guerre.

Aujourd'hui, Canberra a de nouveau sombré, mais cette fois sans combattre. Ne l'oublions jamais.

—*Peter Hartcher*
Publié le 21 avril



Une tête de pont dans le Pacifique

●●● *"La Chine a annoncé avoir signé cette semaine un accord-cadre de coopération en matière de sécurité avec les îles Salomon"*, écrit, sans plus de détails, le **Solomon Times** le 21 avril, deux jours après l'annonce de Pékin. Aucun détail n'a été révélé, mais une version préliminaire de l'accord avait fuité fin mars. Elle liste les demandes de Pékin, *"des armes que les policiers et paramilitaires chinois sont autorisés à porter jusqu'aux accès dont jouiront les navires chinois"*, rapporte **Nikkei Asia.** L'accord a été *"négocié à toute vitesse après le saccage de l'ambassade de Chine et de commerces chinois lors d'émeutes l'an dernier"*, précise le magazine japonais. Mais les intentions de Pékin dépasseraient la sécurisation des intérêts chinois. Il s'agit de *"déployer des forces de police sur le terrain afin de s'en servir comme tête de pont stratégique dans le Pacifique"*. De fait, Washington et Canberra craignent que la prochaine étape soit l'installation d'une base militaire chinoise aux îles Salomon.

BETC Bouygues Telecom – Société anonyme au capital de 819 698 624,76 € – Siège social : 37-39, rue Boissière – 75116 PARIS – 397 480 930 RCS PARIS.

bouygues TELECOM



On n'arrêtera jamais de faire tomber nos smartphones.

Bouygues Telecom vous aide à faire réparer votre smartphone pour le faire durer plus longtemps.
Tous nos clients forfait Sensation bénéficient de **30 % de remise sur la réparation express de leur smartphone.**

Nos conseillers vous accueillent dans **nos 500 boutiques.**

solutions smartphone durable

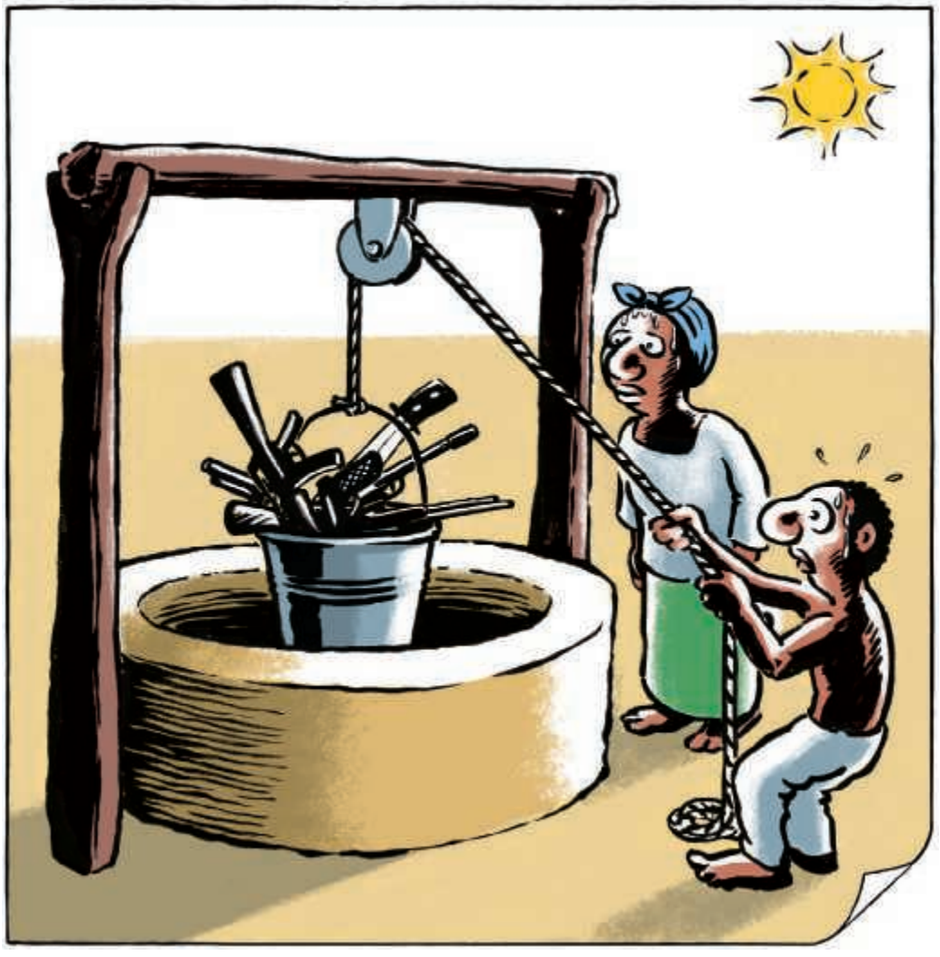
RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ

Réparation sous 1 à 5 jours ouvrés avec remise de 30 % valable deux fois par an jusqu'au 04/02/23 pour les clients Sensation (engagement 12 ou 24 mois) auprès de notre partenaire WeFix. Conditions sur bouyguestelecom.fr. Kit mains-libres recommandé.

afrique

Burkina Faso.
Les habitants de Djibo dans l'enfer djihadiste

Cette ville située dans le nord du Burkina Faso est assiégée par les groupes terroristes. Plus de 200 000 personnes sont prises au piège.



↙ *Dessin de* **Bénédicte** *paru dans* **24heures,** *Lausanne.*

—Sahelien.com *Bamako*

A Djibo [chef-lieu de la province du Soum, dans le nord du Burkina Faso], la situation est alarmante. Depuis janvier, la ville est de nouveau coupée du reste du pays. *"Ils nous ont fait descendre du car et, après avoir contrôlé notre identité, ils nous ont dit de repartir à Ouaga"*, raconte un passager qui se trouve toujours à Bourzanga, à 50 kilomètres au sud de Djibo, sur la route nationale 22, depuis trois mois.

Selon le chauffeur d'une compagnie de transport, qui a requis l'anonymat, des hommes armés leur ont donné un dernier avertissement. *"Ils nous ont dit que même si on acceptait d'être escortés par les militaires, ils allaient nous attaquer. Leur chef nous a dit que les militaires ne pourraient pas nous escorter tout le temps, et que c'était mieux pour nous de ne plus revenir par ici"*, a-t-il indiqué. Et d'ajouter: *"Nous n'allons pas prendre de risque, parce qu'ils ont enlevé et tué un de nos collègues conducteurs."*

Alimata, mère d'un bébé de 3 mois, se demande comment rejoindre son enfant. *"Je suis allée à Kongoussi, à 100 kilomètres de Djibo, pour chercher mon salaire de janvier, vu qu'il n'y a aucune agence ouverte à Djibo. J'ai donc laissé mon bébé, croyant pouvoir revenir quelques heures après. Hélas, une fois que j'ai pris mon argent, j'ai vu des cars qui repartaient à Ouagadougou. On nous a annoncé que la route était barrée par des hommes armés non identifiés. J'ai voulu marcher pour regagner Djibo, mais des gens m'ont dissuadée. C'est un bébé de 3 mois seulement…"*, dit-elle, en larmes.

Sur fond de dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso, les groupes armés terroristes ont imposé un nouveau blocus à Djibo. *"Ils ont saboté les réseaux de téléphonie mobile. Pendant un mois, personne n'a pu émettre ni recevoir des appels. Chaque jour, nous rentrons dans nos maisons après des coups de feu. Ils viennent à tout moment de la journée ou de la nuit. Après des tirs nourris, ils regagnent la brousse. Au début du mois de mars, les habitants des secteurs de la périphérie de Djibo ont été sommés de déguerpir. Actuellement, [ils sont retranchés] dans quatre des dix secteurs de la ville. Les installations de l'Onea [Office national de l'eau et de l'assainissement] ont été détruites"*, signale un habitant de Djibo.

Grande soif. D'autres témoignages indiquent que toutes les réserves d'eau ont été détruites à la roquette. Aujourd'hui, la population fait face à une pénurie d'eau. Les quelques puits creusés à la main au bord du barrage de Djibo sont inaccessibles. Certains ont été sabotés par ces hommes armés dans le but d'empêcher le ravitaillement en eau des populations, affirment nos interlocuteurs. À certains endroits, des femmes, après avoir puisé l'eau, ont remarqué des traces de carburant et d'huile de vidange.

"Comment des gens arrivent-ils à entrer dans le centre de la ville sans que l'armée réagisse alors qu'un détachement militaire est présent?" s'interrogent des habitants. Le 8 mars, la station de radio La Voix du Soum a reçu la visite d'hommes armés. Les installations de la radio ont été détruites et du matériel a été emporté. *"Ils ont dit qu'ils combattent pour la religion musulmane, mais ils tiennent des musulmans qui n'ont ni arme ni force. Quelle religion demande de tuer les gens de faim et de soif?"* s'est indigné un religieux d'une soixantaine d'années. Avant de conclure: *"Même un animal ne doit pas être tué de soif."*

Les hostilités ont repris après l'élection présidentielle de 2020. Les attaques sont devenues plus sanglantes. Une personne ressource de la localité, qui a souhaité garder l'anonymat, confie que les groupes armés accusent l'armée burkinabée de violation des accords conclus entre l'État et des groupes terroristes à l'occasion du scrutin électoral. Il ajoute que des membres des groupes armés ont été enlevés et sont portés disparus, ce qui n'est pas du goût de leurs camarades. Selon ces derniers, l'accord aurait été une ruse pour les éliminer. Notre source locale précise qu'un des points de l'accord était *"que chacun vaque à ses occupations et que personne ne touche à l'autre. Une sorte de cessez-le-feu."*

L'armée est accusée de violer des accords conclus entre l'État et les terroristes.

Sur cette question, les avis sont partagés. *"Il y avait eu des négociations et après, le pire s'est installé. La solution militaire a montré ses limites pendant que les populations souffrent"*, ont réagi plusieurs habitants. Pour d'autres, il faut négocier pour trouver un terrain d'entente. *"Les groupes armés ont une avance sur le renseignement. Ils ont infiltré la population au point que personne ne veut parler de peur d'être tué."*

Entre 2017 et 2018, plusieurs civils ont perdu la vie parce qu'ils étaient soupçonnés de collaboration avec les militaires. *"L'interprète de la brigade de gendarmerie de Djibo a été assassiné avec son fils dans sa maison parce qu'il était soupçonné de donner des informations sur les mouvements des hommes armés. Si vous êtes ami d'un gendarme ou d'un militaire, vous serez tué"*, a-t-on appris auprès des habitants. Comme Hamza Tamboura, un jeune d'une vingtaine d'années, assassiné dans une buvette par deux hommes armés.

Selon les informations recueillies ces derniers jours, l'armée s'est déployée dans les zones sensibles de la ville comme au niveau des puits creusés par les populations – assiégées par les groupes armés – en vue de leur permettre de se ravitailler en eau.

"La ville est remplie de militaires qui nous demandent de limiter nos déplacements pour notre propre

sécurité”, a déclaré un habitant de Djibo. Il ajoute : *“L’armée travaille dans le silence et c’est compliqué pour les militaires d’intervenir dans la ville.”* Le 17 mars, une dizaine de présumés terroristes ont été arrêtés par les militaires et plusieurs autres neutralisés.

À l’issue de son premier Conseil des ministres, le 18 mars dernier, le gouvernement de la transition a tenu à rassurer l’opinion de sa détermination à lutter contre l’insécurité. Lionel Bilgo, ministre de l’Éducation nationale et porte-parole du gouvernement, a indiqué que *“la stratégie militaire est en train de se déployer sur le terrain”* et que les Forces de défense et de sécurité (FDS) travaillent de sorte à *“juguler”* cette situation. Et de souligner qu’il y a *“des stratégies militaires mises en œuvre qu’on ne peut pas expliquer au public pour non seulement garantir la sécurité des FDS déployées sur le terrain, mais aussi pour garantir le résultat de cette action”*.



Fin 2016, les premières attaques des groupes armés terroristes ont commencé dans la province du Soum, précisément à Nassoumbou, où un détachement militaire a été visé par une attaque ayant fait une dizaine de morts. Située à 210 kilomètres de la capitale burkinabée et à moins de 100 kilomètres de la frontière du Mali, c’est dans cette province qu’est né le premier groupe armé dénommé Ansaroul [Ansarul] Islam [groupe salafiste djihadiste actif au Burkina Faso et au Mali], avec à sa tête Ibrahim Malam Dicko. Il a été proche d’Amadou Koufa, l’un des chefs du Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (GSIM/JNIM dans son sigle arabe, une organisation militaire et terroriste, d’idéologie salafiste djihadiste] aux côtés d’Iyad Ag Ghali [chef de guerre touareg, djihadiste malien et fondateur du JNIM].

Route mortelle. Ibrahim Malam Dicko est mort en 2017 à la suite d’une opération militaire dans la forêt de Foulsare. Son frère Jafar Dicko le remplace à la tête d’Ansaroul [Ansarul] Islam. Des enlèvements de civils soupçonnés de donner des informations aux militaires, des embuscades et des assassinats de leaders avaient lieu presque chaque jour. Sur la route nationale 22 (RN 22), entre Djibo et Ouagadougou, le maire de la ville de Djibo, Oumarou Dicko, a été assassiné avec quatre de ses compagnons le 3 novembre 2019, alors qu’il se rendait à Ouagadougou.

Le guide religieux du Soum a été enlevé sur ce même axe et retrouvé mort quarante-huit heures après. En 2019, les groupes armés contrôlaient les véhicules de transport à la recherche de fonctionnaires de l’État. Leurs cibles particulières sont les enseignants et les membres des FDS. Tous les fonctionnaires avaient quitté la zone pour se retrouver dans des endroits sécurisés. L’absence de l’État, avec la fermeture du tribunal de grande instance de Djibo et les institutions bancaires, a compliqué la vie des populations.

Aussi, la police nationale s’était repliée sur Ouagadougou, prétextant un manque d’armement pour faire face aux groupes armés. Un chapelet d’événements malheureux qui s’était agrandi de jour en jour, de sorte que les groupes armés avaient réussi à couper la ville du reste du pays. Aucun camion de transport n’était entré à Djibo pendant plusieurs mois. En octobre 2020, les négociations avec les groupes armés ont abouti à un accord. Le contenu de ces négociations n’a pas été dévoilé.

—A. Koné

Publié le 23 mars



LIBYE

Benghazi la rebelle, entre chaos et ruines

Cette ville a porté la rébellion contre le pouvoir de Kadhafi. Elle agonise désormais sous la main de fer du maréchal Khalifa Haftar.



IKON IMAGES

—The Economist *Londres*

Les lanternes dorées à la feuille d'or sur les balustrades autour du tombeau sont inspirées de celles qui ornent le palais de Buckingham. Les murs crénelés resplendissent du plus beau marbre d'Italie. À l'intérieur brille un magnifique chandelier venu d'Égypte. Vingt ans après avoir été laissé à l'abandon dans le désert par un Muammar Kadhafi jaloux, le tombeau d'Omar Al-Mokhtar, intellectuel libyen anticolonialiste et héros de guerre [il est connu pour avoir organisé la résistance armée à la colonisation italienne de la Libye, au début du XXe siècle] a été restauré avec faste.

Il suffit toutefois de regarder par ses fenêtres pour n'apercevoir tout autour que des ruines. Celles de Benghazi, deuxième ville de Libye. L'ancienne cité italienne [l'Italie a envahi la ville en 1911 et l'a annexée à la Libye italienne], avec ses cafés, son cinéma art déco et son palais royal, n'est plus qu'une ville fantôme. Le tribunal, où les Libyens se sont soulevés contre Kadhafi, en 2011 [les premières manifestations pacifiques opposées au régime de Muammar Kadhafi ont éclaté le 15 février 2011 à Benghazi], ressemble à une décharge.

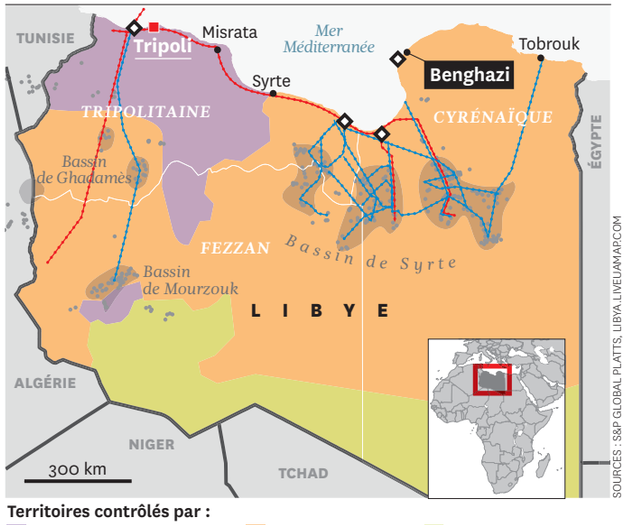
"Patrie perdue", peut-on lire sur les vestiges d'une colonne de la vieille Banque de Rome. Les services municipaux se sont effondrés. Les poubelles s'entassent dans les rues. Les ordures coulent jusqu'à la mer. Les écoles ont récemment dû être fermées pour cause d'inondations. Et les profiteurs de guerre et autres contrebandiers se sont installés.

Comme d'autres belles cités du Moyen-Orient – Alep, Mossoul, Rakka –, Benghazi a été ravagée pour être arrachée aux islamistes. Pendant trois ans, Khalifa Haftar, ancien général reconverti en seigneur de la guerre à la tête de l'armée dite nationale libyenne (ANL), a bombardé la ville, capitale de l'ancienne Cyrénaïque, depuis la terre, la mer et les airs, jusqu'à sa chute, fin 2017. L'Égypte, la France, la Russie et les Émirats arabes unis l'ont tous aidé avant de partir en laissant la ville sous sa responsabilité.

Lucratives drogues. Les Nations unies n'ont proposé aucun programme de reconstruction pour Benghazi. Le 21 mars, le gouvernement italien a organisé une rencontre architecturale, en bonne partie suivie en vidéoconférence, pour appeler à la rénovation de la ville. Mais à Tripoli, dans la capitale de l'Ouest, les décideurs libyens sont plus préoccupés par les revenus pétroliers et la désignation du Premier ministre [le pays connaît un imbroglio institutionnel : en février, Fathi Bachagha, influent ex-ministre de l'Intérieur, a été élu par le Parlement établi à Tobrouk, dans l'est de la Libye, pour remplacer Abdel Hamid Dbeibah à la tête du gouvernement intérimaire, mais ce dernier refuse de céder le pouvoir]. *"Il n'y a pas de volonté de reconstruire la ville"*, se lamente Atif Al-Hasiya, ingénieur à Benghazi.

Le général Haftar se présente pourtant comme son protecteur. *"D'une main, nous construisons, de l'autre, nous combattons les terroristes"*, affirme un prospectus

↙ *Dessin de* **Jane Laurie,** *Royaume-Uni.*



emporté par le vent. Les habitants, eux, ne parlent que de la terreur que font régner les hommes du général et disent qu'il dilapide l'argent dans des expéditions militaires et pour payer ses 127 000 combattants.

En 2018, un rapport des Nations unies révélait qu'une unité dirigée par l'un de ses fils avait pillé la banque centrale de la ville, dérobant 300 millions de dollars en monnaie nationale et devises étrangères. *"Ses fils sont pires que ceux de Kadhafi"*, soupire un homme d'affaires de Benghazi en exil.

Dans la ville, les journalistes sont surveillés et muselés. Ceux qui critiquent le général prennent le risque de disparaître. En 2020, le *Wall Street Journal* a révélé qu'il cachait une montagne d'or, provenant du Venezuela. Depuis qu'il a rouvert le port de Benghazi, en 2018, celui-ci est devenu une réserve de captagon, une amphétamine fabriquée en Syrie.

"Les drogues sont la première activité économique de Benghazi", résume un chercheur local. Les dealers blanchissent leur argent sale en ouvrant des boutiques de vêtements et des restaurants haut de gamme sur Venice Street. Les joailliers qui fournissent les gangsters voient leurs affaires prospérer.

Les habitants de Benghazi avaient espéré qu'Abdel Hamid Dbeibah, Premier ministre assiégé à Tripoli, lancerait le chantier de reconstruction de leur ville. En mai [2021], il a dévoilé un programme de reconstruction incluant Benghazi. Les optimistes l'ont comparé à Rafic Hariri, l'homme d'affaires libanais qui a utilisé ses propres entreprises pour reconstruire Beyrouth après la guerre civile (avant d'être assassiné).

Certains projets inachevés, comme le stade olympique, dont Dbeibah était chargé sous la présidence de Kadhafi, pourraient être terminés. Les hommes du général Haftar ont toutefois empêché Dbeibah de se rendre dans leur fief, et l'argent n'est jamais arrivé. Des élections parlementaires prévues pour décembre avaient laissé espérer une issue, mais elles ont été reportées. Pendant ce temps, Benghazi tombe en ruine.

—Publié le 9 avril



JP PRODUCTION présente

QUINZAINE DES RÉALISATEURS
Société des réalisateurs de films
CANNES

"UN EXTRAORDINAIRE FILMEUR EST NÉ"
Télérama

"INOUBLIABLE, BOULEVERSANT MIRACULEUX"
Indie Wire

PANTEA PANAHIHA HASSAN MADJOUNI RAYAN SARLAK AMIN SIMIAR

HIT THE ROAD

un film de PANAH PANAHI



Groupement National des Cinémas de Recherche
SENS CRITIQUE
L'OBS
ACTUELLEMENT
Courrier international
Télérama
france inter

moyen-orient

Turquie. Istanbul est devenu "Moscou sur le Bosphore"

Depuis le début du conflit en Ukraine, des milliers de Russes ont fui leur pays, inquiets à cause des sanctions, pour leur liberté, ou ne supportant plus un climat devenu oppressant. Nombreux sont ceux qui se rendent en Turquie, où ce magazine italien a recueilli leurs témoignages.



—Il Venerdì di Repubblica *Rome*

Faites route vers Istanbul." C'est avec ces mots que le général de l'Armée des volontaires contre-révolutionnaires, Piotr Nikolaïevitch Wrangel, ennemi juré des bolcheviks, jeta l'éponge le 11 novembre 1920, au lendemain de la révolution d'Octobre. Il ordonna à ses hommes d'évacuer Sébastopol, la principale ville de Crimée, et les invita à mettre le cap sur la capitale du défunt Empire ottoman.

Dans son livre *Minuit au Pera Palace. La naissance d'Istanbul*, l'universitaire américain Charles King explique qu'au cours de ces années de guerre civile jusqu'à 185000 personnes fuyant la Russie tsariste se seraient réfugiées dans la métropole turque, dont la population fit alors un bond de 20 %. La seule flotte de Wrangel comptait 126 navires, qui mirent trois jours à rejoindre le quartier de Moda, dans la partie asiatique d'Istanbul.

Nouveaux "Blancs". C'est au cœur de ce luxueux quartier que nous rencontrons aujourd'hui Alyona Yuzefovich, une Moscovite de 33 ans qui travaillait en Russie pour une société de conseil en environnement. Un siècle plus tard, elle aussi a fait le voyage jusqu'à Istanbul, fuyant la répression du gouvernement de Poutine après l'invasion de l'Ukraine. D'après les médias turcs, depuis le début du conflit, 14000 de ses concitoyens seraient arrivés en Turquie, mais certaines estimations portent à plus de 100000 le nombre de personnes qui ont fui la Russie en guerre et les répercussions économiques des sanctions. Les professeurs de turc sont submergés de demandes.

"Beaucoup de Russes viennent ici", explique Alyona, ancien mannequin, pendant que sa fille de 7 ans, Eugenia, court dans tous les sens. *"Je dîne souvent avec des expatriés russes, nous plaisantons en disant que ce sont des réunions de ce que, au temps de la Révolution de 1917, on appelait les "Blancs". C'étaient des monarchistes. Mais il y avait aussi des réfugiés démocrates."*

Les Russes viennent ici pour des raisons politiques et économiques, ou simplement par peur de rester bloqués dans un pays isolé. Mais aussi parce que, dès le départ, Ankara a choisi de rester autant que possible neutre et de jouer les médiateurs, n'appliquant aucune sanction contre la Russie. En outre, et ce point est sans doute le plus déterminant, la Turquie n'a pas suspendu ses liaisons aériennes avec Moscou.

La vie des expatriés n'en est pas pour autant simple. *"Quand Visa et Mastercard ont annoncé que les cartes russes ne fonctionneraient plus à l'étranger, je me suis retrouvée dans l'impossibilité de payer un déjeuner au restaurant. Il faisait froid, il neigeait, je déménageais d'un Airbnb à l'autre, et ma carte de paiement n'était plus qu'un bout de plastique inutile. Parfois j'ai le sentiment d'être une expatriée, parfois une réfugiée. À ce moment-là, j'ai eu l'impression d'être une réfugiée"*, confie Alyona.

Loyer exorbitant. À Istanbul, ceux qui profitent de cette vague d'arrivants ne manquent pas. Depuis le 25 février, Alyona a habité dans trois logements différents : le troisième, celui où nous nous retrouvons à Moda, lui coûte 2800 euros pour moins d'un mois. Un prix exorbitant pour la Turquie, dont la monnaie a perdu 44 % de sa valeur l'an dernier. *"J'ai beaucoup d'amis russes qui ont du mal à trouver un toit,* témoigne-t-elle. *Certains n'ont pas de source d'argent à l'étranger; ils n'ont pas accès à leurs comptes en banque ou ils ont tout perdu à cause de la dévaluation du rouble."*

En Russie, réfléchit ensuite Alyona, il y a une fracture générationnelle : *"Nos parents, surtout les hommes, vivent la guerre comme une revanche après l'humiliation de la chute de l'Union soviétique. Mais nous, les jeunes, nous sommes contre."*

Sept cents kilomètres plus au sud, Yulia et Tatjana se promènent dans les rues pavées d'un des coins les plus chics du centre historique d'Antalya. Située sur la côte méridionale turque, cette perle de la Méditerranée était déjà, avant la guerre, prisée par des touristes russes qui y affluent par millions chaque été. Ici, les bars s'appellent "Gagarine" ou "Maman russe", et les enseignes des boutiques sont souvent traduites en russe.

Après Istanbul, Antalya est la destination préférée des nouveaux Russes de Turquie. Selon le quotidien économique *Dünya*, en février, dans la ville, la vente de biens immobiliers à des étrangers a fait un bond de 28 % par rapport à février 2021; et ces étrangers seraient en grande partie des Russes.

Les deux amies, des trentenaires originaires de la province de Moscou, sont habillées à la mode, mais elles ne sont pas en Turquie pour des vacances. *"Nous sommes parties sans savoir quand nous reviendrions"*, souffle Yulia. Cette blogueuse spécialisée dans la mode explique que depuis que le Kremlin a interdit Facebook et Instagram, son activité en a pris un coup. Dans un bar non loin de là, une autre jeune Russe nous raconte que sa mère a perdu toutes ses économies parce qu'elle a vendu sa maison au moment où le rouble était en chute libre.

> "Nous sommes parties sans savoir quand nous reviendrions."
>
> **Yulia,** BLOGUEUSE SPÉCIALISÉE DANS LA MODE

Selon Yulia et Tatjana, personne en Russie ne s'attendait à ce que Poutine envahisse l'Ukraine.

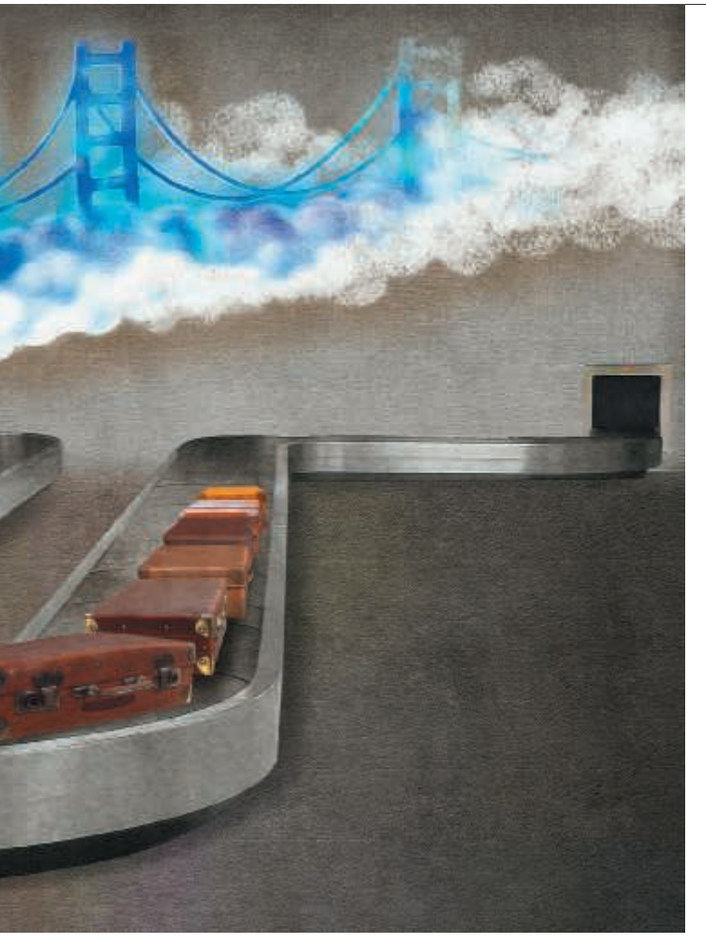
"Je n'ai pas de plan précis. Je ne sais pas ce qui se passera demain. Je n'ai aucune idée d'où je pourrai aller, d'où je vivrai ces prochains jours, ces prochaines semaines." Ksenia Mironova, qui a aujourd'hui 23 ans, est journaliste depuis ses 17 ans. Parmi les Russes qui ont décidé de fuir en Turquie, les journalistes comme elles sont légion. Toutes et tous terrifiés par la nouvelle loi du Kremlin sur les fake news, qui cible les personnes qui diffusent des informations nuisibles à l'*"opération militaire spéciale"* en Ukraine. Le texte prévoit jusqu'à quinze ans de prison.

Par le passé, Ksenia Mironova a travaillé pour le site d'information russe indépendant *Meduza*. Elle a pris la décision de partir à Istanbul en quelques heures à peine, quand le gouvernement a fermé, et qualifié d'*"extrémiste"*, le site web de la chaîne TV Rain avec lequel elle collaborait. Elle raconte que le contexte était déjà difficile avant l'invasion : *"La situation a beaucoup empiré depuis quatre ans, de nombreux médias indépendants ont été étiquetés 'agents étrangers'. Plus de 150 journalistes indépendants sont déjà partis."*

Le 10 mars, la première rencontre officielle depuis le début de la guerre entre les ministres des Affaires étrangères russe et ukrainien, Sergeï Lavrov et Dmytro Kouleba, s'est tenue dans la station balnéaire de Belek, au sud d'Antalya. Si l'entrevue a redoré l'image de la diplomatie d'Ankara, à l'heure où nous écrivons ces lignes, elle n'a pas fait avancer la situation d'un iota. Laissant présager que l'exil des Russes de Turquie n'est pas près de finir.

—Davide Lerner et Filippo Cicciù

Publié le 8 avril



← *Dessin de* **Heidari,** *Iran.*

L'argent russe inonde le pays

Oligarques ou issus de la classe moyenne, les exilés russes sont accueillis à bras ouverts en Turquie. Confronté à une grave crise financière, le gouvernement turc se réjouit de l'afflux de devises.

—The Wall Street Journal *(extraits) New York*

La Turquie est en passe de devenir un paradis pour l'argent russe. Les oligarques jettent l'ancre de leurs yachts géants sur les littoraux turcs, tandis que les jeunes dissidents et les professionnels de la tech fuient Moscou et arrivent dans le pays avec des valises de billets.

Depuis que Moscou a lancé son opération en Ukraine, en février, des milliers de Russes sont partis en Turquie, l'un des rares pays où ils peuvent encore se rendre par avion sans escale, et beaucoup font le choix de s'y installer. Une partie d'entre eux choisissent de poser leurs valises à Istanbul la cosmopolite ou dans des villes balnéaires comme Antalya [lire ci-contre], qui était déjà prisée des touristes russes avant la guerre.

Les Russes contournent par toutes sortes de méthodes les sanctions occidentales – qui ont exclu certaines banques russes du système de transactions bancaires Swift –, mais aussi les contrôles sur les mouvements de capitaux imposés par Moscou afin de limiter les montants pouvant sortir du territoire.

Parmi les techniques les plus courantes, citons les entreprises russes de transfert de fonds également implantées en Turquie, les cryptomonnaies, ou tout simplement le fait de traverser les aéroports avec des milliers de dollars en liquide, selon les Russes et les Turcs contactés dans le cadre de cet article.

> "Actuellement, sur dix appartements en vente, six sont achetés par des Russes."
>
> **Gül Gül,** PDG D'UNE AGENCE IMMOBILIÈRE À ISTANBUL

Le gouvernement turc a déclaré qu'il ne bloquerait pas l'afflux d'argent russe, y compris celui des oligarques, tant que ce sont des fonds gagnés légalement. La Turquie a désespérément besoin de devises étrangères depuis qu'une crise économique, en 2021, a fait perdre à sa monnaie, la livre, environ 45 % de sa valeur par rapport au dollar en moins de trois mois.

La banque centrale turque a encaissé environ 3 milliards de dollars en deux jours seulement à la mi-mars, en raison d'échanges de devises avec des banques locales, d'après des données publiques. Ces sommes étaient sans doute en grande partie déposées par des Russes, selon Omer Gencal, économiste et ancien cadre dans la branche turque de la banque HSBC. *"Cet argent a inondé les banques turques et il a été transféré à la banque centrale par des accords d'échange,* précise-t-il. *Les Russes voient la Turquie comme un refuge."*

L'invasion de l'Ukraine a poussé davantage de Russes à faire des achats immobiliers en Turquie, notamment parmi ceux qui ont investi plus de 250 000 dollars chacun pour décrocher un passeport turc par le biais du programme qui accorde la citoyenneté en échange d'investissements, selon des courtiers en immobilier.

Gül Gül, PDG de l'agence immobilière Golden Sign à Istanbul, explique que, depuis mars, les Russes sont plus nombreux que ses autres clients, qui, auparavant, venaient surtout des pays arabes. Les Russes qui viennent d'arriver achètent parfois jusqu'à quatre appartements d'un coup, généralement comptant. Gül Gül affirme : *"Actuellement, sur dix appartements en vente, six ou sept sont achetés par des Russes. Ce sont principalement des hommes et des femmes d'affaires, tous fortunés. Parfois des oligarques."*

Parmi les oligarques ayant mis leurs actifs à l'abri en Turquie, il faut citer Roman Abramovitch, qui a déplacé deux de ses yachts géants vers des ports turcs dans le courant de mars, même si l'un d'eux n'y est déjà plus. Contre toute attente, Abramovitch s'est révélé un acteur des négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine organisées par la Turquie.

Un autre yacht, le *Universe,* de 74 mètres, appartenant à l'ancien président russe Dmitri Medvedev, était amarré à Istanbul au début d'avril, selon des données publiques de suivi maritime.

> À Istanbul, en mars, l'agence d'une banque publique a ouvert plus de 600 comptes pour des Russes.

Au début de l'invasion de l'Ukraine, le gouvernement turc a observé de près l'argent russe qui affluait. Les créanciers turcs, notamment les banques privées, veillent à ne pas aller à l'encontre des sanctions occidentales. Les banques ont strictement appliqué les règles fixées par l'État, notamment l'obtention obligatoire d'un titre de séjour avant de pouvoir ouvrir un compte bancaire.

Ces restrictions initiales ont vite été assouplies. À Istanbul, l'agence d'une banque publique a, à elle seule, ouvert plus de 600 comptes pour des Russes dans le courant de mars.

Nombre de ceux qui fuient la Russie sont des jeunes et notamment des artistes, des professionnels de la tech, des universitaires et d'autres personnes qui se sont opposées à l'invasion en Ukraine ou qui craignent la conscription militaire. Beaucoup sont partis avec des centaines ou des milliers de dollars en liquide, en raison des contrôles sur les mouvements de capitaux imposés par le Kremlin.

Les sanctions occidentales, ainsi que les décisions de Visa et de Mastercard de suspendre leurs activités en Russie ont contraint les Russes à faire preuve de créativité pour déplacer leur argent. Ils peuvent utiliser le système russe de paiement appelé Mir, qui fonctionne à certains endroits en Turquie. Des panneaux *"Ici, Mir est accepté"* ont commencé à apparaître dans les supermarchés d'Istanbul.

"Je ne veux pas que mon argent serve à tuer des Ukrainiens", affirme un graphiste de 25 ans ayant quitté Moscou pour Istanbul après avoir manifesté contre la guerre. *"Si je ne peux pas changer le système, alors je vais m'exfiltrer du système."*

Les Russes de la classe moyenne ont surtout apporté quelques milliers de dollars à la fois, en liquide ou en utilisant des entreprises russes de virements électroniques qui restent en activité en Turquie. L'un des services populaires s'appelle KoronaPay : il permet de transférer de l'argent hors de Russie et de faire des retraits en Turquie et dans d'autres pays. Cette entreprise autorise les virements d'une valeur supérieure à 15 000 euros.

"Ils sont payés en roubles, alors ils amènent des roubles", précise Volkan Celikyurek, agent de change dans le quartier stambouliote de Laleli, fréquenté par les traders russes, et l'un des seuls endroits où les bureaux de change achètent et vendent des roubles. *"J'ai acheté jusqu'à 100 000 roubles en une fois, mais d'autres en ont acheté des millions."*

—Jared Malsin et Elvan Kivilcim
Publié le 7 avril



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Israël, terre promise des oligarques juifs de Russie ? Les sanctions occidentales ciblant les oligarques proches de Poutine provoquent des effets en cascade. Certains tentent d'émigrer en Israël, où la législation sur l'octroi de la citoyenneté et la protection des revenus leur est favorable, explique **The Marker,** le supplément économique de *Ha'Aretz.*

dossier



DONBASS : UN TOURNANT DANS LA GUERRE ?

Avec l'offensive russe dans l'est de l'Ukraine, le conflit va changer de visage. La presse étrangère s'interroge : Moscou parviendra-t-il à conquérir le Donbass ? L'armée ukrainienne pourra-t-elle mettre en œuvre ce qu'elle a appris lors de ses entraînements avec l'Otan ? Les Occidentaux vont-ils maintenir leur difficile position de soutien sans intervention ? Dans la région, les bombardements se multiplient et, dans les villages occupés, la propagande russe passe mal auprès des populations.

Un “combat au couteau” s’annonce

La Russie va faire face à une guerre d’usure dans l’est de l’Ukraine, assure cet expert britannique. Face à l’inventivité tactique des Ukrainiens, la supériorité numérique des Russes ne sera pas aussi décisive qu’on pourrait le croire.

—The Conversation *Londres*

Il n’y aura ni accords de paix, ni cessez-le-feu, ni redditions en Ukraine. Au cours des deux prochains mois, nous allons assister à un *“combat au couteau”*, disent des responsables de la défense américaine, dans la région définie par l’armée ukrainienne comme la zone de *“l’opération des forces conjointes”*. Que nous connaissons mieux sous le nom de Donbass.

Il y a huit ans déjà que les deux camps s’y affrontent, et que des éléments de l’armée régulière russe y épaulent les unités séparatistes. Maintenant, après avoir été défaites à Kiev, les forces russes s’y redéploient pour s’attaquer aux formations les plus expérimentées de l’armée ukrainienne. Les combats à venir ressembleront plus aux batailles manœuvrières de la Seconde Guerre mondiale qu’à celles livrées autour des villes de Kiev, Marioupol et Soumy durant les six premières semaines de la guerre. Et pourtant, il est peu probable que les Russes parviennent à s’imposer.

Après son récent échec dans le Nord, la Russie a effectué quelques changements importants. En particulier, un commandant en chef de toute l’opération a été nommé. Ce qui compte, ce n’est pas l’identité ni l’expérience de l’homme en question, le général de corps d’armée Alexandre Dvornikov, mais plutôt le fait que les Russes disposent d’un état-major de commandement unique pour coordonner les opérations et tenter d’atteindre un seul objectif opérationnel précis et apparemment réaliste, au lieu de trois, en concurrence les uns avec les autres, dans le Nord, le Sud et l’Est.

La Russie cherche désespérément à combler ses pertes considérables, qui représentent déjà près de 20 % de ses forces. Un effort qui ne changera pas grand-chose. Les conscrits et les réservistes rappelés il y a peu ne seront pas prêts avant des mois. Quoi qu’il en soit, les Russes vont masser des moyens formidables, et leurs lignes de ravitaillement étant désormais plus courtes et mieux organisées, ils seront peut-être à même d’éviter certaines des erreurs désastreuses qu’ils ont commises jusqu’à présent dans ce conflit.

Ils devraient être en mesure, et c’est tout aussi important, de mettre en œuvre leur aviation de façon plus efficace, étant plus proches de leurs bases et de leur couverture antiaérienne. Les événements de ces dernières semaines ont cependant montré que la théorie n’est pas d’une grande aide pour qui veut évaluer de quoi sont capables les défenses antiaériennes ukrainiennes. Au bout du compte, l’armée russe a toujours été et reste très puissante dans le domaine de l’artillerie, cette arme qu’elle surnomme *“le dieu rouge de la guerre”*.

Les forces russes font face à des défenseurs ukrainiens déployés dans plusieurs saillants – des zones entourées sur trois côtés par les séparatistes et les troupes de Moscou. L’histoire militaire montre que ces saillants offrent la possibilité d’enfermer l’ennemi dans des “poches”. Les spécialistes en évoquent les exemples les plus connus, comme les saillants d’Ypres (1914-1918), de Verdun (1916), de Koursk (1943), ou encore la bataille des Ardennes (1944-1945)

Les Russes s’efforcent de sonder les défenses ukrainiennes pour ensuite percer et encercler ces saillants, afin de prendre les Ukrainiens au piège et les annihiler grâce à leur avantage en matière d’artillerie et d’aviation, ou à tout le moins les contraindre à se replier. Les séparatistes soutenus par Moscou avaient mené une telle opération avec succès, quoique à une échelle relativement modeste, lors de la bataille de Debaltseve, en février 2015, où l’artillerie avait eu un effet dévastateur.

Airs conditionnants. Selon les analystes militaires américains, dans leur tentative d’encerclement, les Russes devraient tout d’abord attaquer les positions ukrainiennes dans le saillant de Sievierodonetsk, en particulier autour de la ville de Sloviansk, avec une offensive éventuelle en direction de Dnipro, un important nœud routier et de communication, afin de prendre le contrôle de toute la région à l’est du Dniepr. Le commandant en chef ukrainien, le général Valéri Zaloujniy, et son état-major sont parfaitement au courant de tout cela. Les Russes rêvent de rapides batailles d’anéantissement. Ils vont se retrouver pris dans une guerre d’usure. Les généraux ukrainiens sont tout à fait conscients des risques d’encerclement, ils en ont fait l’amère expérience. Ils ont démontré qu’ils étaient capables de flexibilité et de capacité d’innovation tactique, des qualités nécessaires dans ce genre de bataille. Mieux encore, ils savent ce qui se prépare. La reconnaissance et la surveillance aérienne et spatiale de l’Otan, de même que les propres moyens de l’Ukraine dans le domaine du renseignement, permettront d’éviter toute attaque surprise.

Avec l’aide occidentale, qui se poursuit et s’accroît, l’Ukraine devrait pouvoir mieux que les Russes supporter une guerre longue. Le soutien de l’Otan jouera un rôle crucial, en consolidant les unités blindées des défenseurs, ce qui leur permettra de contre-attaquer et de reprendre du terrain. Mais l’essentiel est de conserver un contrôle relatif des airs, et c’est pourquoi il est absolument vital de préserver et de renforcer le réseau de défense antiaérienne.

En dépit des avantages de la Russie en matière de technologie et de matériel, les forces ukrainiennes vont continuer à exploiter les graves faiblesses chroniques de Moscou dans la logistique et le ravitaillement.

Enfin, conformément à l’une des règles les plus incontournables de la guerre, pour réussir, tout assaillant doit être trois fois supérieur en nombre. Une supériorité dont ne jouissent guère les forces ébranlées de la Russie. Il existe des exceptions à cette guerre du trois contre un – comme la guerre du Golfe de 1991, quand la coalition emmenée par les États-Unis, bien commandée et équipée, avait annihilé une armée irakienne plus nombreuse et qui → 32

Vu du Royaume-Uni

L’HORLOGE TOURNE

“Le manque de temps est l’ennemi du soldat.” Ce *“vieil adage militaire”* s’applique parfaitement à la situation actuelle, assure **The Daily Telegraph**. Dans le sillage de la déroute russe aux abords de Kiev, plus d’une vingtaine de bataillons *“se trouvent actuellement en phase de reconstitution de l’autre côté de la frontière, en Biélorussie”*. Une telle opération prend généralement plusieurs semaines, explique le quotidien britannique. *“Seulement, Vladimir Poutine n’a pas le temps. Le président souhaite probablement que le Donbass tombe avant le 9 mai, date anniversaire de la victoire contre le nazisme.”* De nouvelles troupes ont été envoyées mi-avril directement depuis la Russie, *“mais s’il s’agit de conscrits mal préparés, leur utilité sera minime”*. *The Daily Telegraph* évalue à 50 000 le nombre de soldats russes sur place actuellement, contre 40 000 du côté ukrainien. Bien loin *“du ratio de 3 contre 1 qu’on dit décisif dans ce type de conflit”*.

↖ **Un habitant de Marioupol ramasse des bouteilles plastique, le 16 avril.** *Photo Sergei Bobylev/Tass/Sipa USA*

“Ce sera char contre char”

●●● Ne renvoyons pas les chars au garage trop vite. Souvent considérés comme dépassés face aux nouvelles technologies de l’armement, ces véhicules blindés entrés en service pour la première fois en 1915 pourraient jouer un rôle majeur dans la bataille du Donbass. *“Là-bas, le terrain est idéal, en partie plus découvert que dans le nord de l’Ukraine”*, où les tanks russes avaient souffert, analyse Richard Barrons dans l’hebdomadaire **The Sunday Times**. *“Les Ukrainiens en ont pris un certain nombre et comptent aujourd’hui plus de chars qu’au début de la guerre. Ce sera donc char contre char, dans un conflit sans merci, à l’échelle industrielle, un exemple de ce à quoi ressemble une guerre ‘existentielle’ entre États, même au XXIe siècle”*, prédit cet ancien général de l’armée britannique, reconverti en spécialiste des questions de défense. *“Mais la bataille va aussi montrer comment ils doivent évoluer en devenant notamment plus légers.”*

Un article à retrouver en intégralité sur notre site.

31 ← avait l'expérience du combat. Dans de tels cas, les attaquants compensent largement leur infériorité numérique par la qualité de leur entraînement, de leur planification, et par les composants essentiels au moral que sont la cohésion et la motivation.

Au printemps 2022, en Ukraine ce sont les défenseurs qui peuvent largement compter sur ces facteurs-là, face à une armée russe handicapée par des problèmes chroniques de corruption endémique, de professionnalisme et d'entraînement, qui la rendent apparemment incapable de mener des opérations complexes. Ces problèmes sont toujours là, et il ne suffira pas de modifier le commandement ou les priorités opérationnelles pour les résoudre.

LA RUSSIE POURRAIT MISER SUR L'ESCALADE À L'AIDE D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE : DES OGIVES TACTIQUES NUCLÉAIRES OU DES SUBSTANCES CHIMIQUES.

Mais surtout, les ravages qu'ont causés dans ses rangs les forces armées ukrainiennes ont décimé ses effectifs et son matériel, et sapé son moral. La nouvelle bataille a déjà commencé. Il est vain, en réalité, de vouloir en prédire l'issue, même les généraux qui s'affrontent n'en ont aucune idée. Il est fort possible que le sort de l'armée russe ait déjà été scellé dans ce qui sera probablement un conflit de longue durée.

Il reste envisageable que la Russie choisisse l'escalade à l'aide d'"armes de destruction massive" sous une forme ou une autre – qu'il s'agisse d'ogives nucléaires tactiques ou d'armes chimiques. Il a été avancé qu'à Marioupol les Russes auraient déjà eu recours à ces dernières. Si cette information se vérifiait, cela prouverait que la Russie est prête à avoir recours à quelque chose d'encore pire si elle redoute de subir une humiliation militaire totale en Ukraine.

—Frank Ledwidge
Publié le 12 avril

Avocat de formation et ex-membre des services de renseignements de l'armée britannique, Frank Ledwidge a écrit plusieurs ouvrages sur la guerre, dont *Losing Small Wars : British Military Failure in Iraq and Afghanistan* (Yale University Press, 2011, non traduit).

Dernière minute

La réaction russe ne s'est pas fait attendre après la rencontre, le 24 avril à Kiev, du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, et du ministre de la Défense, Lloyd Austin, avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, Moscou a mis en garde dès le lendemain contre le risque *"réel"* de Troisième Guerre mondiale. *"Le danger est grave. […] On ne peut pas le sous-estimer"*, a jugé le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dans un long entretien à la télévision publique. Le chef de la diplomatie russe a également dénoncé les livraisons occidentales d'armes sophistiquées, de véhicules blindés et de drones de pointe à l'Ukraine, disant y voir une provocation destinée à prolonger le conflit plutôt qu'à y mettre fin.

20 000

mercenaires en provenance de Syrie, de Libye et d'ailleurs ont été déployés par Moscou sur le front du Donbass, à en croire un officiel européen cité par **The Guardian.** *"Ce sont des fantassins. Ils n'ont ni équipement lourd ni véhicules"*, explique ce responsable. Le groupe Wagner aurait rapatrié en Ukraine l'ensemble de ses hommes combattant en Libye. Par ailleurs, les services de renseignements ukrainiens ont affirmé le mois dernier que *"Moscou a[vait] conclu un accord avec le chef de guerre Khalifa Haftar pour obtenir des soldats libyens"*.

"NOUS N'AVONS AUCUN INTÉRÊT À ARRÊTER MAINTENANT"

VU DE RUSSIE **Création d'un protectorat, expansion au-delà du Donbass… Qu'est-ce que Moscou attend de l'offensive à l'Est ? Pour le comprendre, nous avons traduit les points de vue de deux analystes, l'un nationaliste, l'autre conservateur, parus dans ce quotidien russe.**

—Moskovski Komsomolets *Moscou*

Vladimir Poutine a défini l'objectif principal de l'opération militaire en Ukraine comme étant celui de *"venir en aide aux habitants du Donbass, au peuple du Donbass"*. Est-ce que pour autant la mission sera considérée comme accomplie dès lors que les républiques séparatistes s'étendront jusqu'à la frontière des régions de Donetsk et de Louhansk ? Comme nous pouvons le constater, les autorités ukrainiennes, qui jusqu'à récemment aspiraient à des négociations et un accord de paix, sous la pression de leurs partenaires américains et britanniques, ne veulent à nouveau plus entendre parler d'un quelconque traité. Or il ne peut y avoir de statu quo sans accord.

À l'époque, les traités Minsk 1 [2014] et Minsk 2 [2015] ont été signés parce que les combattants séparatistes de Louhansk et Donetsk étaient parvenus à encercler les troupes ukrainiennes dans des "chaudrons". Cette fois aussi, les autorités ukrainiennes se sont montrées plus conciliantes lorsque les troupes russes étaient aux portes de Kiev.

Que se passera-t-il lorsque les milices séparatistes et les troupes russes occuperont la totalité du territoire des régions de Louhansk et Donetsk : une célébration de la victoire ou une simple pause ? Deux experts livrent leur opinion sur l'avenir de l'opération militaire russe.

Egor Kholmogorov
[essayiste et militant nationaliste] :
"Il est impossible de libérer les républiques populaires de Donetsk et de Louhansk sans incursion dans d'autres régions d'Ukraine. Une fois que tous les territoires qu'il faut occuper a minima pour libérer l'ensemble du Donbass auront été investis, ce serait une erreur de s'en retirer. Aujourd'hui, des structures orientées vers la Russie s'y développent déjà, une vie normale reprend et il est évident que celle-ci serait remplacée par la terreur si l'Ukraine y revenait. Par conséquent, je pense que les régions étroitement associées à la notion de Novorossia* et situées sur la rive gauche du Dniepr finiront sous protectorat russe d'une manière ou d'une autre.

OPINIONS

Quant à la suite des événements, beaucoup dépendra de la politique que mèneront les autorités ukrainiennes. Leur stratégie est tellement incohérente que je crains que la Russie ne doive poursuivre l'opération jusqu'à la déconstruction complète de ce régime politique. D'autant que l'Occident empêchera les autorités ukrainiennes de mener toute négociation à bien avec la Russie. Les États-Unis et l'UE le prouvent en déclarant que ce qu'il faut c'est une victoire militaire sur la Russie et que la guerre doit se poursuivre jusqu'au dernier Ukrainien.
Dans ces circonstances, nous n'avons aucun intérêt à arrêter maintenant, car cela ne ferait que nous créer des problèmes à l'avenir."

Sergueï Markov
[politologue conservateur, ancien député] :
"Nul ne sait quelles mesures prendra la Russie après avoir libéré les territoires des républiques populaires de Donetsk et Louhansk. Cela relève du secret d'État. Nous ne connaissons pas non plus le contenu du plan initial, et c'est normal. Aujourd'hui, nous ne pouvons que supposer quel était ce plan. Les actions de la Russie auraient dû provoquer la fuite du gouvernement ukrainien, tandis que les militaires [ukrainiens] auraient pris le pouvoir. Une forme d'accord

avait été passé avec certains d'entre eux. Cela aurait dû conduire à la formation d'un nouveau gouvernement favorable à la Russie. Nous ne savons pas non plus sur quelles bases se serait appuyée la souveraineté ukrainienne dans ce cas. Ce plan a échoué. Zelensky est toujours au pouvoir, et vraisemblablement contre sa volonté [le Kremlin considère que le président ukrainien exécute les directives de Washington]. Les responsables des forces armées ukrainiennes n'ont pas osé prendre le pouvoir et sont finalement restés fidèles au régime.

Actuellement la conception des choses est différente : il est primordial d'écraser les forces armées les plus importantes en nombre et les mieux équipées d'Ukraine, qui sont concentrées dans le Donbass. Tout dépendra de l'évolution de l'opération dans ce secteur. Si les forces russes parviennent à vaincre l'armée ukrainienne dans le Donbass dans un délai d'un mois à un mois et demi, la libération du reste de l'Ukraine pourra se poursuivre avec l'appui des combattants séparatistes de Louhansk et Donetsk. Devrait s'ensuivre une forme de refonte politique. De type Novorossia ou d'Ukraine fédérale ? La question reste ouverte.

Le projet politique à venir est ici tributaire de la stratégie militaire. Or les facteurs à prendre en compte sont nombreux. Premièrement, le régime de Kiev n'est pas autonome, se trouvant sous le contrôle des Britanniques et des Américains. Deuxièmement, il ne s'agit pas uniquement d'une opération militaire, mais d'une lutte pour la population. Pour le droit d'éteindre la télé de l'autre et d'allumer la sienne. Dans ce domaine, nous sommes très en retard et peu offensifs. Il n'existe toujours pas de chaîne spécialisée pour les citoyens ukrainiens prorusses.

Un autre scénario, quasiment le plan américain, est également envisageable. Les combats continuent. La Russie libère complètement les républiques populaires de Donetsk et Louhansk, tandis qu'en territoire ukrainien se forme une entité antirusse intraitable. Enfin, autre option : les républiques populaires de Donetsk et Louhansk, la région de Kherson et la région de Zaporijjia s'unissent et fournissent à la Russie un corridor terrestre vers la Crimée, lui permettant également de prendre le contrôle du canal de Crimée du Nord [le contrôle de ce canal est stratégique pour la Russie car il est censé alimenter en eau la Crimée et a été bloqué dès 2014 par Kiev]."

—Propos recueillis par Viktor Nikolaïev

Publié le 12 avril

* Novorossia, ou Nouvelle Russie, est une notion historique et politique complexe. Elle renvoie à un vaste territoire conquis par l'Empire russe face à l'Empire ottoman à la fin du XVIIIe siècle et intégré plus tard à la république socialiste soviétique d'Ukraine à la création de l'URSS. Il s'étend, à partir de la Crimée, approximativement et a minima entre les rives de la mer d'Azov et le Dniepr, jusqu'à Kherson côté ukrainien, et englobe le Donbass. À partir de 2014, les républiques séparatistes autoproclamées de Donetsk et de Louhansk se sont emparées de ce concept comme projet politique de reconstitution d'une entité russe.



* *RMD République moldave du Dniestr (ou Transnistrie), autoproclamée et indépendante de facto.*

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE NEW YORK TIMES", INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW), "LE MONDE"

Sur le front, **une situation tendue**

VU D'UKRAINE **Frappes et opérations militaires se multiplient dans le sud et l'est du pays alors que le secrétaire d'État américain a fait une visite éclair à Kiev.**

Selon les autorités de Kiev, l'offensive russe, déclenchée à partir du 18 avril, bat désormais son plein. D'après l'état-major des forces armées ukrainiennes, cité par l'hebdomadaire **NV.ua**, Moscou aurait *"pour objectif de détruire le groupement des forces conjointes [nom donné en Ukraine aux troupes de Kiev déployées dans le Donbass], de prendre le contrôle des oblasts de Donetsk et Louhansk, et d'établir un couloir terrestre entre les territoires mentionnés et la Crimée occupée"*.

Depuis le début de cette nouvelle phase de la guerre, les médias ukrainiens signalent une recrudescence des frappes et des opérations militaires dans tout le sud et l'est du pays. Comme le rappelle le quotidien en ligne **Oukraïnska Pravda**, *"des tirs d'artillerie continuent de viser les alentours de la ville de Kharkiv"*, *"à Louhansk, tout l'oblast [la région administrative] est sous le feu des Russes"*, des tirs sont signalés *"à Donetsk sur toute la ligne de front"*, *"à Marioupol, pas de changement. La ville est bloquée. Les militaires ukrainiens tiennent toujours l'usine d'Azovstal."* Dans le Sud, *"la situation est tendue dans la région de Kherson"*, qui se trouverait *"à la limite de la catastrophe humanitaire"*, tandis que dans l'oblast de Mykolaïv, *"des tirs ont provoqué des incendies dans plusieurs villages"*.

Mais du point de vue de Kiev, l'événement le plus important reste sans doute la visite éclair que le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, et le ministre de la Défense, Lloyd Austin, ont rendue au président Volodymyr Zelensky le 24 avril, rapporte *NV.ua*. Jugée *"très productive"* par Lloyd Austin, la rencontre, qui a duré *"près de trois heures"*, a principalement porté sur la poursuite de livraisons d'armes américaines, une aide cruciale alors que l'Ukraine fait face à cette nouvelle offensive russe. S'exprimant le lendemain depuis la Pologne, Blinken a affirmé que *"la Russie s'[était] avant tout fixé comme objectif d'asservir l'Ukraine et de la priver de sa souveraineté, de son indépendance – elle a échoué"*.

—Courrier international

REVUE DE PRESSE

SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Dans le Donbass, Poutine cherchera à "écrire un nouveau chapitre de l'héroïsme russe" Pour nourrir son récit, le maître du Kremlin a besoin d'*"une glorieuse victoire"*, écrit la ***Frankfurter Allgemeine Zeitung***. C'est pourquoi l'offensive dans l'est de l'Ukraine pourrait être *"brutale et impitoyable"*.

L'ENTRAÎNEMENT DISCRET MAIS EFFICACE DE L'OTAN

VU DES ÉTATS-UNIS **Depuis 2014, l'armée ukrainienne s'est métamorphosée avec l'aide de l'Alliance. Ce qui lui offre un avantage face à des troupes russes qui appliquent de vieux schémas tactiques.**

—The Wall Street Journal *(extraits)*
New York

Quand le lieutenant de la Garde nationale ukrainienne Andriy Koulich prend des forces russes en embuscade, c'est l'armée canadienne qu'il remercie. L'été dernier, les Canadiens ont formé la Brigade de réaction rapide du lieutenant Koulich au combat urbain, à la tactique sur le terrain et à la médecine sur le champ de bataille. Cet exercice faisait partie des nombreuses manœuvres menées ces dernières années avec des troupes canadiennes, britanniques, roumaines, et de la Garde nationale de Californie.

Cette formation s'inscrit dans une campagne discrète menée par des pays de l'Otan, et qui a abouti à une métamorphose de l'armée ukrainienne, du simple soldat au ministère de la Défense et aux responsables parlementaires. C'est l'une des raisons, et non la moindre, pour lesquelles les habiles forces militaires ukrainiennes ont surpris le monde entier en repoussant une armée d'invasion beaucoup plus nombreuse et mieux équipée.

Grâce à des cours, à des exercices et à des manœuvres qui ont impliqué au moins 10 000 hommes chaque année pendant plus de huit ans, l'Otan et ses membres ont aidé ce pays assiégé à passer de structures de commandement rigides de type soviétique à des normes occidentales, où l'on apprend aux soldats à penser en pleine action. Pour déconcerter les envahisseurs russes comme ils le font aujourd'hui, les camarades de combat du lieutenant Koulich *"appliquent clairement les procédures qu'ils ont apprises lors de leur formation avec l'Otan"*, commente-t-il.

Si elle n'a jamais été secrète, l'aide occidentale n'était pas officiellement mise en avant pour éviter de provoquer la Russie. Elle est également restée discrète, car elle représentait une source précieuse de renseignements pour les États-Unis et leurs alliés. L'Ukraine est en guerre ouverte avec des séparatistes soutenus par la Russie dans l'est du pays depuis des années, ce qui fait que Kiev aligne certains des soldats les plus expérimentés d'Europe. Leur connaissance du front les a rendus particulièrement réceptifs aux formations de l'Otan – et a permis aux officiers de l'Alliance d'entrevoir à quoi pouvait ressembler un affrontement avec la Russie.

Quand Moscou est passé à l'attaque, le 24 février, l'entraînement des forces ukrainiennes était très étendu, au point que même si au moins huit pays de l'Otan y participaient, une grande partie de la formation sur le terrain était effectuée par des instructeurs ukrainiens. Pour les officiers de l'Otan, c'était la preuve que l'Ukraine avait intériorisé leur enseignement. *"La leçon qu'il faut en tirer, c'est qu'un soutien qui se développe sur plusieurs années a un impact significatif"*, déclare le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg.

"ÇA MARCHAIT DANS LES DEUX SENS : NOUS APPRENIONS D'EUX EN MÊME TEMPS QU'EUX APPRENAIENT DE NOUS."

Liam Collins, ANCIEN OFFICIER DES FORCES SPÉCIALES AMÉRICAINES

Les unités des forces spéciales ukrainiennes sont le fer de lance de cette rénovation militaire intégrale. Les conseillers de l'Otan ont importé des concepts novateurs pour une armée de type soviétique, comme le contrôle des forces armées par des civils, un corps d'inspecteurs professionnalisé, des audits externes et des spécialistes de la logistique. Au lieu de mettre l'accent sur le nombre de soldats et d'armes, les conseillers de l'Otan ont enseigné le concept du développement de capacité, dans le cadre duquel les commandants fixent des objectifs et veillent à disposer des troupes et des armes nécessaires pour les atteindre.

Cette approche implique qu'un plus grand rôle soit attribué aux officiers subalternes et aux sous-officiers : des hommes d'expérience qui se voient confier des postes d'autorité, et qui servent de maillons essentiels entre les généraux et les troupes sur le terrain. Les pays de l'Otan ont en outre aidé les chefs militaires ukrainiens à adopter une approche dite du commandement de mission, où les officiers généraux et supérieurs établissent des objectifs, puis confient la prise de décision au reste de la chaîne de commandement en dessous d'eux, parfois même jusqu'aux simples soldats.

Méthode stalinienne. Dans l'approche soviétique, que la Russie continue le plus souvent d'appliquer, les officiers supérieurs donnent des ordres que les soldats ne sont presque pas autorisés à discuter ou à adapter. D'après le lieutenant Koulich, cette formation est doublement efficace parce que les Ukrainiens connaissent la pensée militaire soviétique. *"Les Russes ont recours à leur tactique habituelle, qui n'a pas vraiment changé depuis l'époque de Staline"*, dit-il. Ils commencent par des salves d'artillerie. *"Puis ils balancent des masses de chair à canon pour prendre nos positions"*, ajoute-t-il en faisant référence aux soldats russes. Les Ukrainiens, en revanche, sont flexibles et imprévisibles. *"Nous semons le chaos dans leurs rangs"*, explique-t-il.

C'est en toute discrétion que le travail visant à développer ces compétences a commencé en 2008. La Russie venait d'envahir la Géorgie, poussant l'Otan à inviter vaguement cette dernière et l'Ukraine à rejoindre ses membres. Pour Kiev, la déroute des forces ukrainiennes face à la Russie, en 2014, a eu l'effet d'un électrochoc. Petro Porochenko, alors président, a

À la une



LA GUERRE PAR PROCURATION DES ÉTATS-UNIS

"American job : voilà pourquoi les États-Unis ne veulent pas que la guerre en Ukraine se termine." C'est avec ce titre provocateur, accompagné d'une image d'Ursula von der Leyen derrière des barreaux aux couleurs du drapeau américain, que **TPI Internazionale** fait la une de son édition du 15 avril. Pour l'hebdomadaire italien orienté à gauche, Joe Biden mènerait *"une guerre par procuration"* en Ukraine. Le conflit, qui lui permet de souder l'Otan, serait dans son intérêt, électoralement, mais pas dans celui de l'Union européenne. Selon le titre, celle-ci devrait mener une politique indépendante de celle des États-Unis et rechercher la paix à tout prix.



ordonné que l'armée se transforme et a ainsi stimulé les efforts de l'Otan. Les officiers occidentaux se sont intéressés à un site d'entraînement militaire de plus de 380 kilomètres carrés à Yavoriv, à une quinzaine de kilomètres à l'est de la frontière entre l'Ukraine et la Pologne. Preuve de l'importance qu'a fini par acquérir Yavoriv, à la mi-mars, la zone a été visée par une frappe de missiles russes qui a tué 35 personnes.

En 2014, la priorité absolue était d'aider les troupes ukrainiennes à se battre contre les supplétifs de la Russie à l'est. L'Otan a assuré des formations dans le domaine de la médecine du champ de bataille, des plans d'urgence dans le domaine civil, et de la lutte contre la guerre hybride russe, des drones au piratage des téléphones portables. Des manœuvres orchestrées chaque année par l'armée américaine à Yavoriv, baptisées Rapid Trident, ont permis aux troupes ukrainiennes de s'exercer avec des forces venues de près d'une dizaine d'autres pays.

Il n'était pas rare que les soldats ukrainiens, après un déploiement sur le front, appliquent leur expérience durant les manœuvres et qu'ils la partagent avec leurs formateurs. De même, les troupes ukrainiennes qui utilisaient des armes occidentales pour se battre dans le Donbass pouvaient en dire plus sur leur comportement et comment les soldats les utilisaient au combat. *"Ça marchait vraiment dans les deux sens,* raconte le colonel Liam Collins, ancien officier des forces spéciales américaines. *Il n'y a pas de doute : nous apprenions d'eux en même temps qu'eux apprenaient de nous."*

L'an dernier, alors que la menace russe s'aggravait, le rythme de la formation militaire s'est accéléré. Le commandant britannique Bill Ross, responsable de l'entraînement terrestre en Ukraine d'octobre 2021 à février 2022, a fait au plus vite pour familiariser les soldats ukrainiens avec les missiles antichars NLAW que Londres leur expédiait. *"Ces formations, nous les avons littéralement effectuées tous les trois ou quatre jours, un cours, et un autre, et un autre",* décrit le commandant Ross. L'idée, précise-t-il, était que même si quelques centaines de soldats seulement étaient formés directement, ils pourraient ensuite transmettre leur entraînement à d'autres.

L'équipe du commandant Ross était sous les ordres du Commandement ukrainien des forces conjointes, qui avait dressé un plan défensif pour contrer une invasion russe. La dernière fois qu'il a vu les graphes des militaires ukrainiens qui présentaient leur stratégie, en février, des flèches rouges s'y enfonçaient dans le pays de tous les côtés, sauf depuis l'ouest. Mais les Ukrainiens avaient un plan. *"Ce plan, c'est le leur,* conclut le commandant Ross. *Nous, nous avons apporté notre aide."*

—Daniel Michaels, Max Colchester, Oksana Grytsenko
Publié le 13 avril



↙ Un Ukrainien participe à Rapid Trident : un exercice militaire conjoint avec les États-Unis et d'autres pays de l'Otan, non loin de Lviv, en septembre 2021. *Photo Yuriy Dyachyshyn/AFP*

HÉSITATION ALLEMANDE

Doit-on livrer des armes lourdes aux Ukrainiens? La question est au cœur des débats allemands. Le chancelier Olaf Scholz a annoncé le 19 avril qu'il ne puiserait pas dans les réserves de la Bundeswehr, mais financerait l'achat, par l'Ukraine, de matériel militaire directement auprès des fabricants. Berlin s'engage aussi à soutenir les livraisons de certains pays européens, en remplaçant les stocks livrés. Mais sa position est jugée trop timorée, y compris au sein du gouvernement. *"La polémique masque un conflit sur la portée réelle du tournant historique [annoncé en février]",* selon la **Süddeutsche Zeitung.** En décidant de livrer des armes classiques et d'augmenter le budget militaire, Scholz a changé l'orientation de la politique étrangère du pays, mais il hésite à aller plus loin. *"Il garde un œil sur la ligne rouge, probablement extrêmement fluctuante, de Vladimir Poutine."*

Vu de Turquie

La Russie a perdu la main

●●● Retrait des troupes russes de la région de Kiev, avalanche de sanctions contre Moscou, dont l'effet se fera de plus en plus sentir si le conflit s'éternise, livraisons d'armes à l'Ukraine : Moscou a durablement perdu la maîtrise du conflit, estime le quotidien turc progouvernemental **Sabah.** Les Russes pensaient atteindre facilement l'objectif stratégique de toute guerre : faire perdre à l'adversaire la volonté de se battre. Mais, loin de conquérir Kiev, ils ne sont même pas parvenus à l'encercler totalement, souligne *Sabah*. Quant au renversement de Zelensky, c'est l'objectif inverse qu'ils ont atteint, en en faisant un héros. Désormais, la Russie n'est plus en mesure de décider seule de la fin de la guerre. L'Ukraine a perdu dix villes, son accès à la mer est déjà coupé [par l'hégémonie de la flotte russe en mer Noire et en mer d'Azov], mais elle engrange davantage de soutien chaque jour qui passe. Dorénavant, mieux vaut donc regarder ce que font l'Occident et Zelensky plutôt que ce que fait la Russie. Les Russes ont commencé une guerre, mais ils en ont perdu l'initiative.

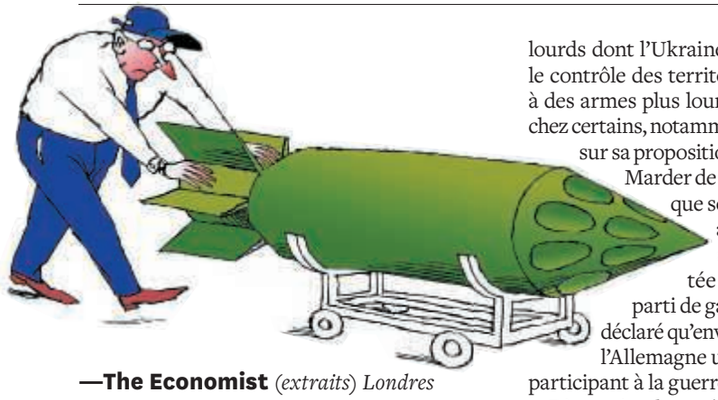
Vu de Hongrie

Vers un nouveau Berlin-Ouest?

●●● *"Ni la Russie ni l'Ukraine ne seront les mêmes qu'avant la guerre",* avance un éditorial de **Magyar Nemzet** réagissant à l'offensive de Moscou dans le Donbass. Selon le quotidien conservateur hongrois, la bataille pour son contrôle *"pourrait être la clé de tout le conflit".* Poutine *"n'aurait jamais imaginé"* devoir *"ferrailler des mois"* contre l'Ukraine, mais *"souhaite présenter un succès militaire lors de la fête nationale du 9 mai",* affirme le journal. D'où son vœu de *"conquérir la région qui s'étend de la Crimée jusqu'au Donbass en passant par Marioupol".* La conquête de tout le Donbass est *"plus réaliste que marcher dans Kiev ou Kharkiv".* Lorsque les hostilités s'achèveront, la moitié occidentale de l'Ukraine *"pourrait devenir un satellite de l'Otan et de l'Union européenne",* telle une *"réplique moins clinquante de Berlin-Ouest",* tandis que sa part orientale *"serait au diapason de Moscou",* prédit *Magyar Nemzet*.

Le défi d'intervenir sans entrer en guerre

VU DU ROYAUME-UNI **Les alliés de l'Ukraine tentent de tenir une ligne fragile : aider le pays sans causer un conflit frontal avec la Russie.**



← *Dessin de* **Tiounine** *paru dans* **Kommersant,** *Moscou.*

—The Economist *(extraits) Londres*

En temps de guerre, 1 milliard d'euros est vite dépensé. C'est le montant de l'aide militaire supplémentaire à l'Ukraine que l'Allemagne a annoncé le 15 avril, ce qui adoucira peut-être les critiques reprochant au pays de ne pas avoir envoyé de chars.

Cette enveloppe financière fait partie des promesses de plusieurs pays, qui se sont engagés à fournir des armements lourds. Deux jours plus tôt, les États-Unis ont promis une aide complémentaire de 800 millions de dollars [740 millions d'euros], notamment des hélicoptères et des véhicules blindés de transports de troupes. Le Royaume-Uni envoie des véhicules blindés de patrouille et des missiles antinavires, et la République tchèque a déjà livré des lance-roquettes mobiles et des chars T-72. La Slovaquie, qui a déjà envoyé un système antiaérien S-300, a déclaré qu'elle y ajouterait peut-être des avions de chasse MiG-29, un modèle soviétique que les pilotes ukrainiens maîtrisent.

Début mars, les États-Unis ont refusé une offre comparable de la Pologne, qui voulait fournir des MiG-29, de crainte que cela provoque des représailles russes puis entraîne l'Otan dans la guerre. Emmanuel Macron a été explicite : selon lui, si des armements lourds étaient envoyés, la Russie pourrait qualifier l'Otan de *"cobelligérant"*, c'est-à-dire partie prenante du conflit et donc une cible légitime au titre des lois de la guerre. Les États-Unis déclarent maintenant qu'ils n'ont pas d'objection à la proposition slovaque.

Au tout début du conflit, les alliés de l'Ukraine lui ont surtout livré des armes de petit calibre et des missiles portatifs antichars et antiaériens. Il est certain maintenant que la guerre s'éternisera, ces alliés sont aujourd'hui prêts à fournir des équipements complexes qui nécessitent des mois d'entraînement. Les crimes de guerre russes les ont aussi convaincus de livrer les armements lourds dont l'Ukraine a besoin pour reprendre le contrôle des territoires occupés. Le passage à des armes plus lourdes est source d'angoisse chez certains, notamment en Allemagne, revenue sur sa proposition de fournir des véhicules Marder de combat d'infanterie, après que son ministère de la Défense a indiqué ne pas en avoir assez à donner. La députée Sahra Wagenknecht, du parti de gauche radicale Die Linke, a déclaré qu'envoyer ces véhicules ferait de l'Allemagne un *"Kriegsteilnehmer"* ("un participant à la guerre").

D'un point de vue historique, ces inquiétudes semblent infondées. Pendant la guerre du Vietnam, des dizaines d'avions américains ont été abattus par les avions de chasse que le Vietnam du Nord avait obtenus de l'Union soviétique. Le pays avait aussi reçu un nombre colossal de chars, missiles et pièces d'artillerie de ses mécènes soviétiques et chinois. Les deux camps craignaient que cette guerre par procuration dégénère en un conflit direct opposant deux puissances nucléaires, mais ça n'a jamais eu lieu. Cette fois, c'est la Russie qui attaque un État plus petit dont les forces armées sont équipées et formées par les États-Unis et leurs alliés de l'Otan. La Russie a averti l'Otan qu'elle était susceptible de mener des frappes contre les pays qui équipent ou aident les forces ukrainiennes, et a même sous-entendu qu'elle n'exclurait pas les armes nucléaires.

"FOURNIR DES ARMES, MÊME LOURDES, NE SUFFIT PAS À ENGAGER UN PAYS. IL FAUT UNE PARTICIPATION PLUS DIRECTE AUX OPÉRATIONS MILITAIRES."

Adil Haque, PROFESSEUR DE DROIT

Sous l'angle du droit international, les spécialistes estiment que la position russe est sans fondement. *"Fournir des armes, y compris des armements lourds, ne suffit pas à engager un pays dans un conflit armé. Il faut qu'il y ait une participation plus directe aux opérations militaires"*, explique Adil Haque, professeur à la faculté de droit de l'université Rutgers et auteur de *Law and Morality at War* [*"Droit et moralité en temps de guerre"*, inédit en français].

Il n'en a pas toujours été ainsi. Au moment de son élaboration, en Europe, au début du XVIIe siècle, le droit international imposait une neutralité stricte aux États souhaitant se tenir à l'écart des conflits. Ils devaient négocier avec les deux camps sans distinction. En vendant des armes à un seul belligérant, ou en le privilégiant dans leurs échanges commerciaux, un État non directement impliqué dans un conflit risquait de transformer ses propres bateaux en cible de choix.

Persuasion limitée. Ce principe de neutralité a vu le jour à une époque où la guerre était communément admise comme étant un instrument de pouvoir. La situation a évolué avec la signature du pacte Briand-Kellogg en 1928 : ce texte interdisait aux États d'en attaquer un autre en l'absence d'agression – un principe ensuite inscrit dans la Charte des Nations unies. D'après cette dernière, chaque État dispose d'un droit de légitime défense, et peut s'associer à d'autres pays pour l'exercer de manière collective. Les membres de l'organisation peuvent donc apporter leur soutien militaire aux États victimes d'agression, ou imposer des sanctions à l'agresseur, sans pour autant se départir de leur neutralité dans le conflit.

Il faudrait des actes encore beaucoup plus forts pour que les États deviennent cobelligérants, explique Michael Schmitt, de l'académie militaire de West Point, aux États-Unis. Le fait que l'Allemagne fournisse des armes à l'Ukraine ne fait pas d'elle une partie prenante du conflit avec la Russie, car *"il n'y a pas d'actes de guerre entre ces deux pays"* – leurs soldats ne s'entretuent pas.

De nombreux experts estiment toutefois que les définitions juridiques de la neutralité et de la cobelligérance sont insignifiantes. Si Vladimir Poutine renonce à attaquer les convois de livraison d'armes de l'Otan, ce ne sera pas grâce à la force de persuasion de la jurisprudence internationale. De même, il serait naïf de croire que le président russe fera preuve de retenue parce que les Occidentaux ne livrent que des missiles portatifs à l'Ukraine – qui tuent quand même ses soldats. *"Si le Kremlin décide d'y voir une provocation et d'attaquer l'Otan, il le fera, que nous ayons fourni des chars à l'Ukraine ou non"*, analyse Claudia Major, du think tank allemand SWP, spécialisé dans les relations internationales et la sécurité.

Pour autant, on ne peut pas rejeter les aspects juridiques de la cobelligérance : ils permettent d'éviter que les conflits ne dégénèrent en guerres nucléaires. En refusant d'envoyer des soldats en Ukraine, les États-Unis et les autres membres de l'Otan soulignent qu'une telle manœuvre ferait d'eux des protagonistes du conflit. Pour Adil Haque, ces principes juridiques permettent de tracer des lignes rouges entre puissances nucléaires : *"Les Américains se servent des règles du droit international pour faire comprendre à la Russie qu'ils s'approchent d'une ligne rouge clairement établie, mais ne la franchiront pas. Je pense que Moscou comprend le message, mais Poutine essaiera quand même de remettre en cause l'interprétation américaine de ces règles et de définir ses propres limites – indépendamment du droit international – pour servir ses intérêts."*—

Publié le 17 avril

Contrepoint

WASHINGTON COBELLIGÉRANT ?

Dans les colonnes d'**Asia Times**, l'analyste James W. Carden gage que *"les États-Unis sont, et* [le] *sont depuis un certain temps, cobelligérants dans la guerre* [d'Ukraine]". Les États-Unis ont en effet, le 13 avril, octroyé 800 millions de dollars [740 millions d'euros] d'aide militaire au pays. Dès mars, Washington admettait avoir *"constamment partagé des renseignements qui incluent des informations que les Ukrainiens peuvent utiliser pour informer et développer leur réponse militaire à l'invasion de la Russie"*, selon les mots de la porte-parole de la Maison-Blanche Jen Psaki, tels que rapportés par **Reuters**. Or, l'administration Biden affirme toujours que *"les options militaires en Ukraine ne sont pas sur la table – faisant écho à la position répétée de Biden de ne pas vouloir déclencher la Troisième Guerre mondiale"*, note l'analyste, ex-conseiller auprès du Département d'État sous Obama.



← Le 5 avril, des familles attendent un train à la gare de Kramatorsk pour fuir cette ville du Donbass. *Photo Fadel Senna/AFP*

"ICI, LE NOMBRE DE SOUTIENS DE LA RUSSIE S'EST EFFONDRÉ"

Dans les zones du Donbass contrôlées par l'Ukraine, les huit années de conflit, couplées à l'offensive russe depuis février, ont écorné la popularité de Moscou, relève ce journal britannique.

—The Observer *Londres*

La ville de Kramatorsk [160 000 habitants avant la guerre] a l'air déserte. Seuls restent ouverts quelques supermarchés, restaurants et hôtels. Les vitrines des commerces sont protégées par des planches de bois. Bon nombre d'habitants ont quitté leurs immeubles pour rejoindre des maisons dans les villages alentour, où ils se sentent plus en sécurité.

Les rares passants déambulent, indifférents, en apparence du moins, au rugissement régulier des obus tirés sur la ville.

La guerre de la Russie en Ukraine entre dans une nouvelle phase, concentrée sur la région orientale du Donbass, et par ici les populations ne prennent plus aucun risque. Selon les maires de la région que nous avons interrogés, environ 70 % des habitants ont quitté la région depuis février et le début de l'offensive russe.

REPORTAGE

Le Donbass contrôlé par l'Ukraine est cerné au nord, à l'est et au sud par les forces russes. Selon les autorités ukrainiennes, l'objectif de Moscou est d'encercler le territoire en coupant les lignes d'approvisionnement à l'ouest.

Depuis 2014, les forces soutenues par les Russes tiennent environ un tiers de la région. La Russie s'attendait à rallier la population, majoritairement russophone, à ses volontés d'expansion. Mais huit ans de conflit, et plus encore les huit dernières semaines, ont considérablement écorné sa popularité.

"Le nombre de soutiens des Russes s'est effondré", confirme Oleksiy Youkov, qui dirige les Tulipes noires, une ONG qui depuis 2014 travaille à l'identification et au rapatriement des victimes des deux camps.

La région de Kramatorsk est longtemps restée calme, raconte-t-il. Jusqu'à l'offensive de février, Oleksiy Youkov n'avait constaté aucune augmentation sensible du nombre de corps à collecter. Depuis, lui et son équipe ont vu grossir le nombre de victimes civiles. Ce sont eux qui ont récupéré 52 des 58 corps des personnes mortes le 8 avril quand un missile russe est tombé sur la gare de Kramatorsk. *"Mais il y a encore des prorusses. Certains n'aiment pas l'Ukraine, et ils ne savent même pas pourquoi. Leurs explications sont vides de sens,* juge Youkov.

Quelqu'un peut se faire tuer sous leurs yeux sans raison, cela n'y change rien. Ils veulent continuer de croire ce qu'ils croient. La propagande arrive toujours jusqu'à eux, et l'Ukraine ne l'a pas suffisamment combattue ces huit dernières années."

Le maire de Kramatorsk, Oleksandr Goncharenko, estime que le siège de Marioupol, dans la région de Donetsk, et la catastrophe humanitaire qui l'accompagne en ont fait basculer plus d'un: *"Si en 2014 la ville était prorusse, disons à 60 %, je pense qu'aujourd'hui on n'est plus qu'à 15 %."* Comme de nombreux acteurs politiques au Donbass, Goncharenko représentait un parti ukrainien prorusse. Il dit avoir infléchi sa pensée après la *"trahison"* de l'Ukraine par celui qui était le président du pays, Viktor Ianoukovitch, en 2014. Pour lui, il n'y aura pas de *"république populaire de Donetsk"* à Kramatorsk: Goncharenko prendra les armes si sa ville est occupée.

Crise d'identité. À Sloviansk, une ville voisine et plus proche du front, le maire, Vadym Lyakh, dit avoir reçu de nombreux appels et messages des Russes lui offrant, à lui et à sa famille, un logement et la sécurité s'il changeait de camp. Il a fait la sourde oreille: les Russes ne promettaient pas la sécurité aux habitants de Sloviansk.

Vadym Lyakh était conseiller municipal quand, en 2014, les forces séparatistes prorusses ont pris sa ville: il les avait alors accueillies à bras ouverts, il avait même voté pour la création de la république populaire de Donetsk. Il n'a guère envie de revenir sur le sujet aujourd'hui. *"Selon moi, il n'y a aucune différence entre Kramatorsk, Sloviansk et Kiev. C'est l'Ukraine, et la société n'acceptera pas de devenir une partie de la Russie"*, affirme-t-il.

Dans le Donbass contrôlé par les Ukrainiens, la plupart des habitants ont bien vu que les conditions de vie étaient meilleures en Ukraine que dans les républiques soutenues par la Russie fondées en 2014.

Quand Vadym Lyakh est arrivé à Sloviansk pour y faire ses études, en 1995, l'identité n'était pas un sujet. *"À l'époque, toutes nos villes étaient ukrainiennes, aucune question ne se posait. C'est dans les années 2000 que des hommes politiques ont commencé à se déchirer autour de notre région."*

Dans la région de Louhansk, à Kreminna [tombée aux mains de l'armée russe le 18 avril], des dizaines d'habitants font leurs valises.

"La plupart des gens d'ici attendent les soldats russes, explique Viktoria Slobodyansk, 61 ans, professeure d'anglais à la retraite et engagée volontaire dans l'armée ukrainienne. *Les gens n'entendent que ce qu'ils veulent. Ils pensent qu'ils vivraient bien mieux s'ils étaient en Russie. Moi, c'est ce qui a fini par me convaincre de quitter Kreminna."*

"Ce ne sont pas les bombardements qui me font peur, poursuit-elle. *Depuis Boutcha et Hostomel, c'est des soldats russes que j'ai peur."*

—Isobel Koshiw et Ed Ram
Publié le 17 avril

Repères

LA BATAILLE DES RESSOURCES

"Le Donbass est une région riche en mines d'où l'on extrait du charbon et du fer. On trouve aussi ici de nombreux métaux rares, composants précieux des produits de haute technologie." Comme le fait remarquer le journal italien **Il Fatto Quotidiano,** outre les objectifs "idéologiques", l'offensive dans le Donbass répond aussi à une logique économique.

La Repubblica rappelle aussi que ce territoire regorge de réserves de lithium, mais aussi *"de cobalt, de chrome, de tantale, de niobium, de béryllium, de zirconium et de scandium"*. Des métaux essentiels pour produire des fibres optiques et des catalyseurs.

À ces ressources s'ajoute l'importance stratégique du port de Marioupol (où se trouve l'énorme complexe sidérurgique d'Azovstal), qui permet de consolider la mainmise russe sur les gisements de gaz offshore de la mer d'Azov. Dans cette région du Donbass, on trouve également du gaz de schiste encore peu exploité.



Les deux régions constituant le Donbass

Parties du Donbass contrôlées par des séparatistes prorusses et érigées en deux républiques autoproclamées depuis 2014



← Des soldats de la milice de la république autoproclamée de Donetsk dans le village de Granitnoye. *Photo Ilya Pitalev/Sputnik/SIPA*

Opération séduction dans le Donbass occupé

Pour gagner le cœur des populations des villes et villages conquis, les Russes installent de nouveaux symboles et leur propre État providence. Une intense propagande sans grand succès pour l'instant.

–Limes *(extraits) Rome*

"Welcome to the URSS!" lance en riant un soldat de la milice populaire de la république populaire autoproclamée de Donetsk, l'armée prorusse qui épaule les troupes du Kremlin dans le Donbass. Visage creusé par le froid et les fatigues de la guerre, kalachnikov à l'épaule, il bivouaque avec une centaine de frères d'armes, dans le centre de Hranitne, village perdu dans les steppes de l'Ukraine orientale, à une soixantaine de kilomètres au sud de Donetsk.

Depuis huit ans, Hranitne est une zone frontalière entre les territoires contrôlés par Kiev et ceux des séparatistes prorusses. Le 28 février, elle est passée sous le contrôle des troupes de Moscou qui, à peine arrivées, ont entrepris de la conquérir militairement. Mais aussi symboliquement.

Immédiatement, les drapeaux ukrainiens ont été remplacés par des drapeaux russes. Quant aux symboles du gouvernement de Kiev, dessinés sur le monument de la place centrale, ils ont été maculés de peinture. Au-dessus, une main a écrit en grosses lettres *"CCCP"* : l'acronyme russe d'"Union des républiques socialistes soviétiques". Car la nostalgie du communisme et le nationalisme impérial panrusse sont les deux mamelles de l'expansion russe vers l'ouest. En particulier dans les républiques de Donetsk et de Louhansk, qui sont encore officiellement indépendantes de la fédération de Russie.

REPORTAGE

Sur une place située à l'entrée de Hranitne, un groupe de villageois se presse devant des fourgonnettes arrivées de Donetsk et de la fédération. On y distribue des colis alimentaires et des biens de première nécessité. Les couleurs du drapeau russe sont bien visibles sur de nombreux cartons, et une des camionnettes porte les symboles du parti de Poutine, Russie unie. *"Nous sommes de la section donetskienne de Russie unie et nous sommes là pour aider nos compatriotes qui vivent dans ce village"*, explique leur porte-parole, une jeune femme blonde, tandis qu'elle organise la file de personnes qui reçoivent de la nourriture.

"Monde russe". Officiellement actif depuis plusieurs années dans les deux républiques séparatistes, le parti Russie unie est en train de prendre racine dans les territoires du Donbass que la Russie conquiert. Le président de la république [autoproclamée] de Donetsk, Denis Pouchiline, est d'ailleurs lui-même un membre du parti. Il ne cache pas ses affinités idéologiques avec Vladimir Poutine et n'a de cesse de mettre en avant, en public comme en privé, le concept de *Rousskii Mir,* ou "Monde russe". À savoir l'idée selon laquelle il existe un seul et unique peuple russe, quelles que soient les nationalités qui figurent sur les passeports. Un peuple qui a en commun une langue, une culture et la religion orthodoxe.

"La Russie a manqué à notre peuple pendant trente ans, depuis la fin de l'Union soviétique", déclarait Denis Pouchiline fin février, lors d'un événement où il a remercié le Kremlin pour son intervention militaire. À Hranitne, les activistes du parti se vantent d'ailleurs ouvertement de vouloir *"propager l'idéologie"* du *Rousski Mir* à travers le Donbass. Objectif : poser les bases d'une installation permanente de la Russie dans ces territoires. Les stratèges de Moscou veulent que le Donbass fasse partie intégrante de l'espace géopolitique russe, et ce, quel que soit l'État auquel il sera officiellement rattaché.

Pendant ce temps-là, sur les routes usées et défoncées qui traversent les steppes de l'Ukraine de l'Est, les chars du Kremlin progressent vers l'ouest. Beaucoup arborent des drapeaux rouges avec le marteau et la faucille, ou bien aux couleurs russes, ou encore avec un profil d'ours. Certains, aussi, portent les bannières de l'empire tsariste qu'ils hissent ensuite dans les villes et les villages conquis, en signe d'annexion ou, comme disent les Russes, de *"réunification"*.

L'avancée des troupes de Moscou dans le Donbass, bien que lente et laborieuse, s'accompagne de la diffusion des symboles, des discours et du système social du Kremlin. L'objectif des autorités russes est de conquérir ainsi les esprits et les cœurs de ces populations.

À côté des fourgonnettes de Hranitne, par exemple, des activistes prorusses installent des stands où l'on peut échanger de la monnaie

SOURCE

LIMES
Rome, Italie
Mensuel 25 000 ex.
temi.repubblica.it
Fondée en 1993, cette revue géopolitique de référence publie des numéros monographiques. Dirigée par Lucio Caracciolo, éditorialiste à *La Repubblica,* et Michel Korinman, elle appartient au groupe **L'Espresso.**

ukrainienne contre des roubles. D'autres stands permettent aux villageois de s'enregistrer pour obtenir des aides sociales : avant tout des allocations et des pensions de retraite versées par Moscou et la république de Donetsk en remplacement de celles qui, quelques jours plus tôt, étaient encore versées par le gouvernement de Kiev. Les aides russes sont généralement plus généreuses, comme en témoignent presque tous les bénéficiaires. Lorsqu'on les interroge sur la *"période ukrainienne"*, comme on l'appelle dans cette partie du pays, les villageois se plaignent avant tout du coût de la vie, que les Russes promettent de réduire.

À ce stade, difficile de distinguer la propagande de l'aide sociale et humanitaire. Toutefois, les populations des territoires du Donbass qui se font peu à peu annexer réagissent à l'arrivée des Russes avec une manifeste apathie, une sorte de détachement froid. Si elles acceptent les aides du Kremlin, elles ne se laissent cependant guère aller à des élans patriotiques ou à des effusions sentimentales. La majorité n'exprime aucune préférence pour l'un ou l'autre camp. Pour presque tous, la priorité est de vivre en sécurité, sous l'autorité d'un seul gouvernement, et non avec deux régimes distincts comme c'est le cas depuis 2014.

Car, ici, dans le Donbass, l'image que l'on se fait de la guerre est très différente de celle qui existe dans d'autres régions de l'Ukraine. Contrairement à ce qui se passe à Kiev, Kharkiv ou Lviv, dans ce territoire, les gens se sont habitués à vivre dans une constante situation de crise pendant ces huit dernières années. Un laps de temps au cours duquel les bombardements entre les deux fronts n'ont jamais vraiment cessé.

"LA RUSSIE A MANQUÉ À NOTRE PEUPLE PENDANT TRENTE ANS, DEPUIS LA FIN DE L'UNION SOVIÉTIQUE."

Denis Pouchiline, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUTOPROCLAMÉE DE DONETSK

Les manifestations de patriotisme prorusse sont rares, mais celles d'hostilité envers la Russie aussi, alors qu'elles enflamment d'autres parties du pays. Tout cela donne l'impression qu'il y a peu de place pour l'idéologie et que, si les populations locales sont souvent disposées à accepter les aides de Moscou, c'est avant tout pour survivre. C'est une question pratique. Un pragmatisme exempt de toute russophilie.

Les références à la Grande Guerre patriotique [la Seconde Guerre mondiale] et à la victoire de l'Armée rouge contre les nazis occupent une place centrale dans les discours russes d'aujourd'hui. Les rues de Donetsk et de nombreuses autres villes du Donbass sont tapissées d'affiches représentant les milices prorusses actuelles à côté de soldats soviétiques de la Seconde Guerre mondiale. *"Nous avons gagné en 1945, nous vaincrons aussi aujourd'hui"*, lit-on sur l'une d'elles.

Cette vision des choses est activement diffusée par des groupes d'agitateurs venus de Moscou et actuellement installés à Donetsk, qui appartiennent au Parti national-bolchévique de l'écrivain Édouard Limonov. Mais aussi par des activistes du mouvement culturel eurasiatique dont le nationaliste russe Alexandre Douguine est le maître à penser.

L'annexion de la Crimée, considérée comme le retour de la région au sein de sa patrie de toujours, joue également un rôle important dans le discours russe officiel. Ce qui s'est passé en mars 2014 est présenté comme l'intégration favorable à l'économie d'une région qui bénéficie d'investissements. Le modèle reproductible dans d'autres parties de l'Ukraine russophone d'une *"réunification"* avec Moscou qui ne comporterait que des avantages.

—Luca Steinmann

Publié le 4 avril

Dans la base des Tchétchènes fidèles à Poutine

●●● C'est l'un des acteurs les plus mystérieux de cette guerre très médiatisée. Aux côtés de l'armée régulière de Moscou et de celles des séparatistes des républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk, des miliciens tchétchènes se battent eux aussi contre l'armée de Kiev. Pour le quotidien italien **La Repubblica,** le journaliste indépendant Luca Steinmann, auteur de l'article ci-contre, s'est rendu dans leur base, près de Melitopol, dans le sud de l'Ukraine, pour rencontrer ces troupes *"considérées comme des combattants intrépides dont la mission principale est d'anéantir la résistance à Marioupol"*. Longues barbes, drapeaux à l'effigie de Kadyrov, l'autocrate tchétchène, et kalachnikov au poing, cette armée parallèle est accusée d'avoir commis *"de graves violations des droits de l'homme"*.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Reportages, analyses, témoignages… suivez en ligne, au quotidien, les dernières évolutions de la guerre en Ukraine relatées par la presse étrangère.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR.

Sinon rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/vpc
ou appelez-nous au : 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



Comment ça va, les Français ?

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation? Qu'est-ce qui nous divise? La France racontée par la presse étrangère.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50 €*

Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50 €*



Best of 2021

Les plus beaux reportages, les enquêtes les plus surprenantes de la presse étrangère, et les photos qui ont marqué l'année.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50 €*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022.
** Frais de port en sus en fonction du produit.*
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co

Environnement..44
Signaux 45

Les chaussures moches qui valaient 3 milliards

Mode. L'américain Deckers Outdoor a bâti un empire en exagérant la tendance revendiquant le droit à la laideur.



—Bloomberg Businessweek (*extraits*)
New York

Il suffit d'un coup d'œil sous les tabourets, chez Doris, pour se rendre compte que la tendance aux antipodes du chic est loin d'avoir faibli. Assis dans le patio de ce bar à cocktails de Brooklyn éclairé à la bougie, un branché à moustache vêtu d'une veste fluo tout droit sortie des années 1980 est pieds nus dans ses claquettes. Un autre ajuste ses sabots. Shiv, la barmaid de 24 ans qui arbore tatouages, frange et cheveux décolorés, explique que ses habitués adorent les chaussures moches. En été, ils déambulent en Birkenstock, en sandales Teva multicolores ou en Crocs compensées. Quand l'hiver approche, ils sortent les modèles fourrés. *"J'ai l'impression que les trucs moches finissent toujours par être branchés"*, avance-t-elle.

Le droit à la laideur – une mode qui méprise la beauté au profit de l'affirmation de soi – n'a rien de nouveau, mais ces deux années de gueule de bois collective ont libéré nos pieds de leurs talons, escarpins, mocassins et autres ballerines et intensifié notre goût immodéré pour les chaussures confortables. Les modèles pas franchement sexy, répondant aux nécessités orthopédiques, destinés aux surfeurs ou aux coureurs, s'affichent désormais dans les réunions Zoom, les défilés de mode et à peu près tous les endroits branchés.

Chamallows perforés. Il y a presque une surenchère dans la laideur. Les Adidas Yeezy Foam Runner à 80 dollars qui ressemblent à des chamallows perforés sont en rupture de stock. Les chaussons en fausse fourrure Koolaburra ne sont pas du meilleur goût. Les nouvelles Converse, croisement improbable d'une basket et d'une botte de pluie, ont l'air d'avoir été plongées dans du goudron. Balenciaga a mis des talons aux Crocs. *"La mode, comme l'art, aime remettre en cause les canons esthétiques plutôt que de chercher à satisfaire des convenances esthétiques,* explique [la psychologue] Carolyn Mair, autrice de *The Psychology of Fashion* ["La psychologie de la mode", 2018, non traduit en français]. *Si la mode est un art, alors la laideur y a toute sa place.*"

Les champions de la tatane hideuse ont largement récolté les bénéfices de cette tendance culturelle. Les actions de Crocs ont atteint des records l'année dernière, et l'entreprise [américaine] prévoit de doubler son chiffre d'affaires pour atteindre 5 milliards de dollars [3,7 milliards d'euros] d'ici quatre ans. En avril 2021, [l'allemand] Birkenstock a été racheté par un fonds d'investissement détenu par LVMH, la plus grande entreprise de luxe du monde, dans une opération qui aurait valorisé la société à 4,9 milliards de dollars.

Mais un troisième acteur moins connu a navigué tout aussi habilement sur la vague du moche. Depuis près de cinquante ans, [l'américain] Deckers Outdoor a bâti sans bruit un empire de la godasse affreuse de plusieurs milliards de dollars.

Son cheval de bataille, ce sont les Ugg, ces bottillons en mouton fourrés que tout le monde s'arrache, de Tom Brady, le joueur de football américain sept fois vainqueur du Superbowl, aux mamans branchées de Long Island. Plus récemment, Koolaburra a lancé la tendance de la sandale en fourrure à bout ouvert, tandis que Sanuk propose des mocassins en chanvre tout confort que ne renieraient pas les fans de Grateful Dead [un groupe de rock psychédélique]. Aucune de ces marques ne peut cependant rivaliser avec Hoka, les chaussures de courses aux imposantes semelles qui ne ressemblent à rien mais sont aussi performantes que des Nike. Cette marque est désormais celle qui affiche la croissance la plus rapide [de Deckers], avec un chiffre d'affaires qui a augmenté de 47 % au dernier trimestre 2021 par rapport à la même période l'année précédente.

> **"Si la mode est un art, alors la laideur y a toute sa place."**
>
> **Carolyn Mair,** PSYCHOLOGUE

Deckers, qui s'attend à un chiffre d'affaires de 3 milliards de dollars [2,8 milliards d'euros] pour l'exercice fiscal [clos à la fin de mars 2022] et dont toutes les marques affichent une croissance insolente, règne désormais sur tous les recoins de l'univers du laid. Dans le monde capricieux des tendances, sa conception du *comfort wear* [mode confortable et rassurante] se rapproche presque de la haute couture.

Au siège de Deckers, à Goleta, petite ville balnéaire de la Californie du Sud, il y a plus de chaussures que de salariés : des bottes Ugg cavalières bizarres en daim, des baskets Teva en similicuir, un mur entièrement recouvert de baskets Hoka dans toutes les couleurs de l'arc-en-ciel pour un effet psychédélique. Alors qu'il nous fait visiter le studio de création, Dave Powers, PDG depuis six ans, remarque un bottillon Ugg à la semelle compensée. Il le retire de l'étagère, l'inspecte avec désapprobation. Sans doute va-t-il rejoindre les innombrables modèles qui ne passeront pas le stade du prototype. Il ressemble trop à des chaussures normales, dit-il. Entendez : "Il est trop joli".

L'équipe de Dave Powers est moins à l'aise avec l'adjectif "moche" que le patron. La présidente de Hoka, Wendy Yang, préfère dire que *"la beauté est dans les yeux de celui qui regarde"*. Andrea O'Donnell [à la tête du



← Des invités à l'événement "Feel House" organisé par la marque Ugg à West Hollywood, en Californie, le 31 mars dernier. *Photo Stefanie Keenan/Getty Images pour Ugg.*

département Mode et lifestyle d'Ugg jusqu'en septembre 2021] explique que la laideur ne figure pas au cahier des charges des designers.

Dave Powers, casquette de base-ball vissée sur la tête et Hoka bleu et blanc aux pieds, estime que la banalité est la seule chose que sa société ne peut pas se permettre. Chaque marque a ses produits phares, mais à chaque saison ses designers ont la permission de se lâcher, une partie des collections étant réservée à la recherche de la prochaine trouvaille. L'entreprise met à profit ses 145 boutiques pour tester les nouveautés afin de ne pas avoir à convaincre les détaillants d'accepter ses modèles délirants sans garantie de succès. Dave Powers affirme : *"Le terme 'moche' ne me dérange pas : en gros ça veut dire qu'on n'est pas comme les autres, qu'on est original. Ce n'est pas idéal, mais il y a un côté intéressant."*

Les premières chaussures commercialisées par Deckers Outdoor ne présentaient guère d'intérêt : c'étaient des tongs à semelles multicolores. Les deux fondateurs, Doug Otto et Karl Lopker, ont commencé à les vendre à Santa Barbara, au début des années 1970, aux surfeurs qui voulaient des sandales flashy pour la plage. Déjà à l'époque, l'entreprise avait su déceler les premiers signes de l'engouement pour le moche. Dans tout le pays, les hippies se pâmaient pour les sandales orthopédiques à semelles en liège Birkenstock, une entreprise fondée en 1774 par un cordonnier allemand et qui, presque deux cents ans plus tard, avait trouvé son public aux États-Unis.

Au début des années 1980, les cadres de Deckers ont eu vent de Teva, une sandale créée par un guide du Grand Canyon qui avait attaché un bracelet de montre à une tong. Après quelques années, Deckers a obtenu la licence de la marque et s'est mis à les fabriquer et à les vendre avec succès. En 1994, quand l'équipe olympique américaine a porté des Ugg aux Jeux d'hiver de Lillehammer, en Norvège, Deckers a racheté la marque pour moins de 15 millions de dollars. Les Ugg n'ont vraiment décollé qu'en 2000, quand elles se sont retrouvées dans la liste des choses préférées d'Oprah Winfrey [star des médias et des talk-shows], puis ont pris leur envol pour devenir les chaussures préférées des stars d'Hollywood hors des plateaux. En 2002, alors que le contrat de licence de Teva arrivait à échéance, Deckers a décidé de miser sur la marque en la rachetant à son fondateur pour 62 millions de dollars.

Cette acquisition coïncide avec l'apparition de nouvelles venues qui se révéleront essentielles dans ce secteur en plein boom : les Crocs, ces sabots en résine synthétique apparus lors d'un salon nautique en Floride. Du jour au lendemain, l'archétype du ringard devient la quintessence de la branchitude nonchalante. En 2012, la styliste britannique Phoebe Philo crée ses propres sandales de style Birkenstock doublées de vison pour son défilé Céline. Marc Jacobs et Prada dévoilent des modèles très inspirés des Teva en 2014. C'est la rencontre de la haute couture et du basique.

Au cours de cette période, Deckers, saisi d'une frénésie de rachats, fait l'acquisition d'une demi-douzaine de marques. Si Sanuk, Hoka et Koolaburra valaient le coup, il apparaît rapidement que l'entreprise a vu trop grand. *"Nous avions un certain nombre de marques prometteuses et d'autres qui n'allaient jamais décoller"*, commente Dave Powers.

Vache à lait. Lorsque Dave Powers devient PDG, la société est en difficulté. Elle a ouvert trop de magasins, acheté trop de marques, mal réparti les stocks, et elle peine à trouver de nouveaux clients. Ses dirigeants se reposent sur la vache à lait Ugg, dont les ventes plafonnent. En 2017, les dépenses de Deckers dépassent son chiffre d'affaires. *"Ç'a été un choc"*, explique Dave Powers, qui avait travaillé chez Converse, Timberland et Gap. Des investisseurs activistes exigent une vente ou une fusion, ainsi qu'une refonte du conseil d'administration, accusant la direction de *"sous-performance chronique"*. Powers élabore alors une stratégie assez classique de redressement sur trois ans : consolider les opérations, vendre les marques les moins lucratives, fermer les magasins peu rentables.

Puis, dans un ultime effort pour faire le buzz, Deckers tente un coup de marketing, au paroxysme de la laideur. Il inflige à la chaussure son pire affront, en croisant les bottillons Ugg et les sandales Teva. Le premier modèle est une Ugg ouverte et aérée, l'autre une sandale avec un coussinet en peau de mouton sur le coup de pied. Personne n'a jamais compris à quoi ils pouvaient servir. Ils sont ouverts, donc peu indiqués pour le froid. Mais ils sont fourrés, donc trop chauds en été. Pourquoi cette création absurde ? C'était voulu, admet Powers. *"C'était plus moche que prévu, mais je me disais qu'il fallait faire un coup d'éclat."* Le déluge médiatique ne se fait pas attendre, parmi lequel ce mémorable titre de *Cosmopolitan* : *"Teva et Ugg ont sans doute créé les chaussures les plus moches de tous les temps."*

Avec les Crocs, l'archétype du ringard devient la quintessence de la branchitude.

Depuis, Ugg tire profit de cette stratégie expérimentale. Ses designers partent du modèle de base, puis le déclinent à l'infini. En 2018, ils présentent la Fluff Yeah, une sandale à bout ouvert fourrée dotée d'une épaisse sangle élastique au talon. Après un test réussi sur un public restreint à Los Angeles, Deckers lance cette ligne, qui se vend maintenant aux côtés de marques haut de gamme. L'année dernière, avec le retour des sabots, les designers de Ugg imaginent une nouvelle version de leur sabot originel, en exagérant ses proportions. Mais la première version, un sabot à plateforme avec un énorme contour de cheville tressé et une quantité ridicule de résine pour la semelle (*"un monstre"*, selon Helene Frain, designer chez Ugg), était allée trop loin, même pour eux. La mule Tazz, qui a fait ses débuts à l'automne dernier, se vend dans des boutiques haut de gamme, est devenue virale sur TikTok et a été repérée aux pieds de célébrités comme [le mannequin] Gigi Hadid.

La Hoka est sans doute le pari sur le bizarre le plus lucratif de l'entreprise. Conçue en France par un coureur de trail de haut niveau et un designer français (aujourd'hui à la tête de la recherche-développement de Deckers), la chaussure de course à semelle surdimensionnée a connu une ascension improbable sur le marché concurrentiel de la chaussure de course, dominé par Nike et Adidas. L'arrivée de la Hoka a coïncidé avec la folie de la Balenciaga Triple S, une énorme basket à 1 000 dollars adoptée par les fashionistas de Tokyo à Paris en 2018. Au lieu d'essayer d'améliorer l'esthétique de Hoka, Deckers a choisi de faire passer cette chaussure, culte pour les coureurs de l'extrême, comme le modèle unisexe idéal, indémodable et indispensable en toute occasion. En 2021, Hoka a devancé Ugg pour devenir la marque la plus rentable de Deckers. Et elle continue de prendre des parts de marché à Nike.

Comme toutes les marques qui ont précédé Hoka l'ont appris à leurs dépens, même les tendances les plus laides de la mode finissent par faner. Deckers travaille donc son endurance. Pour Teva, dont les ventes ont fait un bond de 66 % l'été dernier, on peut tout tenter pour conserver un style frais. La marque vient de sortir des sandales avec chaussettes intégrées. *"Si vous prenez la première sandale Teva, la première botte Ugg, la première Hoka, elles étaient toutes moches*, assure Dave Powers. *Genre, vraiment moches."*

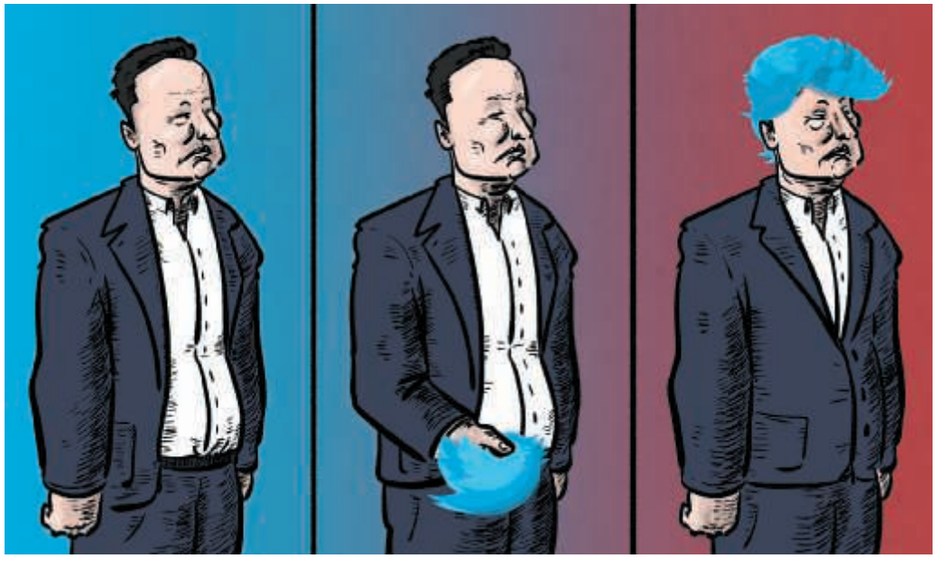
—Kim Bhasin
Publié le 3 février

SOURCE

BLOOMBERG BUSINESSWEEK
New York, États-Unis
Hebdomadaire, 316 000 ex.
businessweek.com
Créé quelques semaines avant le krach en septembre 1929, le magazine des affaires *Business Week* est resté pendant quatre-vingts ans dans le giron de l'éditeur américain McGraw-Hill. Au début des années 2000, ses revenus publicitaires s'effondrent et le titre devient déficitaire. L'hebdomadaire est racheté en 2009 par le groupe Bloomberg, qui le rebaptise.

Elon Musk prend le risque de se payer Twitter

Internet. En devenant l'unique propriétaire du réseau social, le milliardaire américain défend la liberté d'expression tout en brisant la culture de la Silicon Valley, explique le quotidien de Wall Street.



↙ *Dessin d'***El Rosso,** *Italie.*

—The Wall Street Journal *New York*

Elon Musk, dont on connaît l'amour des fanfaronnades sur les réseaux sociaux, s'est jadis autoproclamé *"technomonarque"* de Tesla. Peut-être endossera-t-il maintenant un rôle comparable chez Twitter? Après deux semaines de flirt mêlant l'amour et la haine, Twitter a accepté, le lundi 25 avril, son offre de rachat pour un montant de 44 milliards de dollars [41 milliards d'euros].

C'est un pari risqué pour Elon Musk, qui se dit capable de révéler le potentiel du réseau social – ce que ne feraient pas ses actuels dirigeants. La proposition financière annoncée à la mi-avril comporte, selon le *Wall Street Journal*, un investissement personnel de 21 milliards de dollars. Ce qui représente environ 10 % de sa fortune, d'après les estimations du magazine *Forbes*. Musk gage aussi sa dette sur un tiers de ses parts dans [son entreprise de véhicules et de batteries électriques] Tesla.

ÉDITO

Ce n'est pas tous les jours qu'un homme d'affaires richissime fait un tel pari. *"La transaction proposée prévoit une prime en espèces, et nous sommes convaincus que c'est la meilleure voie pour les actionnaires de Twitter"*, a déclaré son président. Elon Musk a proposé 54,30 dollars par action; avant l'annonce, l'action de Twitter évoluait autour de 39 dollars. Le conseil d'administration de l'entreprise a d'abord été sur le point de refuser et de choisir la stratégie dissuasive dite de la "pilule empoisonnée". Puis, Elon Musk a fait part de son plan de financement et contacté les principaux actionnaires pour leur présenter son argumentaire.

Si Elon Musk réussit à trouver un meilleur équilibre sur le terrain de la modération, alors peut-être a-t-il raison d'évoquer le potentiel caché de Twitter. La direction actuelle de l'entreprise n'a pas tort d'affirmer que la majorité des internautes sur les réseaux sociaux ne veulent pas être inondés quotidiennement de faux comptes russes, de propagande djihadiste, de harcèlement toxique, etc. Il en va de même pour les annonceurs, qui représentent 90 % des revenus de Twitter. Pourtant, les seigneurs tout-puissants de la Silicon Valley ont décidé qu'ils voulaient être les arbitres de la liberté d'expression sur des sujets politiques comme le dérèglement climatique et les origines du Covid.

Rodéo. Le relâchement de la modération sur Twitter devrait inciter à plus de participation et faire hurler en toute logique les progressistes. Le nouveau patron pourrait commencer par briser l'apparente monoculture présente au siège social de Twitter, à San Francisco, et peut-être déménager l'entreprise au Texas, comme il l'a fait pour Tesla. Combien de développeurs chez Twitter ont déjà assisté à un rodéo? Elon Musk pourrait aussi mener des changements plus fonctionnels, comme allonger les tweets. Lundi [25 avril], il a annoncé vouloir *"améliorer le produit grâce à de nouvelles fonctionnalités"* et *"l'authentification de tous les êtres humains"* [pour mettre fin à l'anonymat].

Les superlatifs employés pour évoquer le rachat de Twitter sont tout à la fois surprenants et hilarants. Elon Musk *"ressemble de plus en plus à un super-vilain tout droit sorti d'un film"*, commente le site *Axios*. Une ancienne PDG du réseau social Reddit appelle à une nouvelle réglementation gouvernementale pour *"empêcher les riches de contrôler [les] canaux de communication"*. La tribune est publiée par le *Washington Post*, propriété du très nécessiteux Jeff Bezos.

"J'espère que mes adversaires les plus acharnés resteront sur Twitter, a tweeté Elon Musk lundi, *car c'est ce qu'implique la liberté d'expression."* En voilà un super-vilain! Lors d'une conférence ce mois-ci, il a paru réfléchir à la possibilité d'autoriser tout message conforme à la loi. La semaine dernière, il semblait plus modeste : *"Les règles d'utilisation d'une plateforme de réseau social sont bonnes,* a-t-il tweeté, *si 10 % des utilisateurs d'extrême gauche et d'extrême droite sont également mécontents."*

Qu'est-ce que cela signifie concrètement? Elon Musk est-il conscient de se fourrer dans un guêpier? Sa vision deviendra-t-elle réalité? Qui sait. Quoi qu'il en soit, il sera fascinant de le voir tenter de briser la culture progressiste de la Silicon Valley.—

Publié le 25 avril

Réactions

La liberté d'expression gagnera-t-elle au change ?

●●● Alors qu'Elon Musk se présente comme le *"défenseur absolu de la liberté d'expression"*, son rachat de Twitter fait craindre le pire. Déjà, note le **Guardian,** les *"spéculations vont bon train"* concernant le retour sur le réseau social de Donald Trump, exclu après l'assaut du Capitole, en janvier 2021 – *"quand bien même ce dernier a balayé cette éventualité"*. L'argument de la libre parole masque difficilement ce que les associations de défense des droits numériques voient comme une *"prise de pouvoir"* par le patron de Tesla et de SpaceX. Pour le **Los Angeles Times,** *"la vérité, c'est que la* 'défense absolue de la liberté d'expression' *n'existe pas en tant que telle dans le monde réel"*. *"Twitter n'a jamais été le lieu d'une parole rationnelle et nuancée"*, note l'éditorialiste du **New York Times.** Lâcher les brides de la modération ne rendra pas le réseau social *"meilleur, mais bien plus toxique"*. Et le quotidien d'appuyer : *"Ses dirigeants estiment apparemment que la meilleure chose qui puisse arriver à leur plateforme est de passer aux mains d'un homme qui s'en sert pour discréditer ses détracteurs, se moquer du physique d'autrui, contourner les règles des marchés financiers et faire du racolage incessant pour les cryptomonnaies."* Elon Musk *"ne sait tout simplement pas de quoi il parle"* en matière de modération, assène Charlie Warzel dans **Galaxy Brain,** l'infolettre spécialisée de **The Atlantic.** Être propriétaire de Twitter pourrait bien *"se révéler un cauchemar logistique ennuyeux"*. Même Jeff Bezos *"est déjà en train de tester"* les velléités de son concurrent dans l'espace en *"trollant"*, constate **The Verge.** En ce qui concerne les intérêts de Tesla en Chine, le fondateur d'Amazon demande, faussement naïf : *"Le gouvernement chinois vient-il d'obtenir un peu d'influence sur la place publique?"* Slavoj Zizek, dans le quotidien allemand **Die Welt,** parle d'une *"erreur fatale"* du prétendu *"sauveur de la liberté d'expression"*. Ce rachat fait croire que seule la propriété privée *"peut garantir la liberté et la démocratie"*. Dans cette *"liberté des dominants"* que défend le nouveau patron de Twitter, nous ne sommes libres que *"dans un ordre hiérarchique spécifique"*.

Courrier international






Analyser
les points de vue de l'étranger sur la France

Comprendre
l'actualité du monde

Bénéficier
des différents éclairages sur l'histoire

Apprendre
en puisant dans les meilleures sources d'information

Débattre
des grandes questions qui agitent le monde

10,75 € PAR MOIS au lieu de ~~18,23 €*~~

VOTRE ABONNEMENT COMPREND :

1 an (52 numéros)



+



l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** *sur tous vos supports numériques.*

+



EN CADEAU

6 hors-séries de *Courrier international*
si vous optez pour le prélèvement

Valeur 51 €*

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

RCO22BA1643

☐ **Oui, je profite de cette *Offre liberté*** pour **10,75 €** par mois au lieu de ~~18,23~~ €*
et je recevrai ***en cadeau*** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution.
Je complète le mandat Sepa ci-dessous.

☐ **Je préfère régler en une fois 129 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/2022aut01
ou téléphonez au 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Pour commander, scannez le code QR

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

*Prix de vente au numéro. **Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31 juillet 2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine.**
Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co
En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67-69 avenue Pierre-Mendès-France – 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Je remplis le mandat de prélèvement Sepa ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67-69 avenue-Pierre-Mendès France – 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋
IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire

⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊
BIC – Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à : .....

Le : .....

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international – ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France – 75013 Paris

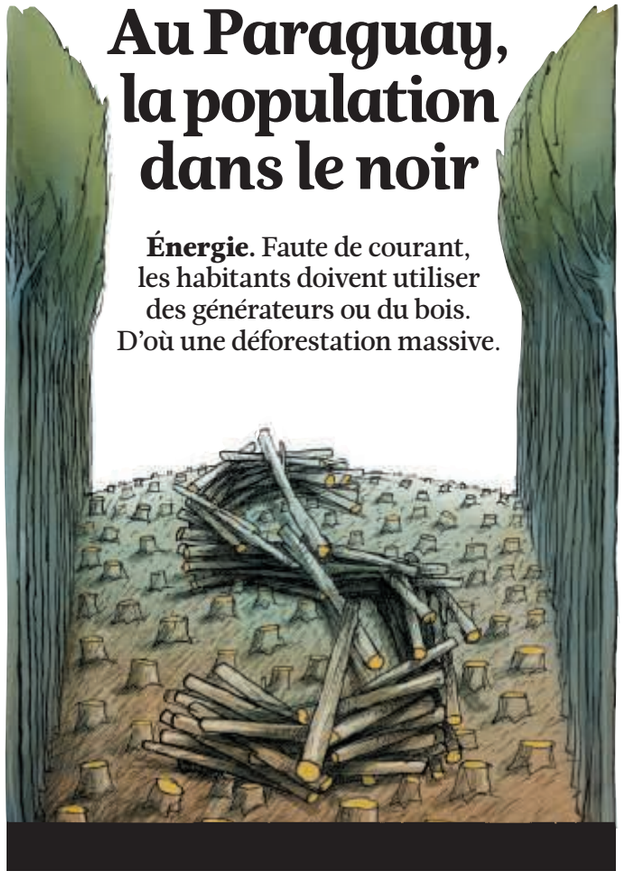
** Par rapport au prix de vente au numéro.

RCS Paris 344 760 861 000 71

ENVIRONNEMENT

Au Paraguay, la population dans le noir

Énergie. Faute de courant, les habitants doivent utiliser des générateurs ou du bois. D'où une déforestation massive.



↙ *Dessin de* **Boligán** *paru dans* **El Universal,** *Mexico.*

—ElDiarioAR *(extraits)*
Buenos Aires

Osvaldo vit avec sa femme et leur bébé à Lambaré, une ville de la banlieue d'Asunción, la capitale du Paraguay. Les fréquentes coupures d'électricité, dues notamment à la chaleur ou aux orages, pénalisent son activité professionnelle, si bien qu'il a fini par acheter un générateur.

Comme lui, de nombreux Paraguayens se voient obligés d'investir dans un groupe électrogène, chez eux ou au bureau. Une situation insolite pour un pays qui est l'un des plus grands exportateurs d'électricité de la planète.

Le Paraguay ne consomme que 16 % de l'énergie qu'il produit. Le reste est exporté, à des prix inférieurs à ceux du marché, vers l'Argentine ou le Brésil, avec qui il partage les centrales hydroélectriques de Yacyretá (Argentine-Paraguay) et d'Itaipú (Brésil-Paraguay). Pour sa consommation intérieure, le Paraguay est tributaire de la biomasse. Guillermo Achucarro, ingénieur spécialisé dans le dérèglement climatique, explique : *"Le bois provenant des forêts plantées et des forêts naturelles fournit 51 % des foyers, par exemple pour la cuisson. Le reste est employé par les agriculteurs, pour qui cela revient moins cher d'utiliser du bois que de payer pour de l'électricité."*

Le dernier rapport du vice-ministère des Mines et de l'Énergie relatif à la production et à la consommation de biomasse forestière à des fins énergétiques corrobore l'affirmation de ce spécialiste et souligne l'importance du bois : *"La demande excessive de biomasse face à une offre insuffisante de biomasse durable entraîne une forte consommation de bois provenant des forêts naturelles, ce qui a pour effet indirect de dégrader les forêts résiduelles."*

Miguel Lovera, ingénieur agronome et docteur en biodiversité et en politique forestière internationale, souligne que la dépendance vis-à-vis du bois a trois conséquences pour l'environnement : la destruction des forêts primaires, les coupes excessives dans les forêts en régénération et l'expansion de la monoculture forestière, qui affecte la biodiversité et les cycles climatiques.

Bien que la demande du Paraguay soit satisfaite par la biomasse, la sécheresse historique du Paraná [le plus long fleuve d'Amérique du Sud après l'Amazone] pendant deux années consécutives a considérablement réduit la capacité de production des trois centrales hydroélectriques que possède ce pays, toutes installées sur ce même fleuve. *"Cette année, la diminution du débit du Paraná a battu un nouveau record"*, souligne Guillermo Achucarro. Ce phénomène est régional, ajoute-t-il, et il concerne le bassin de la Plata. Il est lié à la déforestation intensive, notamment en Amazonie, l'une des plus grandes sources d'eau de la région. En raison de ce faible débit, il arrive moins d'eau aux barrages des trois centrales hydroélectriques d'Acaray, de Yaciretá et d'Itaipú, d'où une baisse considérable de leur production.

Accélération. L'ingénieure Mercedes Canese, ancienne vice-ministre des Mines et de l'Énergie, note que la production d'eau devient moins stable dans un contexte de crise climatique. *"Les centrales hydroélectriques ont une durée de vie limitée. Les barrages se remplissent peu à peu de sédiments, jusqu'au moment où la centrale cesse de fonctionner."* Elle ajoute que ce processus s'accélère si l'on ne prend pas soin du bassin fluvial, ce qui est le cas avec les monocultures de soja sur les rives du Paraná.

"La crise climatique a un effet sur la souveraineté énergétique dans toutes ses composantes, note Guillermo Achucarro. *Qui dit moins d'eau dit moins d'énergie."*

Rappelons que le Paraguay est le pays le plus vulnérable au dérèglement climatique de toute l'Amérique du Sud. Il fait partie des dix États de la région soumis à des risques extrêmes, étant donné ses faibles indicateurs de développement et son économie dépendante du secteur agricole, selon l'indice de vulnérabilité au dérèglement climatique en Amérique latine et dans la région caribéenne de la CAF [Corporación Andina de Fomento, une banque de développement régionale].

Son avenir énergétique ne paraît pas plus reluisant : le pays est sujet aux sécheresses et aux inondations – des événements toujours plus extrêmes –, à l'insécurité hydrique et aux déplacements de populations. Le vice-ministre des Mines et de l'Énergie a annoncé [en 2017] qu'à partir de 2030, la production du pays ne suffirait pas à couvrir la demande.

Pour ne rien arranger, l'intense déforestation sur le territoire paraguayen affecte la quantité d'eau disponible pour alimenter les centrales hydroélectriques. Il n'y a pas que la crise climatique ; certaines pratiques aggravent aussi le problème. *"On déforeste beaucoup pour satisfaire la demande de bois de chauffage, utilisé par les particuliers et dans l'industrie. Dans une moindre mesure, on extrait de la biomasse des forêts plantées"*, explique Guillermo Achucarro.

Les forêts plantées constituent un recours bon marché et rapide pour fournir de l'énergie, mais cette solution a un coût caché, qui finit par s'avérer plus élevé. *"Les forêts plantées, utilisées comme biomasse, détruisent [en les remplaçant] des forêts naturelles pour pouvoir satisfaire la demande énergétique"*, assure l'expert.

> **"Comme il y a moins de forêts, les nappes phréatiques se remplissent moins."**
> **Miguel Lovera,**
> INGÉNIEUR AGRONOME

Miguel Lovera, pour sa part, illustre l'effet du déboisement sur la disponibilité de l'eau : *"Comme il y a moins de forêts, les nappes phréatiques se remplissent moins. De ce fait, les fleuves, qui sont le système de drainage des nappes phréatiques pleines, ont un débit moindre."*

Chaque année, la demande d'énergie augmente, et, dans un contexte climatique de plus en plus défavorable, il est possible que l'on aille au-devant de pénuries, prévient Mercedes Canese. Osvaldo estime que, face aux coupures de courant, les Paraguayens n'ont plus d'autre solution que d'acheter un générateur. Un appareil bruyant, polluant et qui consomme du carburant. L'approvisionnement électrique n'est pas fiable. Or les revenus d'Osvaldo en dépendent.

Il est conscient que la solution ne peut pas être qu'individuelle : le gouvernement doit prendre des mesures pour améliorer le réseau de distribution et l'efficacité du service. Faute d'infrastructures adaptées, on ne parvient pas à tirer parti des énergies renouvelables, et l'aggravation de la crise climatique promet d'exacerber les problèmes. Dans un avenir pas si lointain, il est possible que le grand exportateur d'électricité ne puisse plus allumer la lumière.

—Norma Flores Allende
Publié le 2 mars



Cet article fait partie de Comunidad Planeta, *un projet journalistique lancé par* Periodistas por el Planeta [Journalistes pour la planète] *en Amérique latine, dont ElDiarioAR est membre.*

signaux

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Toute l'inflation dans une pizza

En Espagne, l'huile d'olive est l'un des ingrédients dont le prix a le plus augmenté en un an.

+9 %

TOMATE Au supermarché, cet ingrédient de base de la pizza est passé de 1,83 euro le kilo en 2021 à 1,99 euro.

+3,6 %

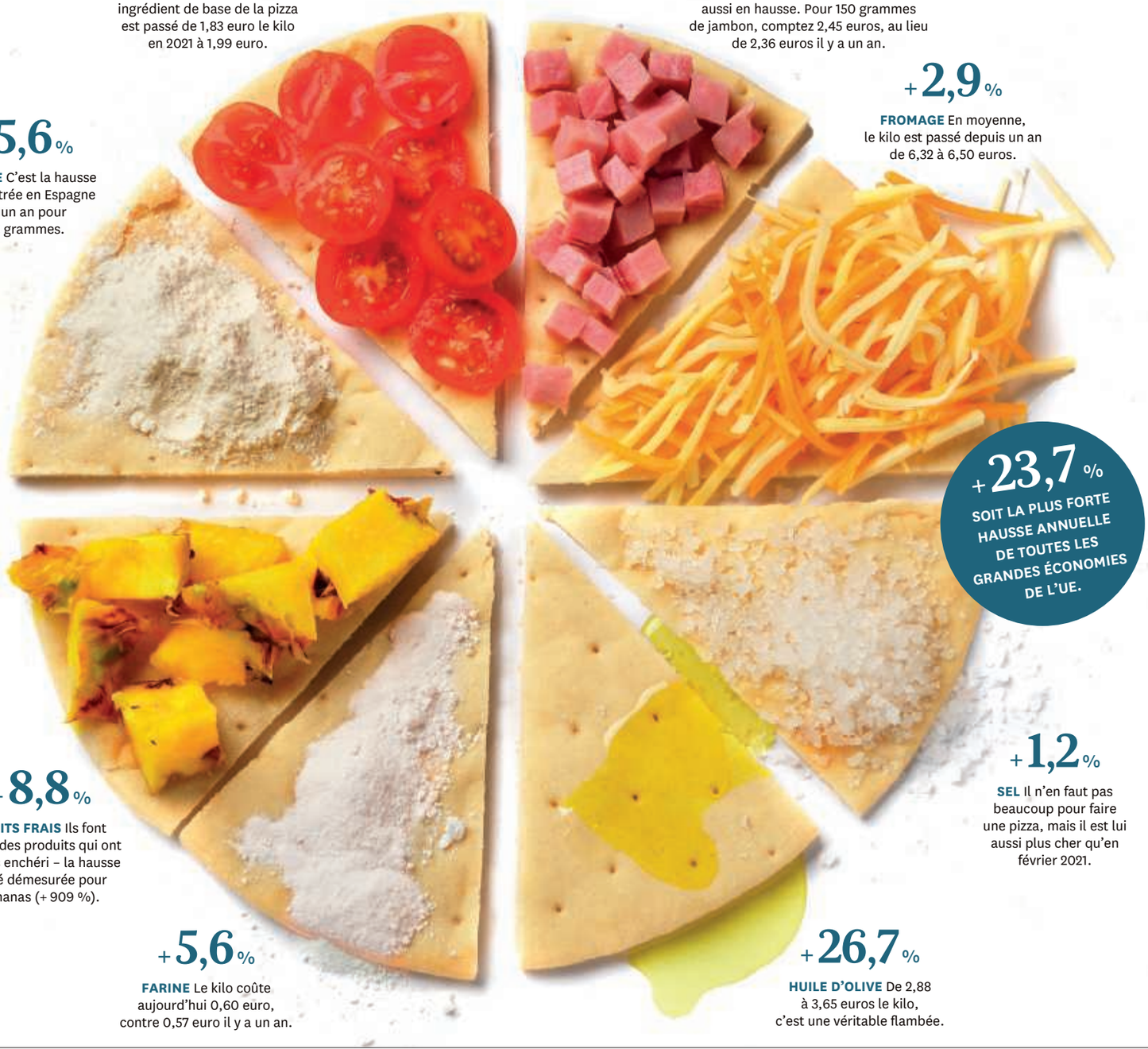
JAMBON. Le prix de la viande est lui aussi en hausse. Pour 150 grammes de jambon, comptez 2,45 euros, au lieu de 2,36 euros il y a un an.

+2,9 %

FROMAGE En moyenne, le kilo est passé depuis un an de 6,32 à 6,50 euros.

+5,6 %

LEVURE C'est la hausse enregistrée en Espagne en un an pour 40 grammes.



+23,7 % SOIT LA PLUS FORTE HAUSSE ANNUELLE DE TOUTES LES GRANDES ÉCONOMIES DE L'UE.

+1,2 %

SEL Il n'en faut pas beaucoup pour faire une pizza, mais il est lui aussi plus cher qu'en février 2021.

+8,8 %

FRUITS FRAIS Ils font partie des produits qui ont le plus enchéri – la hausse a été démesurée pour l'ananas (+ 909 %).

+5,6 %

FARINE Le kilo coûte aujourd'hui 0,60 euro, contre 0,57 euro il y a un an.

+26,7 %

HUILE D'OLIVE De 2,88 à 3,65 euros le kilo, c'est une véritable flambée.

PHOTO JOSÉ MARÍA PRESAS

La source

EL MUNDO. Le quotidien espagnol a choisi cette infographie pour illustrer, dans son édition datée du 21 février, un article consacré au coût de la vie. En se fondant sur une pizza hawaïenne, cette visualisation montre l'augmentation du prix de chaque ingrédient par rapport à l'année précédente (la taille des parts ne reflète pas ces augmentations). Elle met en lumière une hausse totale de 23,7 % du prix de préparation de ce plat. Ce travail repose sur les données de l'Institut national de la statistique.

360

MAGAZINE
Les Açores, des îles à livres ouverts • Voyage . 50
French The Kid, rappeur bilingue • Culture 52
Le sud de l'Ukraine, terre hellène • Histoire... 54

Les Wuikinuxv, gardiens en leur pays

Les membres de cette Première Nation de Colombie-Britannique, au Canada, assurent des missions de surveillance du littoral. Ils pallient les insuffisances de l'État en matière de protection de l'environnement. Leur rôle se révèle vital, et ils font peu à peu école. —*The Narwhal* [extraits] Victoria



Le bateau ne paie pas de mine : une structure en aluminium, des vitres fissurées, deux bons moteurs et une cabine pas tout à fait assez grande pour abriter trois personnes qui tentent de rester à distance les unes des autres. La moindre ondulation le fait tanguer, et les plus grosses vagues font vibrer la coque.

L'embarcation ne fait certainement pas le poids à côté des puissants navires de la Garde côtière [canadienne], qui coûtent cher et sont, eux, dotés d'un équipage complet. Mais elle est là, et c'est le plus important. Le bateau est là où l'on en a besoin, contrairement aux navires des organismes gouvernementaux, qui n'ont ni la capacité ni les ressources humaines nécessaires pour parcourir régulièrement chacune des échancrures du littoral découpé. Et il se déplace, parcourant quotidiennement quelque 120 kilomètres, presque tous les jours.

D'ici peu, en l'espace de quelques mois, les deux jeunes gardiens wuikinuxv [du nom de la Première Nation à laquelle ils appartiennent] qui sont à la barre auront sillonné, uniquement par bateau, quelque 2000 km² de côte, selon les données qu'ils ont communiquées à *The Narwhal*. Leurs homologues des communautés voisines, les Heiltsuk et les Kitasoo/Xai'Xais, auront patrouillé à travers des zones encore plus vastes, soit près de 3000 et 8000 km² respectivement.

Les membres de l'équipage sont en première ligne des efforts de conservation déployés sur cette partie de la côte. Ils sortent en mer et restent à l'affût des problèmes susceptibles de survenir. Ils aident là où c'est nécessaire et recueillent des données, permettant du même coup à la Première Nation wuikinuxv d'asseoir son pouvoir sur la portion non négligeable de la côte qui fait partie de son territoire. Ils ne sont pas tout seuls. Le long de la côte, de la pointe sud de l'île de Vancouver jusqu'en Alaska, les gardiens autochtones laissent leur marque sur les territoires traditionnels de leurs nations respectives. L'idée s'est propagée à l'intérieur des terres, et on trouve désormais, au Canada, des gardiens dans chaque province et sur chaque territoire. Ils en sont arrivés à jouer un rôle décisif dans la gestion des parcs nationaux, les projets portant sur les ressources naturelles et la réhabilitation de terrains, ainsi que dans bien d'autres secteurs d'activité.

Les gardes-côtes de la nation wuikinuxv patrouillent sur leur territoire marin depuis plus d'une dizaine

ÉCOLOGIE

↓ Transport d'un équipement sur le territoire de la Première Nation wuikinuxv, au Canada.
Photo Jimmy Thomson/The Narwhal



SOURCE

THE NARWHAL
Victoria, Canada
thenarwhal.ca
Ce magazine en ligne à but non lucratif a été fondé en 2018 à Victoria, la capitale de la Colombie-Britannique, par les journalistes Carol Linnitt et Emma Gilchrist. Particulièrement attentif aux questions environnementales, le site traite également de thématiques politiques et sociétales plus larges, en mettant l'accent sur l'investigation et le reportage.

d'années. Adam Nelson et Corey Hanuse, qui exercent le métier depuis respectivement sept ans et un mois, disent qu'ils ne voient pas souvent de représentants des gouvernements provincial ou fédéral sur les eaux territoriales. *"En général, on voit peut-être une fois par mois les gens de Pêches et océans Canada [l'agence fédérale chargée des affaires maritimes] ou de la Garde côtière, ou les agents chargés de la préservation [des écosystèmes] – peut-être deux fois par mois, quand ils sont dans le coin"*, dit Adam Nelson.

En coordination avec deux navires de 43 mètres appartenant à la Garde côtière, Pêches et océans Canada surveille le littoral pour réprimer les infractions liées à la pêche. L'agence peut aussi compter sur un modeste réseau d'agents établis dans les principales localités de la côte, comme Prince Rupert, Bella Bella et Bella Coola. Ces agents ont à leur disposition des Zodiac avec lesquels ils peuvent patrouiller localement. La Garde côtière a elle aussi établi quelques stations de bateaux de sauvetage le long de la côte, mais aucune ne se trouve dans les petites communautés comme celle de Wuikinuxv. Cela veut dire que lorsqu'une urgence se produit là – ou dans pratiquement n'importe quel autre petit village du littoral –, la cavalerie met beaucoup, beaucoup de temps à arriver.

Le soleil descendait derrière les montagnes qui surplombent l'étroite vallée de Wuikinuxv. L'aîné George Johnson rentrait chez lui [en bateau] après avoir fait un tour en amont de la rivière [la Wannock River, un petit cours d'eau qui débouche sur le fjord Rivers Inlet, en territoire wuikinuxv]. Alors qu'il contournait le quai flottant dans le courant, ses lignes s'y sont prises. Il a voulu saisir une hache pour se dégager, mais, avant qu'il ait pu faire quoi que ce soit, la poupe du bateau a commencé à s'enfoncer dans l'eau et le reste a suivi.

George Johnson a été entraîné dans le courant, flottant, impuissant, dans de glaciales eaux de fonte. Il ne pouvait pas attendre que la Garde côtière vienne à sa rescousse depuis Port Hardy, à près de 150 kilomètres de là. *"J'étais tellement fatigué. J'essayais de nager, mais je sentais que j'étais sur le point d'abandonner"*, raconte-t-il. Il a réussi à regagner le rivage, où les premiers intervenants l'ont rejoint et lui ont donné des couvertures. Adam Nelson croit que l'histoire ne se serait pas terminée de la même manière si la communauté avait dû dépendre d'une aide extérieure. *"L'aide serait arrivée trop tard"*, conclut-il.

Avant la création des programmes de gardiens [des Premières Nations], et avant même que la profession ne devienne une option pour de nombreux Autochtones un peu partout au Canada, la fonction était depuis longtemps au cœur de la culture de nombreux peuples de la côte.

Pendant des millénaires, les habitants de Haida Gwaii, un archipel luxuriant situé au large de la côte nord de la Colombie-Britannique, ont entretenu des liens commerciaux et culturels avec les Premières Nations du continent, avec lesquelles ils ont aussi fait la guerre par moments. Il était crucial pour eux de tout le temps savoir ce qui se passait le long de la côte. *"Dans chacun des villages [de l'archipel], on peut trouver un endroit d'où opéraient les gardiens"*, explique Guujaaw, un chef et artiste haida. En se postant sur un promontoire offrant une vue dégagée de l'océan, les gardiens voyaient arriver de loin les intrus ou les équipages qui rentraient au bercail. On trouve encore aujourd'hui sur les rives de Haida Gwaii des mâts totémiques dont un certain nombre est surmonté de trois figures de gardiens observant fixement la mer.

La fonction a été maintenue après l'arrivée des Européens, qui ont apporté une mentalité d'exploitation totalement étrangère aux habitants de Haida Gwaii. Cette divergence de vues a culminé dans les années 1980 avec le litige sur l'exploitation des forêts anciennes de l'île Lyell (ou Athlii Gwaii, en langue haida). *"On avait calculé que tous les arbres seraient abattus en l'espace de douze ans"*, se rappelle Guujaaw.



L'enjeu ne concernait pas seulement l'île Lyell. Le problème, c'était que les gouvernements fédéral et provincial considéraient les ressources comme quelque chose qui devait être exploité, et non comme quelque chose qui devait être géré à perpétuité. C'était vrai pour les ressources forestières, mais aussi pour les ressources halieutiques. *"On pouvait avoir l'impression que les pêcheries s'occupaient de gestion et de conservation, mais, en réalité, ce n'était pas le cas,* explique Guujaaw. *Ils se contentaient d'exploiter et d'épuiser les ressources."*

Cette confrontation [entre les représentants des Haida et les autorités] a permis la création de la réserve du parc national Gwaii Haanas, le premier parc national canadien géré de façon conjointe. Désormais, des gardiens sont présents un peu partout dans l'archipel, sur la terre comme sur la mer : ils représentent les Haida et assurent la sécurité des visiteurs et des sites culturels.

C'est sur l'archipel que Corey Hanuse a rencontré des gardiens pour la première fois. À l'époque, il était adolescent et vivait en ville. À la suite de problèmes de santé mentale, il a participé à un camp de redécouverte de la culture autochtone à T'aalan Stl'aang, une baie isolée située à la pointe nord-ouest de l'île Graham. Il a été accueilli à bras ouverts sur le territoire haida. *"C'était magique,* raconte-t-il. *Les gardiens en savaient long sur le territoire, l'environnement sacré dans lequel nous étions. Ça nous a vraiment permis de renouer avec nos racines."* Quand il a quitté le camp, le jeune homme a constaté qu'il ne s'était jamais senti aussi bien. Dès qu'il en a eu l'occasion, il est lui-même devenu gardien à Wuikinuxv. *"Je sentais que j'avais un travail à faire et que c'était ma mission."*

À Haida Gwaii, les gardiens occupent désormais des emplois formalisés : ils doivent suivre une formation et porter un uniforme, et ils ont droit à des congés payés. Leur mission est cependant toujours la même : prendre soin du territoire et de celles et ceux qui y vivent.

D'après Guujaaw, il n'a jamais été question d'obtenir l'approbation du gouvernement canadien, et encore moins sa permission, pour créer le parc. C'était plutôt l'inverse : l'idée était d'entériner le fait qu'un gouvernement – le gouvernement haida – exerçait déjà son autorité sur le territoire. *"Nous n'étions pas dans une situation où nous attendions la reconnaissance officielle du gouvernement [fédéral],* dit-il. *C'étaient les Haida qui avaient décidé de désigner leur territoire comme parc."*

Et, grâce en partie au succès des efforts d'autodétermination des Haida, le concept a été exporté partout dans le pays. D'après l'Initiative de leadership autochtone, [un groupe d'intérêt] qui fait pression pour obtenir davantage de fonds fédéraux, il existe aujourd'hui au Canada plus de 70 programmes de gardiens qui en sont à différents stades de développement. L'organisation souhaite que l'effort d'investissement consenti soit comparable à celui de l'Australie, qui a récemment injecté l'équivalent de 650 millions de dollars canadiens [478 millions d'euros] dans son programme de rangers aborigènes, assurant ainsi sa pérennité jusqu'en 2028. Les programmes existants emploient jusqu'à 18 gardiens chacun, ce qui n'est pas négligeable dans ces endroits généralement isolés et ruraux, historiquement désavantagés, où les emplois sont rares.

L'idée a été poussée encore plus loin avec la création [en 2017] d'une Garde côtière auxiliaire des Premières Nations, qui s'appuie sur les mêmes principes clés d'autosuffisance et de prestation locale de services d'urgence. Quand l'aide la plus proche se trouve à plusieurs centaines de kilomètres, il est toujours plus sûr d'avoir son propre bateau et son propre moteur, et de pouvoir compter sur quelqu'un qui sait quoi faire.

Patrick Johnson ne cherchait pas d'emploi : il en avait déjà un. Son salaire a même beaucoup diminué quand il est devenu gardien à Wuikinuxv. Patrick est le frère de George Johnson, l'aîné dont l'embarcation avait coulé. Élevé dans la zone de Rivers Inlet, il a appris à 6 ou 7 ans à conduire un bateau. Aujourd'hui dans la cinquantaine, il connaît les eaux des alentours comme sa poche. *"Je ne cherchais pas un boulot de gardien à l'époque"*, raconte-t-il. On lui avait demandé d'enseigner le métier à des jeunes gardiens, de leur montrer ce qu'il savait sur les eaux environnantes. Mais la plupart abandonnaient rapidement pour se tourner vers d'autres emplois, et le quinquagénaire se retrouvait seul à la barre. Il s'est donc mis à enchaîner les formations pour obtenir des certifications en sécurité et en navigation, ainsi que pour les premiers secours.

Patrick Johnson est persuadé que le programme a une véritable utilité. *"Il se passe des choses sur l'eau. On reçoit constamment des appels de gens qui nous disent :* 'Il y a quelqu'un à tel ou tel endroit, il faudrait aller vérifier si tout va bien', raconte-t-il. *On doit être informés en toute circonstance."*

Comme à Haida Gwaii, le programme des gardiens permet à la nation wuikinuxv de contrôler ce qui se passe sur son territoire et de réaliser des évaluations scientifiques. Or c'est surtout au moyen de leurs activités scientifiques que les Wuikinuxv peuvent asseoir leur souveraineté sur le territoire. À titre d'exemple, une étude lancée il y a sept ans vise à évaluer la viabilité de la pêche commerciale au crabe, et on surveille actuellement l'état de santé des populations de sébastes et d'ours. Les études des populations d'ours menées sous la conduite des Wuikinuxv ont largement contribué à la décision du

gouvernement de la Colombie-Britannique de mettre un terme à la chasse aux trophées, en 2017, et la Première Nation a récemment été à l'origine d'une étude scientifique expliquant comment limiter la pêche au saumon pour garantir que les ours ont suffisamment à manger.

"Pour obtenir des changements, il faut réussir à rallier l'opinion publique, et, pour ça, il faut pouvoir s'appuyer sur des données scientifiques", explique l'élue Jennifer Walkus, qui a été la première directrice de l'intendance des ressources de la communauté. *"Notre étude a été soumise à un comité de lecture. Elle a franchi toutes les étapes du processus. Et maintenant, on peut aussi s'en servir pour tenter d'obtenir l'appui du public."*

Chaque été, quand les plaisanciers reviennent dans la région de Central Coast, les gardiens sortent en mer et rappellent aux visiteurs à qui appartient le territoire où ils se trouvent. C'est l'aspect du métier que Patrick Johnson préfère : *"On accueille des gens de la Californie, du Texas, de partout ! Et c'est génial, parce que ces personnes se souviennent de toi. C'est valorisant."* Ce n'est pas pour rien que les touristes affluent à cet endroit : les paysages sont époustouflants. Les montagnes aux sommets enneigés de la chaîne côtière tombent abruptement dans l'océan et plongent à des centaines de mètres de profondeur. Ce type de relief est une aubaine pour la faune marine : le mélange de carbone organique dissous provenant des cours d'eau et des nutriments qui remontent des profondeurs crée un véritable festin dont se régalent les harengs, mais aussi les orques et les baleines à bosse.

Un peu plus haut sur la côte, les gardiens de la nation nuxalk chassent les ours de Bella Coola à toute heure de la nuit. Quant aux gardiens de la nation kitasoo/xai'xais, ils se préparent à jouer un rôle clé dans la gestion de la nouvelle aire marine protégée de la baie Kitasoo. À l'ouest, les gardiens heiltsuk veillent sur le site où s'est produit un déversement massif de diesel lors du naufrage d'un remorqueur, en 2016.

↓ Corey Hanuse, 18 ans, est gardien depuis un mois. *Photo Jimmy Thomson/The Narwhal*



J'accompagne les gardiens dans une patrouille sur le territoire. On se rend d'abord à l'emplacement d'un ancien camp forestier qui n'a jamais été nettoyé. La carcasse rouillée d'un vieux pick-up percé de trous béants se désintègre dans le sol, et des conduits transportant une eau douteuse se jettent dans le bras de mer. Des images satellite montrent que l'exploitation forestière est encore bien active juste au-dessus du site.

Les gardiens s'arrêtent dans le village flottant de Dawson's Landing, qui sert surtout à approvisionner les nombreux camps de pêche qui bordent encore Rivers Inlet. À une époque, 13 conserveries industrielles exploitaient de manière intensive cette véritable merveille du monde qu'étaient les montaisons de saumons. Il fut un temps où elles étaient si abondantes qu'elles nourrissaient des écosystèmes entiers. Aujourd'hui disparues, elles ont été remplacées par des petites pourvoiries de pêche sportive.

Les jeunes gardiens vont vérifier que tout va bien auprès des propriétaires du magasin général. Niché à l'entrée de Rivers Inlet, Dawson's Landing est le dernier arrêt avant de déboucher dans le détroit de Fitz Hugh. Le détroit en question est un passage fréquemment emprunté par toutes sortes de bateaux : des harenguiers comme ceux qui ont pillé la côte malgré les protestations des Premières Nations locales, des remorqueurs, les bateaux de croisière et les ferrys qui naviguent sur le Passage intérieur, une voie maritime protégée, pour se rendre à Prince Rupert ou en Alaska.

On y voit rarement les bateaux du gouvernement, censés gérer de façon sécuritaire la circulation de tout ce beau monde et faire respecter les lois et les règlements. *"Tracer une ligne sur une carte ne suffit pas à protéger un territoire : il faut des gens pour ça"*, affirme Doug Neasloss, directeur de l'intendance des ressources de la première nation kitasoo/xai'xais.

C'est ce qui a convaincu les Kitasoo/Xai'Xais de créer leur propre programme de gardiens. Il fallait combler les lacunes et assurer une présence sur cet interminable tronçon de la côte. Doug Neasloss raconte que, dans les années 1990, le territoire de sa nation avait des airs de "Far West" : le braconnage de grizzlis, la pêche et l'exploitation forestière illégales étaient de véritables fléaux. *"Une fois, nous avions pris un type en flagrant délit, il avait coupé une immense étendue de forêt"*, se remémore-t-il.

Sur son territoire, la nation wuikinuxv mène des études scientifiques qui lui permettent ensuite de peser sur le débat public.

Le bateau des gardiens wuikinuxv avance en eaux libres. Autour de nous, aucun signe ne témoigne d'une quelconque présence des autorités en ces lieux. Le soleil radieux se reflète sur une mer à peine agitée par de faibles ondulations. De temps en temps, on aperçoit ici et là à la surface des panaches de particules d'air ionisé qui révèlent la présence de baleines à bosse. Elles viennent se nourrir avant de reprendre leur migration vers les tropiques ou le golfe d'Alaska. À proximité nage un groupe de lions de mer qui se nourrissent des restes que laissent les baleines dans leur sillage.

On se détourne des baleines pour pénétrer dans une baie protégée. On devine à la couleur blanche de la plage qu'elle est constituée des coquilles des palourdes que l'on récolte ici depuis des millénaires et qui ont été broyées par les vagues.

Une petite cabane appartenant à la Première Nation est dissimulée dans la forêt, tout au bout de Rivers Inlet. Le site, où se retrouvent les familles wuikinuxv depuis plusieurs générations, a une importance particulière pour les gardiens. Les membres de l'équipage s'arrêtent pour fumer une cigarette et grignoter quelque chose. Ils sont jeunes : Corey Hanuse a 18 ans et Adam Nelson, le responsable, n'a que 23 ans. Soleil O'wadi, 22 ans, a récemment rejoint le duo.

"Je pense que Wuikinuxv n'a jamais eu un équipage de gardiens aussi jeunes", me dit Soleil O'wadi, qui utilise le pronom "iel". Après une enfance passée sur l'île de Vancouver, à l'extérieur de la culture wuikinuxv, iel apprend aujourd'hui à connaître son propre territoire. De retour au village, assis·e sur une pile de bois, iel parle de son travail avec un enthousiasme contagieux. *"Je suis hyper emballé·e. Tout me plaît dans ce boulot. Au début, j'avais vraiment hâte de découvrir le territoire. Je pense que je le connais assez bien maintenant, mais j'aime aussi beaucoup piloter le bateau et passer du temps avec les gars."*

C'est une fierté pour les gardiens que d'être les yeux et les oreilles de leur communauté. Et les raisons d'être fier ne manquent pas : il y a les sauvetages, la surveillance, le territoire lui-même et le fait de renouer chaque jour avec lui. En sortant de la baie protégée, on retourne en direction des baleines. On se retrouve bientôt encerclés. Le moteur éteint, on écoute le bruit assourdissant que font ces énormes mammifères chaque fois qu'ils refont surface pour respirer.

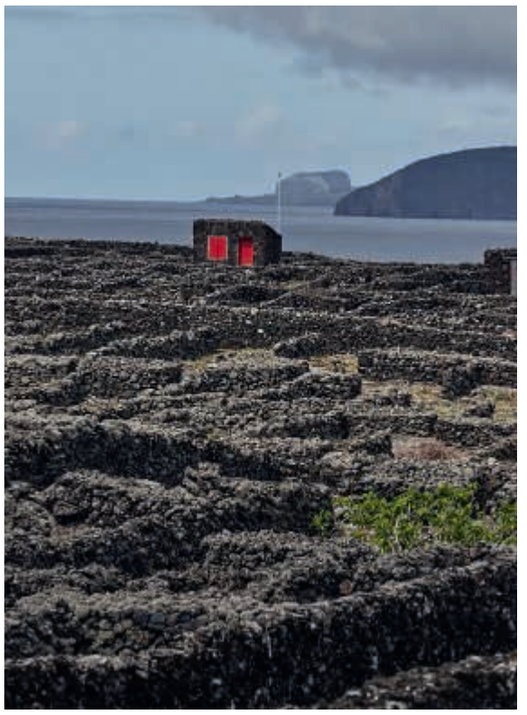
Un baleineau exubérant s'élance hors de l'eau et se laisse retomber lourdement, faisant s'élever autour de lui un mur d'eau. Il répète son manège sans se lasser. *"Je me sens chez moi ici. Je sens que je suis en sécurité"*, déclare Soleil O'wadi.

—Jimmy Thomson
Publié le 12 mars

voyage.







Embarquer pour le roman des Açores

Une agence de voyages propose de découvrir l'archipel en utilisant pour guides de grands écrivains du Portugal et d'ailleurs…

—Diário de Notícias *(extraits)*
Lisbonne

Faial et Pico sont les premières destinations retenues pour une expérience peu commune au Portugal: faire connaître les Açores par ceux qui les ont (d)écrites. Il y a bien sûr l'œil magique de Vitorino Nemésio [poète et romancier açorien, 1901-1978], le récit fanfaron de Mark Twain [dans *Le Voyage des innocents*, 1869] et l'épopée des baleiniers de José Dias de Melo [un autre écrivain açorien, 1925-2008], mais également les récits de plusieurs autres auteurs qui ont été impressionnés par la beauté de ces îles situées au milieu de l'Atlantique, aussi vierges que les sites les plus inaccessibles du monde, aux paysages encore très peu altérés par la présence humaine.

L'idée du circuit organisé "Les Açores des écrivains"* revient à Luís Daniel, qui a conçu l'itinéraire de cette aventure aussi littéraire que touristique. En ce vendredi de février, une vingtaine de personnes sont attendues à l'aéroport de Horta [la plus grande ville sur Faial]. Pendant trois jours, elles parcourront Faial et Pico, sa voisine, en car. Elles franchiront en ferry le chenal qui les sépare pour découvrir cette dernière, où se dresse le point le plus élevé du Portugal, qui apparaît constamment à l'horizon des voyageurs depuis leur arrivée.

C'est d'abord Faial qui constitue l'attraction littéraire. En en sillonnant la zone rurale, on tombera sur des surprises, toutes tirées des livres qui servent de guides à ce voyage. Le premier d'entre eux sera *As Ilhas Desconhecidas*, de Raul Brandão ["Les îles inconnues", inédit en français, dans lequel le natif de Porto (1867-1930) raconte un voyage effectué aux Açores et à Madère]. L'auteur y décrit la ville de Horta [en 1924] et on constate que *"les couvents, les églises massives, les vieilles et sympathiques maisons de province aux balcons de bois et fer forgé"* n'ont pas disparu. C'est clair, il est impossible de ne pas remarquer Pico, qui se dresse de l'autre côté du chenal. *"La formidable Pico… sa baie arrondie et [la plage de] Porto Pim."*

Brandão n'est pas resté dans la partie basse de la ville et la voix de Luís Daniel, qui accompagne le voyage avec des passages d'*As Ilhas Desconhecidas*, s'interrompt à Espalamaca, où le vent s'obstine à être aussi fort que la beauté des lieux. Puis il prononce une phrase: *"Ce qui donne son caractère puissant à cette terre, c'est le capuchon. De temps en temps fait irruption un fantôme noir et difforme avec un grand capuchon sur la tête."* Le voyageur se demande quelle est la signification de ce propos quand, au bout de deux pas seulement dans les environs d'un moulin, il avise une femme couverte dont on ne voit même pas le visage. *"C'est donc ça, le capuchon?"* se demande-t-il en s'approchant de ce corps noir qui a tant troublé Brandão et qui le trouble aussi, près d'un siècle plus tard.

C'est là la première surprise d'un itinéraire d'où surgiront nombre de spectacles qui ont étonné tant de voyageurs au fil des siècles. À partir de ce moment, la réalité actuelle des îles et les évocations d'autres temps ne cesseront de se superposer. D'ailleurs, il suffit d'attendre quelques minutes pour que s'ajoutent à ces reconstitutions des connaissances qu'on ignorait posséder ou qu'on avait oubliées, par exemple que Faial a été peuplée à égalité par les Portugais et les Flamands et que si les moulins présentent des structures semblables, ils ont des ailes différentes selon la nationalité de celui qui les a construits.

À ce moment-là, on entend les pages que Mark Twain leur consacre dans *Le Voyage des innocents* [le récit d'un voyage effectué en 1867, disponible en français à la Petite Bibliothèque Payot]. *"Quand le vent change, ils attachent quelques ânes et font tourner toute la moitié supérieure du moulin jusqu'à ce que les ailes soient dans la bonne position, au lieu d'adapter le système de telle sorte qu'on puisse déplacer les ailes plutôt que le moulin"*, écrit-il, surpris.

Pas de moineaux. Mark Twain se montre aussi peu flatteur pour les Açoréens que pour les Portugais, mais il ne cesse de s'étonner de ce qu'il voit. Ce qui ne se reproduit pas dans le reste du livre pour tous les lieux et les peuples qu'il découvre [lors de son voyage à travers l'Europe, vers la Terre Sainte].

Brandão n'a pas autant de préjugés que Twain et son regard est plus réaliste. *"Je vois passer dans les rues ces gens las, les filles avec le bidon de lait, les hommes qui reviennent du travail avec chapeau à large bord, blouse et grand bâton… C'est la terre divisée, c'est la terre cultivée avec amour par son petit propriétaire… Ici, il n'y a pas*

← De gauche à droite : l'île de Pico et son volcan éponyme, vus depuis Horta, sur l'île de Faial ; des dents de baleines gravées, exposées au Peter Cafe Sport, à Horta ; les vignes de Pico et leur dentelle de murets.
Photos Christian Kerber/Laif-Réa

de moineaux mais l'étourneau joue ce rôle avec une grande compétence", observe-t-il.

António Machado Pires écrit dans la préface à la réédition [portugaise] de 2018: *"Parce qu'il n'est pas îlien, Brandão contribue encore mieux à enrichir l'expérience esthétique et documentaire d'une littérature açorienne, à la surprise du visiteur émerveillé."*

Ce circuit à travers la zone rurale de Faial fait également intervenir *Gros Temps sur l'archipel*, de Vitorino Nemésio [éditions de l'Archipel]. Après tout, le chenal ne passe pas inaperçu des voyageurs et certains passages du livre aident à comprendre l'histoire de l'île: *"Et au-delà de la plage de galets recouverte par la nappe de l'inondation, on voyait le canal encore agité, avec Pico noir et conique au fond. La cheminée du* Funchal *fumait au milieu de la* doca *["* *le quai", en portugais], entre un remorqueur, le dragueur et la canonnière, et Margarida remarqua qu'il lui manquait quelque chose: la moitié du mât avant, emportée par le cyclone."* Ces ravages rappellent d'autres drames, par exemple le grand tremblement de terre de 1968. Il a sévi pendant des jours d'affilée et explique que toutes les églises qu'on voit sont de construction récente: elles ont remplacé celles qui ont été détruites lors du séisme.

La réalité actuelle de l'archipel et les évocations d'autres temps ne cessent de se superposer.

Le nom de Margarida va revenir souvent dans le récit, or c'est une autre figure féminine qui arrivera d'abord. Elle sort de *Femme de Porto Pim et autres histoires*, d'Antonio Tabucchi [éd. 10/18], trois histoires parallèles racontées en cent pages, et nous est présentée au cours d'un dîner où l'on goûte la gastronomie typique de Faial. Tour à tour, Tabucchi évoque une chasse à la baleine, se souvient du poète Antero de Quental [une autre figure des Açores, 1842-1891] et réinvente une histoire d'amour qui finit en tragédie. Ce dernier récit permet de découvrir la Horta nocturne en suivant les derniers pas des protagonistes.

Vient l'heure de Margarida: le deuxième jour commence avec *Gros Temps sur l'archipel*, l'une des œuvres les plus importantes de la littérature nationale. Les propos de Raul Brandão se confirment: *"Chaque île a son nuage"*, et *"la plus grande beauté de chaque île, c'est l'île qui se trouve en face"*.

Le ferry est rapide et comme les eaux qui séparent Faial de Pico, un étroit bras de mer de 8,3 kilomètres de large, soit 4,5 miles nautiques, sont calmes, il arrive au deuxième jour du programme en une demi-heure.

À Pico, la densité de la population représente le tiers de celle de Faial, mais elle s'entend et se voit parce que les musiciens et les danseurs ne manquent pas. Le maestro Carlos Frazão, qui accompagne les chansons açoriennes interprétées par Pilar Silvestre, expose l'exubérante musicalité de l'archipel, exemples à l'appui: l'île de La Graciosa compte le plus grand nombre de pianos par tête du Portugal, Pico compte douze groupes folkloriques et quinze orchestres d'harmonie.

Roches noires. Le paysage change drastiquement et aucun livre ne saurait décrire aussi bien que le regard la dentelle de murs et murets qui protègent les vignes et dont les pierres ont donné à Pico son surnom d'île noire. Ces vignes produisent le célèbre vin de Pico, lequel joue un grand rôle dans le roman de Nemésio. La production du *verdelho*, [un cépage] ravagé par le phylloxéra en 1852, a repris depuis 1960.

Le professeur Manuel Tomás Costa, qui connaît bien *Gros Temps sur l'archipel*, nous montre un endroit près de la maison où est né Manuel de Arriaga, le premier président de la République [de 1911 à 1915]. C'est là, à Guindaste, que les tonneaux de vin étaient jetés à la mer et "pêchés" par les bateaux qui les transportaient à Horta. Ce n'est rien de plus qu'une ouverture naturelle entre les rochers noirs qui permettait de faire rouler les tonneaux jusqu'à l'océan.

Quand on y réfléchit, il est impossible d'échapper à la masse de la montagne acérée qui pénètre dans le ciel, quel que soit, ou presque, le chemin qu'on emprunte. Un paysage qui attire les visiteurs et pousse certains étrangers à s'installer sur l'île. Romana Petri [écrivaine italienne, née en 1965] est l'une d'entre eux. C'est à Pico qu'elle a capté les paroles et l'environnement de *La Donna delle Azzorre* ["La femme des Açores", non traduit]. Ce roman est *"l'histoire d'une terre lointaine, où un monde de mythes et de fantômes, de pauvreté et de solitude sert de toile de fond à la grande migration en direction du continent et de la civilisation industrialisée. Dans l'île entourée de l'océan reste la certitude des sentiments anciens, la substance des souvenirs, le silence et la compagnie de la nature. En entrant en contact avec la communauté qui l'entoure, l'héroïne s'oublie elle-même, comme si elle entrait dans une dimension intemporelle."*

Cette impression se confirme quand on écoute les enregistrements réalisés par Romana Petri des personnes vivant aux alentours de sa maison, avec qui elle a discuté. Le voyageur les rencontre aussi: le car s'arrête au milieu d'un village et une foule apparaît pour présenter le folklore local. Une fois les danses et les chants terminés, le lieu se remplit à nouveau de vide humain. Seule la mer marque sa présence.

Il est impossible de ne pas sentir cette présence constante, que certains écrivains açoriens ont si bien décrite dans leurs livres. Le romancier Dias de Melo par exemple, qui a gravé pour l'éternité l'épopée baleinière, et le poète Almeida Firmino [1934-1977], pour qui Pico est le *"mouillage des oiseaux, des poètes et des baleiniers"*.

La reconstitution d'une chasse à la baleine constitue l'un des points culminants de ce voyage organisé, si riche en découvertes. Une embarcation illustrant l'âge d'or de cette activité est lancée à la mer et on découvre comment les choses se sont passées jusqu'en 1987, année de la capture du dernier cachalot.

Le meilleur passeport. Le chercheur Manuel Francisco Costa raconte l'histoire baleinière aux voyageurs au musée des Baleiniers, situé dans le bourg de Lajes do Pico. Il explique pourquoi on parle de chasse et non de pêche à la baleine et évoque Dias de Melo. Celui-ci est le principal auteur à avoir évoqué cette activité dans ses livres et ses récits sur la vie des baleiniers picarotos – c'est ainsi qu'on appelle les habitants de l'île –, qui ont souvent été comparés à ceux de Steinbeck et Caldwell. Dias de Melo se souciait de *"l'obscurité"* de cette existence, conséquence de l'exploitation dont les chasseurs étaient victimes, et ses descriptions permettent de connaître profondément la vie de ces hommes.

Le troisième et dernier jour du circuit se passe à nouveau à Faial et, cette fois, l'auteur choisi est Joel Neto, qui a publié en 2018 *Meridiano 28* ["28e méridien", non traduit], un des meilleurs romans sur les Açores, et en particulier sur les deux îles du voyage. On a tout intérêt à le lire avant la visite parce qu'il réunit toute l'histoire de l'archipel et constitue le meilleur passeport pour sa compréhension. Nombre des sites du roman font partie des lieux visités, par exemple la plus que centenaire Sociedade Amor da Pátria [une loge maçonnique qui a beaucoup marqué la ville de Horta], les installations des câbles télégraphiques sous-marins qui reliaient tout le monde d'alors et où vivaient des professionnels de divers pays, ainsi que le lieu où amerrissaient les hydravions.

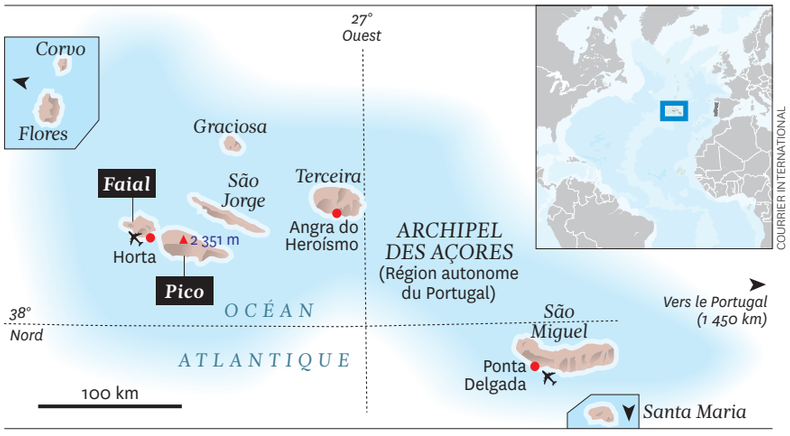
"La plus grande beauté de chaque île, c'est l'île qui se trouve en face."

Raul Brandão,
ÉCRIVAIN PORTUGAIS

Dans la salle majestueuse de la Sociedade, la professeure Catarina Azevedo ouvre le roman et remonte à ces décennies du siècle passé où la Seconde Guerre mondiale éclate et altère radicalement la vie bienveillante des habitants. Les diverses nationalités présentes à Horta se brouillent, comme dans le reste du monde. Saint-Exupéry, Glenn Miller et nombre de personnages passent par là à l'occasion d'une escale entre deux étapes de leur vie. Ce qu'on constate entre les murs du Peter Café Sport [un lieu de rendez-vous pour les marins du monde entier, fondé en 1918], dont les visiteurs boivent toujours le célèbre gin.

Victor Rui Dores, un connaisseur de cette époque, expose ces détails à l'élégant Café International, où sont passés tant d'espions qui ont changé la réalité de Faial, bien avant le changement le plus drastique, l'éruption du volcan des Capelinhos [de septembre 1957 à octobre 1958]. Cette éruption apporte la réponse finale à l'intrigue du roman de Joel Neto et le paysage et son interprétation restent pour toujours dans la mémoire du voyageur.

—João Ceú e Silva
Publié le 4 janvier



* Le circuit "Les Açores des écrivains" est proposé, en portugais uniquement, par l'agence MBtravel, installée à Madère. Renseignements : geral@mb-travel.pt.

culture.

French The Kid, rappeur bilingue

Mêlant français et anglais, il est l'une des étoiles montantes du rap au Royaume-Uni. Portrait d'un artiste de 22 ans tout sauf bling-bling.



↙ **French The Kid a grandi à Toulouse, en France, où il a découvert le rap du duo PNL ou d'artistes marseillais comme Jul et SCH.** *Photo Elliot Hensford*

—The Independent *(extraits)*
Londres

MUSIQUE

En 2019, un rappeur inconnu au bataillon balançait son premier single sur YouTube. Jusque-là, rien d'exceptionnel. Sauf que le rappeur en question naviguait le plus naturellement du monde entre l'anglais et le français. Et si la qualité du clip de *Bella Latina* était plutôt médiocre – une vidéo quelconque filmée dans la ville du rappeur –, impossible en revanche de passer à côté du talent brut de l'artiste. *"Le gars a dû cartonner aux exams de français"*, plaisante un fan, quand un autre s'enflamme : *"Je pige rien à ce qu'il dit, mais je kiffe !"*

Aujourd'hui, le rappeur bilingue French The Kid, 22 ans, est une des étoiles montantes les plus singulières et les plus talentueuses du Royaume-Uni. Mais avant d'en arriver là, celui qui préfère taire son vrai nom a fait un ou deux voyages à l'autre bout du monde.

"J'ai l'impression d'être plus vulnérable maintenant", me dit-il à propos de sa célébrité en pleine explosion. Nous sommes assis dans le bar en plein air d'un hôtel londonien ; essayant de se faire le plus discret possible, il se penche au-dessus de la table. Des gens, croyant qu'il s'agit d'un espace public, arrivent par l'entrée qui donne sur la rue ; chaque fois qu'une personne pointe le bout de son nez, le chanteur tressaille. C'est de plus en plus fréquent, m'explique-t-il, en faisant référence aux fans qui le reconnaissent après avoir vu une de ses vidéos, pour certaines virales. Avant, quand il exerçait des activités dironsnous *"douteuses"*, c'était un autre genre de rencontres qui l'inquiétait. Mais tout cela est derrière lui maintenant.

French The Kid est né à Harold Hill, dans l'Essex [au nord-est de Londres], d'une mère irlandaise et d'un père qui a passé une bonne partie de son adolescence à faire des allers-retours en prison. On raconte souvent, à tort, qu'il vient d'une famille de gens du voyage ; en réalité, il a grandi à deux pas de la grande communauté tsigane de l'Essex. Vers 2009, il s'est provisoirement installé en Australie pour le travail de son beau-père, avant de mettre le cap sur la France, dans la région de Toulouse, lorsqu'il avait 9 ans.

"C'était dingue", dit-il de son arrivée dans une école française, alors qu'il ne parlait pas un mot de la langue de Molière. Il a dû apprendre vite, mais cette immersion brutale dans une autre culture l'a aidé plus qu'elle ne l'a handicapé. *"Au début, j'ai dû faire mes preuves – ils détestaient les Anglais"*, se souvient-il à propos de ses camarades de classe. Il y a eu des bagarres : *"Mon grand frère et moi, on se bagarrait tout le temps, j'adorais ça. De toute façon, la moitié de mes amis n'étaient même pas français, ils étaient marocains, algériens…"*

Ses compositions sont mélancoliques mais mélodieuses, étrangement hypnotiques, comme des berceuses.

C'est à cette époque que French a découvert la scène hip-hop effervescente de son nouveau pays, écoutant le duo PNL ou des rappeurs marseillais comme Jul et SCH. La musique nord-africaine, qui exerce une immense influence sur le hip-hop français – largement ignorée par les médias jusqu'à l'avènement du streaming –, a clairement une influence sur sa musique aussi. Comme celles des frères Andrieu de PNL, qui ont des origines algériennes, les compositions de French sont mélancoliques mais mélodieuses, étrangement hypnotiques, presque comme des berceuses, ajoutant des inflexions sur certaines syllabes.

Malgré sa nouvelle passion, la vie dans sa petite ville l'a vite ennuyé. Et il a fait les 400 coups – *"J'ai foutu la m***"*. Il adore les films de gangsters et il n'est pas impossible qu'il se soit imaginé dans la peau d'un de ces personnages. *"Mais je ne me suis presque jamais fait prendre*, lâche-t-il un timide sourire aux lèvres. *J'ai l'impression que quelque chose, ou quelqu'un, veillait sur moi."*

Trop d'énergie. À l'approche du bac, sa mère lui a donné le choix : s'il le décrochait, il pourrait aller vivre avec son père en Angleterre. S'il le ratait, il irait faire l'armée. *"J'étais tellement nul à l'école, j'étais un petit c***, et j'avais trop d'énergie."* Il a fini par l'avoir, mais la vie avec son père s'est avérée différente de ce qu'il avait prévu. *"Je ne suis pas resté longtemps. Je crois que nous nous ressemblons trop, alors on ne s'est pas bien entendus."* À cette période, un ami qui venait d'être accepté à l'université de Greenwich lui a proposé de venir crécher chez lui. *"J'ai eu ma phase musique-sur-le-canap'-des-copains"*, s'amuse-t-il, le sourire jusqu'aux oreilles.

Pour lui, c'était le paradis : *"J'avais la vie d'étudiant, mais sans les cours."* Il a enchaîné les petits boulots – installateur de climatisation, ouvrier dans le bâtiment et autres –, vivant dans des résidences universitaires et chez des ex. Ce n'est qu'il y a trois ans qu'il a commencé à rapper, et encore, en continuant ses autres jobs. *"Deux revenus, tu vois ?"* Actuellement, il rénove la maison dans laquelle il vit avec sa copine et leur chien, Lola. Son grand-père lui donne un coup de main – et lui explique ce qu'il ne fait pas bien.

Trompeuse beauté. French a mis deux longues années à sortir son premier album, *Never Been Ordinary*, mais il est enfin là. Les fans seront sûrement d'accord pour dire que ça valait le coup d'attendre. C'est une œuvre époustouflante, ultrasoignée, avec de somptueux morceaux au piano comme le premier titre *Mercy* et le très nerveux *My Mind*.

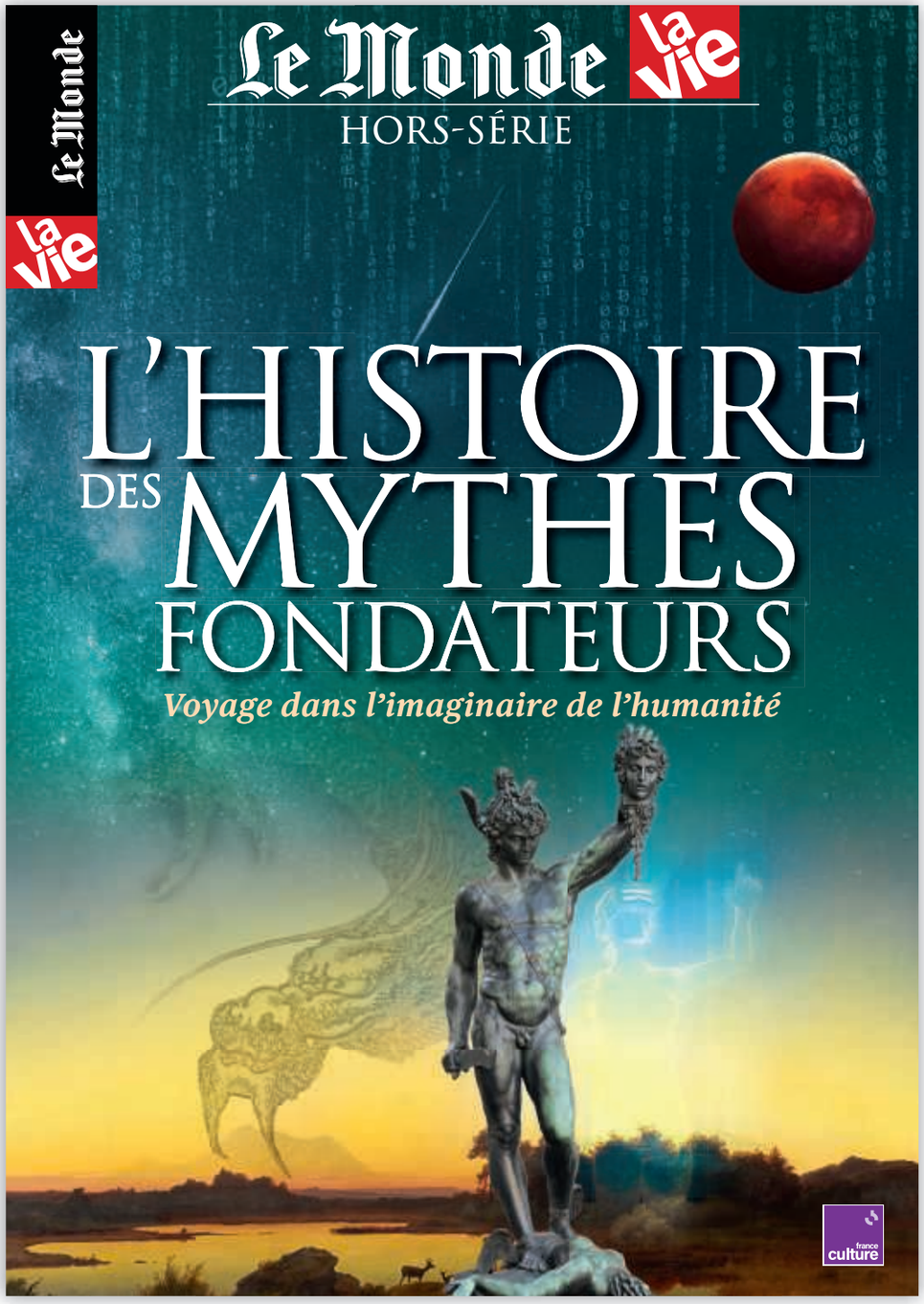
French fait un clin d'œil à la culture de sa mère avec un violon aux accents irlandais sur *Thrill*. Il chante d'une voix râpeuse de ténor sur un rythme trap épuré dans *Neverland* et, dans le single *Make It Out*, il montre l'aisance avec laquelle il sait passer d'une langue à l'autre, et nous lance [en français] cet avertissement sur une mélodie d'une trompeuse beauté : *"Touche un de mes frères, j'te mets l'argent sur ta tête / J'te promets l'AK-47 envoie des balles comme une lettre / Et ma belle ne t'inquiète pas, chui dans la* street, *c'est la vie / Elle aime les gangsters, aime les rappeurs et ces belles mélodies."*

Avant que French n'arrive pour notre interview, son manager me raconte qu'il a dû le convaincre de continuer à écrire des chansons bilingues. Le rappeur ne voulait pas que ce soit un truc commercial ; il avait aussi peur que le public soit moins réceptif à une langue qu'il ne comprend pas. *"Je crois que les Anglais sont très centrés sur eux-mêmes*, dit-il en haussant les épaules. *C'est ça le souci. J'ai l'impression que, la musique qu'ils écoutent, ils ont besoin de la comprendre."*

Au début de notre entretien, il était nerveux, mais, maintenant, il semble détendu, confiant. *"Je ne m'inquiète de rien"*, confie-t-il. Il n'a pas de contrat avec un label – *Never Been Ordinary* est sorti dans le cadre d'un accord de distribution avec Virgin. Signerait-il avec une grande maison de disques ? Il secoue la tête : *"Je n'entends que du mal des maisons de disques. Pour quoi faire ?"* Il s'en sort manifestement bien sans.

Reste que sa célébrité croissante le met mal à l'aise : *"Je n'aime pas ça, c'est tout."* Il reconnaît qu'il a parfois du mal à faire confiance aux gens. *"Mais je crois que tout le monde est comme ça."* Avant d'ajouter : *"C'est juste un changement de vie. Quand on est bien entouré, ça devrait bien se passer."*

—Raisin O'Connor
Publié le 1er avril



Depuis la nuit des temps, l'être humain invente des histoires pour expliquer l'origine de l'univers et le sens de sa vie. Peuplés de dieux, riches d'événements extraordinaires, ces récits se sont transmis au fil des migrations, s'adaptant à chaque civilisation. Et chaque époque les revisite, en fonction de ses besoins. De Prométhée aux héros de la pop culture, ce numéro offre un panorama des mythes du monde et conte les rêves, les peurs et les espoirs qui bercent l'humanité de la préhistoire à aujourd'hui.

L'HISTOIRE
DES MYTHES FONDATEURS

Un hors-série Le Monde la vie
164 pages - 14 €
Chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique

histoire.

Le sud de l'Ukraine, terre hellène

Du VIIIe siècle av. J.-C. à nos jours

La présence hellénique sur les bords de la mer Noire remonte à des millénaires. Au gré des migrations, les communautés grecques ont participé à la fondation de plusieurs villes ukrainiennes, comme Odessa ou Marioupol.



↗ **Gravure sur bois de 1870 représentant des costumes grecs en Crimée, dont une fustanelle, jupe plissée traditionnelle.** *Photo Wikimedia Commons*

—Ta Nea *Athènes (extraits)*

La situation géographique d'Odessa explique son importance dans l'histoire autant que sa composition multiethnique établie au fil du temps. Le port est situé dans le sud-ouest de l'Ukraine, dans un renfoncement peu profond de la côte de la mer Noire, à environ 443 kilomètres au sud de Kiev.

La présence grecque sur les rives nord et ouest de la mer Noire, dans la péninsule de Crimée et autour de la mer d'Azov, remonte au VIIIe siècle avant J.-C. Héraclée du Pont [aujourd'hui Eregli, en Turquie], Hersonissos [Sébastopol, en Crimée] et Olbia [Mykolaïv, en Ukraine] n'étaient que quelques-unes des villes et colonies fondées par les colons grecs venus d'Asie Mineure, et en particulier de Milet. Les Grecs se fournissaient auprès des habitants principalement en céréales, en poisson, en bois et en peaux, et vendaient généralement du vin, des tissus coûteux et des bijoux précieux.

À côté des anciennes colonies des Doriens et des Ioniens, de nouvelles colonies se sont implantées durant la période byzantine, lorsque des relations culturelles et ecclésiastiques étroites se sont développées entre Byzance et Kiev. La ville d'Hersonissos est devenue le centre commercial et culturel le plus important des populations locales et des Byzantins jusqu'à sa destruction par les Tatars au XVe siècle.

Le flux migratoire depuis la péninsule grecque vers la région de la mer Noire n'a jamais cessé. À partir de la seconde moitié du XVe siècle, les villes de Nijyn et Lviv sont devenues d'importants centres d'éducation grecque et d'activité commerciale. Dans la seule Crimée du Sud, la population grecque orthodoxe atteignait 19 000 personnes au début du XVIe siècle. Au cours des décennies suivantes, cependant, elle s'est progressivement réduite, car de nombreux Grecs orthodoxes ont quitté la région en masse pour se protéger des musulmans, avec pour conséquence immédiate le développement de nouveaux centres urbains plus au nord.

Sous le règne de Catherine II [de Russie], l'Impératrice avait ordonné la réinstallation de 50 000 Grecs de la péninsule vers le nord de la mer d'Azov. C'est là qu'ils fondèrent une ville nommée en hommage à la Vierge Marie, Marioupol, dont la fondation a commencé au printemps 1780. Un an plus tard, les Grecs de la ville et des villages voisins dépassaient les 15 000. En 1783, la Russie annexa la Crimée alors occupée par les Ottomans. La région d'Odessa a, elle, été annexée par la Russie en 1792, et la ville d'Odessa fondée en 1794.

L'impératrice Catherine II a constamment encouragé la pénétration russe sur les rives nord de la mer Noire et de la péninsule de Crimée, une zone d'une importance stratégique. En 1800, c'était un lieu capital pour les marchands grecs, lesquels avaient fondé une école grecque, tandis que Catherine la Grande avait accordé des terres aux réfugiés, y établissant ainsi l'un des grands centres de la diaspora. La tsarine s'est montrée généreuse envers les Grecs, installant des centaines de réfugiés du Péloponnèse après l'échec de la révolution d'Orloff* [février 1770 – juin 1771], et leur accordant une série de privilèges. Au moins 15 000 Grecs se sont installés à Odessa au cours des quinze années suivantes. La ville est rapidement devenue le centre commercial et culturel le plus important de l'hellénisme dans la région.

Le point culminant de l'hellénisme de la ville fut la création en 1814 de la Société des amis, association qui prépara idéologiquement et matériellement la révolution grecque de 1821 contre l'Empire ottoman. Odessa a eu un rôle actif tout au long du fonctionnement de la Société des amis. Servant de base au départ, la ville joua ensuite le rôle d'arrière-garde, prenant le relais et assurant la prise en charge des blessés, des fugitifs et du ravitaillement de la lutte.

Odessa est rapidement devenue le centre commercial et culturel le plus important de l'hellénisme dans la région.

Le port d'Odessa était le point de départ des cargaisons contenant de grandes quantités de céréales, qui inondaient les marchés étrangers mais jouait un rôle majeur dans les importations, car la plupart des marchandises étrangères y étaient transportées. Les commerçants grecs ont joué un rôle clé, et l'esprit d'entreprise qu'ils ont développé leur a permis de réaliser des bénéfices importants en peu de temps.

Le 7 janvier 1919, un corps expéditionnaire grec de 23 551 hommes arrive dans le port d'Odessa pour participer aux côtés des Français à une intervention alliée pendant la guerre civile russe. Parmi les commandants des unités figurent des soldats bien connus qui joueront un rôle important dans les affaires politiques de la Grèce plus tard, tels que le colonel Alexandros Othoneos et les lieutenants-colonels Georgios Kondylis et Nikolaos Plastiras. L'armée grecque se retrouve embarquée dans une opération qui échoue lamentablement.

Plus tard, les Grecs d'Odessa et de Marioupol deviennent des cibles sous Staline, à l'instar de plusieurs autres groupes minoritaires. Les écoles grecques sont fermées, les imprimeries du parti grec sont détruites et les territoires grecs soviétiques autonomes sont abolis. Des centaines de Grecs sont tués et des milliers d'autres sont envoyés dans les camps de concentration du Goulag.

Pendant des années, beaucoup avaient cessé de déclarer leur origine grecque à cause de la peur héritée des persécutions sous Staline. Avec le reste de la population ukrainienne, les communautés grecques font aujourd'hui face à l'impitoyable invasion de Poutine.

—Kavallierakis Stefanos
Publié le 30 mars

* La révolution d'Orloff, bataille opposant une coalition gréco-russe aux Ottomans dans le Péloponnèse, est considérée comme une amorce de la révolution grecque de 1821.

NOTRE HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international



www.antigel.agency - 01975 - avril 2022 - © Hervé Thouroude - Document publicitaire n'ayant pas de valeur contractuelle.

MORGAN LAGRAVIÈRE
SKIPPER INTERNATIONAL

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans -75748 Paris CEDEX 15. RESSOURCES MUTUELLES ASSISTANCE, Union d'assistance soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirène sous le numéro SIREN 444 269 682 – Siège social : 46, rue du Moulin - CS 32427 - 44124 Vertou CEDEX. Le détail des garanties et conditions figure aux Statuts et Règlements mutualistes collectifs remis lors de l'adhésion. MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Filia, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans -75748 Paris CEDEX 15.